PREMIERE ANNEE — N° 1. — SAMEDI 29 NOVEMBRE 1930 — 10 PAGES — Exceptionnellement : 50 cent.

JE SUIS PARTOUT

A. Fayard et Cie, Editeurs
18-20, rue du Saint-Gothard, XIVe

Le grand hebdomadaire de la vie mondiale

A. Fayard et Cie, Editeurs
18-20, rue du Saint-Gothard, XIVe

La Bourse de Paris et les krachs bancaires

La Bourse de Paris n'a pas connu, depuis la guerre, pareille secousse ni pareille crise. Depuis la faillite du coulissier Pacquement, on discutait en termes nobles sur la meilleure façon de réorganiser le marché en Banque par la fusion des deux syndicats du terme et du comptant. Les circonstances actuelles donnent à ces débats une saveur amère, et sans préjuger de ce que pourra être la liquidation de demain, le bilan du mois est déjà assez joli : démission d'un agent de change, faillite de treize maisons de coulisse, dépôt de bilan par quatre banques provinciales (dont la banque Adam, depuis renflouée), faillite et arrestation de deux agents de change de Bordeaux et enfin effondrement des valeurs contrôlées ou créées par M. Oustric.

C'est ce dernier événement qui a, de proche en proche, entraîné tous les autres : on ne liquide pas impunément un groupe de titres dont la valeur nominale représentait plus d'un milliard de francs sans porter atteinte à l'équilibre de la place.

Les affaires de M. Oustric

Le cas de la banque Adam est simple. On ne lutte pas contre l'affolement et aucun établissement de crédit n'est capable de résister à une panique générale, subite et simultanée de ses déposants. Le cas de M. Oustric est plus complique. La banque Oustric ne date que de 1919. Elle était au capital de 1 million. Nous la retrouvons aujourd'hui, onze ans plus tard, au capital de 100 millions. Pendant cette décade, on raconta bien souvent que M. Oustric allait sauter. Tantôt il était sauvé par Ford, tantôt par la *Banque de France*, tantôt par un mystérieux Italien. A d'autres moments, M. Oustric était érigé en rival des grandes banques, et on racontait qu'il allait s'emparer du *Comptoir d'Escompte*. Pour les uns, c'était l'animateur du marché, pour les autres un illusionniste et un charlatan.

M. Oustric est, aujourd'hui, sous le coup d'une double inculpation d'escroquerie et d'abus de confiance. Mais si l'on remonte à ses débuts, il semble qu'alors il a surtout péché par optimisme. Un journal qui ne l'aime pas beaucoup disait de lui : « M. Oustric a eu des torts en qualité de banquier. Mais ses mœurs sont irréprochables. Ses goûts ne sont pas particulièrement dispendieux ; ses seules passions étaient le travail et les affaires. Il faut lui rendre cette justice. S'il a sombré, ce n'est pas parce qu'il s'est livré à des dépenses exagérées. Il n'y aura rien à récupérer dans son avoir personnel, ni objet d'art, ni grandes propriétés, ni automobiles. L'argent a bien été perdu et non gaspillé.



NOUVEAU TRUC DU TAPEUR

— Dites-moi, cher ami, ne pourriez-vous me prêter vingt francs ? Ma banque vient de fermer provisoirement ses guichets..

(Dessin de H. Guilac, dans le *Petit Parisien*.)

M. Oustric avait gagné ses premiers galons avec des valeurs qui n'étaient pas très brillantes et il avait fini par penser qu'il valait mieux acheter cher des titres de classe que bon marché du papier de sixième ordre. Ainsi avait-il acquis de gros paquets d'actions *Peugeot, Blanchisseries de Thaon, Chaussures Raoul, Dressoir, Fayard, Ehrlich et Incroyable...*, etc. Mais tous ces titres lui avaient été cédés à de hauts cours, à de trop hauts cours. On était en pleine effervescence boursière. M. Oustric, jouant la prospérité générale et la hausse indéfinie, comptait revendre avec bénéfice une partie de ses participations tout en conservant pour sa banque les parts de fondateur et les actions à vote plural qui lui assuraient le contrôle des affaires.

Vint la stagnation du marché, puis la crise. S'il faut en croire certains journaux, les meilleures entreprises groupées par M. Oustric auraient été payées 40 ou 50 % trop cher. Il faliut bientôt abandonner certaines d'entre elles. M. Lederlin rachita, dit-on, à bon compte, les actions *Blanchisseries de Thaon*. Pour les autres, comme on ne pouvait les repasser au public sans une perte énorme, M. Oustric fit absorber l'encombrant papier par ses sociétés de portefeuille, des holdings : *Paris-foncier, Extension industrielle, Holding française*, dont les titres furent introduits en Bourse à des cours qui tenaient compte, et au delà, de cette surcapitalisation. D'où un premier risque.

Mais ce n'est pas tout.

La banque Oustric, explique très curieusement l'Europe Nouvelle, a pris en charge les actifs liquides des sociétés qu'elle contrôlait. Elle s'en est servi pour acquérir d'autres affaires. A son passif, par conséquent, apparaissaient les divers comptes banques *des sociétés en question. Mais à l'actif, il n'y avait plus que les titres représentatifs des affaires dont l'achat avait été fait avec ces fonds. Les manufactures de chaussures, par exemple, n'avaient, pour assurer leur fonds de roulement, que la contre-valeur des* Extension, *des* Paris-Foncier, *etc..., que le bel argent qui était dans leur caisse au moment de leur cession à l'animateur avait permis d'acheter. D'où un second risque... Enfin, les disponibilités ainsi recueillies n'étant pas suffisantes pour financer les projets de la banque Oustric, celle-ci engageait auprès d'autres banques les actions des sociétés dont elle avait le contrôle et s'en servait pour acheter de nouveaux titres qui subissaient le même sort. D'où un troisième risque : toute baisse sur un des titres cotés entraînait de la part de l'établissement (prêteur) un appel de garantie supplémentaire qui, ou bien était fourni au moyen d'actions du même ordre, ou bien était fourni grâce à la vente des titres du groupe. Mais alors, ce second titre baissait à son tour et le même circuit recommençait.*

De toute nécessité, aussi bien pour ne pas vider l'actif de la banque et de ses holdings que pour ne pas s'entendre demander des couvertures supplémentaires, M. Oustric était obligé de tenir continuellement le marché de ses affaires, c'est-à-dire de défendre les cours en faisant la contre-partie des ventes. Alors seraient venus, dans les périodes critiques, les traites de complaisance et ce qu'en argot de Bourse, on appelle la *cavalerie*, autrement dit la confusion des affaires, l'utilisation des fonds de l'une pour les besoins de l'autre. Et cela est grave.

Attaque et défense

Le jeu de M. Oustric était d'autant plus délicat que tout le monde sur la place connaissait ses continuelles difficultés de trésorerie. La tentation était forte pour les boursiers de se porter vendeurs. Dans un de ses articles de l'*Avenir*, M. Billiet a accusé les grandes banques d'avoir voulu la mort de M. Oustric et il a intitulé son article *Cannibalisme bancaire*. Mais, à côté des grandes banques, il y a les petites, il y a les commis, il y a les spéculateurs de toute taille. M. Oustric avait contre lui tous les habitués du « temple à colonnes ». Pourtant, pendant des mois, il tint et gagna.

Il s'est défendu d'avoir systématiquement raréfié les titres de ses sociétés afin de les faire monter. Il a même précisé que, lors de l'introduction de l'*Extension*, il avait mis 180.000 titres à la disposition du marché. Mais devant les attaques, il fut certainement amené à en reprendre une quantité et il se trouva à nouveau le maître du marché. Il exigea la livraison des titres vendus, et par cela même contraignit les vendeurs à découvert à se racheter à des cours effarants. L'*Extension*, qui valait 169 fr. l'année dernière, monta jusqu'à 2.400. Encore, sur la demande de la Chambre Syndicale, accepta-t-il de livrer à des cours inférieurs les titres nécessaires aux reports.

Comment la chute se produisit-elle ?

Le nombre des titres en circulation était-il réellement suffisant pour que M. Oustric ait perdu complètement le contrôle du marché ? La faillite de M. Gualino, son associé italien, a-t-elle provoqué la débâcle de ses valeurs françaises similaires ? Ou bien, comme il le prétend, M. Oustric a-t-il été étranglé par M. de Rivaud, son coulissier, qui, d'une part, aurait refusé d'exécuter une partie de ses ordres d'achat et, de l'autre, en tant que président du Syndicat des banquiers à terme, a, d'autorité, annulé les opérations déjà effectuées le jour de la reprise des primes et coté d'office des cours arbitraires ?

Là encore, il faut laisser au juge le soin de voir clair en cette affaire.

Les conséquences

La faillite de M. Oustric a eu pour première conséquence de faire monter le franc. Cette proposition imprévue s'explique facilement. Dans la panique du début du mois, de nombreux déposants se présentèrent dans tous les établissements de crédit, y compris les plus solides, pour se faire rembourser. Sur l'importance de ses retraits on a cité des chiffres vertigineux, difficilement admissibles. En tout cas, les banques se trouvèrent subitement en quête de numéraire. Elles eurent, pour une petite part, recours au réescompte de la Banque de France ; pour la plus grosse, elles rappelèrent les disponibilités considérables qu'elles avaient à l'étranger. De là, sur toutes les places, à Londres notamment, des demandes pressantes de francs, qui provoquèrent une légère tension de notre devise et, par suite, une recrudescence des entrées d'or.

En ce qui concerne les affaires de M. Oustric, les bonnes perdront en tout ou en partie les dépôts qu'elles avaient chez lui; il leur faudra épurer leur portefeuille ; mais ces pertes subies et digérées, elles s'en tireront. Au reste, les amateurs ne manqueront pas pour les renflouer, si besoin est. Avant même que M. Oustric ne soit en liquidation, M. Robert Peugeot et des amis lui avaient racheté ses actions *Peugeot* (déclaration faite à l'assemblée générale du 4 courant).

Selon *Aux Ecoutes*, le trust de la chaussure tente fort M. Bader, grand maître des *Galeries Lafayette*... Quant aux entreprises médiocres, mauvaises ou trop jeunes, ce sera leur fin. De ces filatures, de ces fabriques de linoléum, de ces cimenteries, de ces mines, lesquelles sont fragiles ? Lesquelles survivront ? Lesquelles succomberont ?... Certaines ont déjà arrêté leur exploitation. Un avenir prochain nous fixera sur le sort des autres.

La liquidation de demain

Quand quelque chose ne va pas à la Bourse, on demande tout de suite au gouvernement d'intervenir et le gouvernement se tourne avec le même empressement vers la Banque de France. N'a-t-elle point des ressources en quelque sorte illimitées ? Ne peut-elle pas, grâce à son énorme encaisse, émettre immédiatement des billets par milliards ? Solution trop facile. La Banque ne peut intervenir que pour faire des opérations saines et sûres. M. Gaston Jeze, qui prend plaisir à asséner à ses lecteurs les plus dures et les plus désagréables vérités, écrit très justement dans la *Dépêche de Toulouse* que la Banque n'est point *un terre-neuve pour les spéculateurs qui se noient ni pour la clientèle qu'ils entraînent dans le gouffre. Elle est la gardienne de la monnaie nationale pour l'intérêt public.* Elle a pu sauver la banque Adam. Elle ne pouvait pas repêcher M. Oustric.

Il n'en demeure pas moins que depuis le 28 octobre, les cotations sont suspendues sur les titres de son groupe ou remplacées par des chiffres arbitraires. Les opérations engagées avant le 28 et qui auraient normalement dû se dénouer il y a un mois, sont restées en l'air et il ne suffit pas que les syndicats de la coulisse garantissent une fois de plus la bonne fin des opérations engagées entre ses membres, il faut aussi penser à la clientèle.

Il était peut-être impossible d'agir autrement que l'on a agi fin octobre, mais c'était reculer pour mieux sauter, puisqu'aux difficultés Oustric se sont ajoutées les difficultés Devilder.

M. Devilder, par le moyen d'une Holding, le *Crédit général des pétroles* a réalisé une vaste concentration d'intérêts pétrolifères en Pologne et en Tchécoslovaquie. La pièce maîtresse de l'affaire est la *Société des Pétroles de Malopolska*, dont le capital est actuellement de 250 millions de francs, avec 45.000 parts de fondateur. La *Malopolska* a réalisé en 1929 32 millions de bénéfices consacrés aux amortissements. En 1929, les actions avaient atteint le cours de 1.500 francs — contre 100 aujourd'hui et les parts 10.000 — contre 1.400 aujourd'hui. Le groupe Devilder avait été très attaqué pendant ce mois et on craignait de ne pouvoir assurer les reports. Un communiqué nous a appris qu'un accord avait été réalisé, et par ailleurs on a demandé à la *Compagnie Française des Pétroles* qui exploite déjà la part réservée à la France dans les gisements de Mésopotamie d'aider la *Malopolska* afin qu'elle puisse surmonter la crise actuelle et continuer les forages qu'elle a entrepris d'une manière que les *Débats* jugent peut-être un peu trop intensive.

La liquidation de demain a été préparée. On peut penser qu'elle se fera donc avec le minimum de casse. Néanmoins, la situation demeure si trouble que des défaillances sont toujours possibles et qu'un pronostic optimiste est toujours hasardé.

Les trente-trois à la poursuite des trente-deux

Il y avait le Panama et les cent-quatre. Nous avons désormais Oustric et les trente-deux. Car s'il faut en croire M. Daladier, trente-deux parlementaires étaient à la solde du banquier défaillant. Trente-deux, a-t-il précisé, dont plusieurs membres du gouvernement. Ce vague est menaçant. Mais, s'il faut en croire aussi bien « Aux Ecoutes » que le « Charivari », les ministres incriminés par les couloirs seraient, outre M. Péret, déjà débarqué, MM. Lautier et Falcoz, humbles sous-secrétaires d'Etat et plus ou moins avocats-conseils eux aussi.

Quand une assemblée décide une enquête, cela veut dire qu'elle estime le gouvernement inapte à dégager certaines responsabilités. Le premier mouvement de M. Tardieu fut donc de s'opposer à cette marque de défiance en invoquant la traditionnelle séparation des pouvoirs. Mais s'il faisait mine de ne pas vouloir de la commission réclamée par les radicaux et les socialistes, il était aussitôt accusé par eux de vouloir couvrir les coupables. Aussi, comme il avait démissionné M. Péret après l'avoir blanchi, a-t-il accepté la commission, après l'avoir fait combattre par les officieux :

« Vous voulez une commission afin d'étaler le scandale Oustric ? Pourquoi celui-là seulement ? Des scandales, ce n'est pas ça qui manque... J'en ai plein mes armoires. Il y a les dommages de guerre, les bénéfices de guerre, les marchés de la guerre, la



LE PORTE-DRAPEAU

(Dessin de Sennep, *Echo de Paris*, 19-11-30.)

hausse illicite, l'agiotage, tous les rapports de la finance et de la politique... »

C'était à l'opposition d'être gênée, car si elle refusait cette extension de pouvoirs pour limiter l'activité des commissaires à l'affaire Oustric seule, elle passait à son tour pour avoir à se reprocher quelques secrètes peccadilles. Ce fut donc un assaut de vertueuses déclarations, et il fut décidé, à la quasi-unanimité, qu'on enquêterait sur tout, qu'on dirait tout et qu'on saurait tout...

S'il faut en croire le « Populaire », le « Quotidien », l' « Ere Nouvelle » et la « République », la France a frémi d'aise. Les « Débats », plus sceptiques, impriment que ces histoires sont complètement indifférentes au pays, et l' « Action Française » se donne le plaisir d'énumérer toutes les commissions d'enquête qui ont sombré dans l'oubli, à commencer par la première qui ne tira jamais au clair les comptes de Gambetta et du Gouvernement de la Défense Nationale, jusqu'à la fameuse commission Renaudel qui devait découvrir les ressources électorales des partis et mourut, sans gloire, après avoir édité le tome I de son rapport (Bloc national) et englouti dans des oubliettes les éléments du tome II (Cartel). Il y a encore l'affaire Wilson, le Panama, Rochette, qui nous valut du moins de belles pages de Barrès, la Banque Industrielle de Chine, les « scandales de la métallurgie », l'affaire Hanau. Quoi encore ?

M. Albert Bayet écrivait dnsa la « République » de dimanche : « Quel sera le premier résultat de l'enquête ordonnée par la Chambre ? Ce sera de laver des hommes injustement salis ».

Bon gré, mal gré, le pays est persuadé que les commissions servent non seulement à laver les innocents, mais surtout à reblanchir les coupables, et le plus étrange c'est que ce sont les parlementaires qui le crient le plus fort :

Ce sont eux, écrit Dangeau dans la « Petite Gironde », qui lancent les bruits qui inquiètent ce qu'ils appellent l'opinion publique, qu'ils essaient ensuite de calmer avec des commissions d'enquête. Et quand la commission d'enquête est décidée, ce sont encore les mêmes qui répandent d'avance qu'elle n'aboutira à rien. Après quoi, ils parlent de crise de régime et de désaffection.

M. Chéron n'a pas voulu rester à l'écart de la vague de vertu. Par circulaire, il a ordonné aux magistrats d'être indépendants. Et ceux-ci ont aussitôt découvert dans leurs archives une plainte contre M. Oustric qui datait de 1929 et qui émanait d'une vieille demoiselle. On a ressuscité aussi une histoire assez embrouillée de cotations fictives et ramené au jour une plainte contre Rochette qui datait de 1927 et qui, paraît-il, visait également M. Oustric... Ah ! ça, mais... qu'étaient-elles devenues depuis ce temps-là ?

Pourquoi 33 ?

Oui, pourquoi 33... ?

Parce qu'il y a onze bureaux.

Le jour de la réunion d'une nouvelle Chambre, le président partage les députés en onze équipes dites bureaux. Ces bureaux sont tirés au sort à l'aide d'une machine remplie de boules, chaque boule portant le nom d'un député.

Les bureaux, autrefois, élisaient les commissions. Depuis, celles-ci sont choisies par les partis : mais quand il s'agit d'une commission extra-politique, on revient à la vieille méthode et on refait fonctionner la boîte à malices. Comme il y a onze bureaux, il y a onze commissaires, ou 22, ou 33, ou 44... Voilà tout le secret.

LA CATASTROPHE DE LYON

A qui la faute ?

La catastrophe de Fourvière a soulevé dans toute la France un immense mouvement d'horreur et de pitié. Mais, déjà, la question des responsabilités est soulevée par M. Herriot, maire de Lyon, qui a demandé au Parquet l'ouverture d'une information judiciaire.

La plupart des grands journaux régionaux ont enregistré la nouvelle, sans beaucoup de commentaires, mais voici ce qu'imprime à ce propos le « Nouvelliste de Lyon » (droite) (18-10-30) :

Nous aurions voulu attendre la fin des obsèques des malheureuses victimes du cataclysme qui a désolé le quartier de Saint-Jean pour rechercher à qui remonte la responsabilité de ce douloureux accident.

La lettre du maire saisissant brusquement le parquet de l'affaire et réclamant sur-le-champ une enquête « sur les circonstances et sur ses causes quelles qu'elles soient » rompt les silences et désigne elle-même cette responsabilité, c'est-à-dire celle de la Ville, en l'occurrence celle de la municipalité.

Tout patron, dit la loi, est responsable de la faute de ses employés.

Quelles furent les fautes de ces employés ?

Si nous en croyons les rapports successifs qui furent remis aux bureaux compétents par de savants spécialistes, ils les mettaient en garde contre un affaissement possible du sol de la colline et les invitaient à prendre des précautions contre le danger éventuel d'un éboulement.

Nous trouvons trace de ces perplexités dans les notes lues à l'Académie de Lyon par les géologues de nos Facultés et dans les avis réitérés soumis verbalement ou par écrit aux services municipaux.

Que fit-on de ces rapports et de ces avis ? Dans quels tiroirs ont-ils été enfouis ?

...Rien ne fut prévu, aucune précaution préliminaire ne fut prise.

Mais à qui la faute ? Qui s'est rendu coupable de pareilles négligences ?

Les fonctionnaires du service de la voirie ? Sans doute. Mais qui les nomme ? Qui les surveille ? Qui doit contrôler leurs gestes ?

RICHESSE ET PAUVRETÉ

Du nouveau à gauche

On assiste actuellement en France à un regroupement des forces révolutionnaires, et ce phénomène, pour être moins bruyant que les débats de la Chambre, n'en est pas moins très important. D'une part, le communisme se désagrège, d'autre part les effectifs socialistes se renforcent et en se renforçant deviennent plus révolutionnaires.

Il n'est pas douteux que le communisme soit en recul en France, sauf dans la région parisienne. Pour inviter les républicains nationaux à l'union, M. de Kérillis citait l'autre jour, dans l'*Echo de Paris*, des chiffres révélateurs :

Un des facteurs les plus caractéristiques des dernières élections partielles, écrivait-il, *est l'anéantissement du communisme au profit du socialisme. A Rennes, de 446 en 1928, les bolcheviks sont, il y a huit jours, tombés à 226. Ils n'eussent pas été cent, si le candidat des gauches avait été socialiste unifié. A Dreux, ils sont passés de 553 à 104 ; à Rocroi, de 1.094 à 327 ; à Bergerac, de 1.886 à 518 ; à Guingamp, de 1.018 à 0 ; à Lorient, de 762 à 286 ; à Largentière, de 1.123 à 83.*

Les secrétaires régionaux du Parti communiste ont tenu récemment leur conférence. Les comptes rendus de l'*Humanité* sont discrets, mais on n'y sent point d'allégresse. M. Maurice Thorez a bien affirmé « la confiance du Parti en lui-même à la veille de dures batailles », mais il a aussi parlé de résultats « modestes », encore que significatifs à ses yeux. L'*Humanité* avait créé des éditions régionales. Elles n'ont pas réussi.

Pour le treizième anniversaire de la Révolution russe, le Parti a annoncé une « campagne d'agitation ». Elle s'est bornée à des concerts et à d'ennuyeuses représentations théâtrales. L'*Humanité*, dont l'exploitation a toujours été déficitaire, avait emprunté à la *Banque ouvrière et paysanne* des sommes considérables. Elle en a remboursé une partie au moyen de souscriptions, mais elle doit encore 780.000 francs. La situation financière est par ailleurs demeurée très difficile. Aussi l'*Humanité* organise-t-elle actuellement une « campagne de diffusion » qui a débuté par quelques articles d'un ton funèbre : « Les coups terribles dont nous avons été frappés n'ont pas été sans nous affaiblir..., etc. »

Enfin, la C.G.T.U. est très divisée et, s'il faut en croire *Le Peuple*, ces déchirements auraient vidé les fédérations les plus actives.

La croissance du socialisme

Tout au contraire, le parti S.F.I.O. est en pleine force.

Le Populaire est rempli de bulletins de victoire. Outre les 130.000 adhérents S.F.I.O. qui reçoivent obligatoirement le journal de M. Blum, *Le Populaire* a annoncé que, le 13 novembre, il avait 30.073 abonnés, contre 29.000 le 29 octobre, 21.806 le 1er mars et 16.000 en juillet 1927. Le déficit annuel est encore de 800.000 francs. Mais, aux dires de l'administrateur, M. Compère-Morel, il est assez gaillardement comblé par des « souscriptions ».

D'où viennent-elles ? M. de Kérillis ayant rappelé que le 10 novembre 1923 le *Vorwaerts* et l'*Internationale socialiste* avaient déjà ouvert une quête pour aider le parti socialiste français contre M. Poincaré, M. Compère-Morel a nié que de l'argent allemand ait passé en France, mais il n'a rien dit de l'argent hollandais, belge, anglais, et il a ajouté :

Eh bien ! je dis tout crûment que si des hommes n'appartenant pas à notre milieu et n'étant pas inscrits à notre Parti, mais désireux de sauver la civilisation mise en péril par le système capitaliste et le bellicisme des fauteurs de guerre, venaient nous offrir leur généreux concours, je leur souhaiterais la plus cordiale des bienvenues.

Allons ! Le parti S.F.I.O. doit compter quelques généreux bourgeois... M. de Kérillis nomme en toutes lettres M. Patenôtre, député de Rambouillet et « millionnaire américain », M. Compère-Morel nie encore.

La campagne contre les dépenses militaires

Le parti S.F.I.O. vient d'organiser une très violente campagne contre les dépenses de sécurité. En dépit de quelques précautions oratoires sur le désarmement « simultané et contrôlé », la thèse est celle-ci : les armements conduisent à la guerre ; il faut désarmer ; que la France commence ; tant pis si elle désarme seule, il faut bien que quelqu'un donne l'exemple...

M. Blum a tenu plusieurs réunions publiques en province, notamment dans sa circonscription de Narbonne ; dix mille affiches ont été posées à Paris, deux cent mille numéros du *Populaire* distribués gratuitement... Chaque jour ce journal consacre sa première page à démontrer que les armées ne servent qu'à maintenir la domination des classes bourgeoises et que celles-ci aimeraient mieux cent fois la guerre, que de renoncer aux profits du militarisme.

La politique de M. Tardieu

Les progrès du socialisme sont suivis avec attention par M. Tardieu.

Le président du Conseil est las de gouverner avec une majorité divisée en six ou sept groupes fuyants, jaloux, et indisciplinés. Il voudrait fédérer en un grand parti conservateur toute cette poussière d'organisations. On se fédère *contre* quelqu'un. Ce quelqu'un, ce serait le socialisme révolutionnaire, rendu menaçant par des conquêtes à ses deux ailes, côté radical ou côté communiste.

Que vaut le calcul ? Ce n'est pas à nous de le dire, mais il n'est pas interdit de penser que M. Tardieu voit sans un déplaisir excessif, le parti S.F.I.O. redevenir redoutable et reconquérir peu à peu les troupes communistes.

Histoire d'une croix, d'une faucille et d'un marteau

A l'église de Hambach, aux confins de l'Alsace et de la Lorraine, une « Sainte Famille » était adossée à un panneau semé de petites croix d'or qui s'ornaient des emblèmes soviétiques : la faucille et le marteau.

Ce panneau était l'œuvre du curé de Hambach, le docteur Pinck, ancien rédacteur à la Lothringer Volkszeitung.

Le Kurier, *journal de l'abbé Haegy (clérical autonomiste), raconte de cette façon la suite de l'histoire :*

Les autorités gouvernementales et ecclésiastiques furent catégoriquement invitées à mettre fin à ce scandale. Il n'y avait qu'à supprimer radicalement son traitement au curé de Hambach. Les Prussiens n'ont jamais supprimé leur traitement aux religieux alsaciens ou lorrains, même pas à MM. Delsor et Winterer, ni à d'autres, qui ont été au Reichstag des députés protestataires.

Et le Kurier *de se référer au conseiller général Y. Straub, un des chefs du parti socialiste chrétien de Lorraine, qui, de son côté, a raconté, au long d'un article paru le 15 octobre dans le* Journal de Lorraine de Saargemund, *comment vint l'idée du panneau en litige. Il y a deux ans, paraît-il, lors des élections au conseil général, le leader du parti communiste, dans une réunion de propagande, exposa comment le prolétariat conquerrait le monde, sous le signe de la faucille et du marteau. M. Straub lui retorqua : « Ce sont là deux instruments de travail que les catholiques préfèrent aux sacs d'argent des barons de l'industrie et aux coffres-forts des capitalistes. Ils ne sont pas pour nous des symboles de révolution, mais c'est sur eux que nous faisons reposer la croix ».*

Cette idée fut réalisée lors de la restauration de l'église de Hambach.

L'Elsæsser Kurier *continue triomphalement:*

Bien des siècles avant que prît naissance le communisme, le Christ, le fils du charpentier de Nazareth, était l'ami des ouvriers. Le panneau de l'église de Hambach met le travail industriel et agricole sous la protection de la croix, non sous celle de l'étoile communiste... Il est stupide, parce que les Soviets en ont fait le symbole de leur parti, de prétendre que la faucille et le marteau ne doivent plus être représentés. Voici qu'on ne peut plus mettre de marteau dans la main de saint Joseph, ni de faucille dans celle de la Vierge ! Sinon, l'Eglise et l'Etat sont en danger ! C'est subordonner le catholicisme au communisme !

Si nous disions au Kurier *qu'il déplace la question, il nous traiterait sans doute « d'oie du capitole de la presse parisienne ». Mais la conclusion seule importe :*

L'Eglise et la patrie sont sauvées. Le dangereux symbole a été gratté sur le panneau de l'église de Hambach. Les fauteurs de discorde vont avoir à trouver un nouveau sujet d'excitation.

LE THEATRE

« Jean Musse »

de Jules Romains

C'est une chance, pour la première semaine de l'exposition internationale qui va s'ouvrir ici chaque samedi, de pouvoir montrer dans la vitrine française une œuvre aussi représentative de nos façons nationales de penser et de réagir que ce *Jean Musse ou l'Ecole de l'Hypocrisie*. On pourra discuter, on a déjà discuté de la valeur de cette nouvelle comédie de M. Jules Romains. Mais ce qui est indiscutable, c'est que seul un Français pouvait l'écrire, du moins sur le mode allègre et satirique.

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on découvre que l'individu est opprimé, brimé, étouffé, condamné à l'hypocrisie par la société moderne. Tout le théâtre d'Ibsen n'a été qu'une protestation pathétique au nom des droits de l'individu. Il a bien paru, un moment, que l'individu avait cause gagnée. La guerre, en bouleversant les fortunes et les classes sociales, en relâchant les mœurs, en exaltant et en favorisant les initiatives hors-série, aussi bien des héros que des mercantis, sembla accentuer encore cette orientation. Mais ce n'était là qu'apparence : la guerre enseignait en même temps aux dirigeants comment on peut, par la censure, le bourrage de crâne et la police, obtenir d'un peuple un conformisme proche de l'esclavage et combien il est agréable de gouverner sans contrôle. Le développement, l'adoration du machinisme ont, de leur côté, contribué à l'acceptation et au nivellement universels qui sont bien près d'être obtenus par la substitution de la course en auto à la promenade à pied, des nouvelles d'agence aux articles de journaux, du cinéma au théâtre, de la radio aux livres, en d'autres termes par la substitution du *tout fait* au *sur mesure* et du mécanique à l'humain.

Quand tous les journaux ne se ressemblaient pas, on choisissait son journal, comme on choisissait la pièce de théâtre qu'on irait voir, le livre qu'on achèterait. Aujourd'hui on achète n'importe quelle feuille d'information, on va au cinéma voir n'importe quel film, on entend ce que le poste de radio en action à l'heure où l'on écoute veut bien nous offrir. Il y a quelques années déjà M. Gaston Baty nous avait présenté une pièce américaine de M. Elmer Rice sur ce sujet. Elle s'intitulait *Monsieur Zéro* et on y voyait un citoyen de la libre Amérique réduit à l'état d'automate. L'humour de ce spectacle échappa alors au public français. Le succès qu'il a fait récemment aux *Scènes de la vie future* de M. Georges Duhamel montre qu'il se rend aujourd'hui mieux compte du danger.

* * *

En écrivant *Jean Musse ou l'Ecole de l'Hypocrisie*, M. Jules Romains a écrit à son tour ses *Scènes de la vie future*. Il y a repris des scènes entières d'une de ses précédentes

Gr. Fol Z 153

MICROFILMS

comédie : *Jean le Maufranc*, mais alors que Jean le Maufranc, dépoûté du conformisme social, tâchait de s'en évader, se lançait dans une belle aventure, son cadet Jean Musse se rend compte de l'impossibilité de toute évasion, il renonce même au refuge que l'hypocrisie semble lui offrir ; il ne sait plus que prophétiser la calamité qui approche, *vox clamans in deserto*.

Jean Musse, au premier acte, rentre de voyage. Il a naturellement, lui qui ne fraudait point, eu une altercation avec un douanier. On l'a fouillé comme un malfaiteur. Il trouve chez lui le contrôleur des contributions directes qui, pour une vétille, veut le mettre à l'amende, bien que sa déclaration ait été faite en conscience et que tous ses concurrents la truquent. Sa femme lui reproche de mépriser les réunions familiales du dimanche soir, de n'avoir pas envoyé de cartes postales à la tante Henriette. Son commanditaire lui reproche ses allures, sa cravate. Un gendarme lui apporte la feuille de mobilisation pour la prochaine « dernière ». Jean Musse « rouspète », explose et s'ébroue comme un personnage de Courteline, en bon Français-moyen que les procédés vexatoires et tâtillons de l'administration, l'autoritarisme et l'arbitraire bureaucratiques exaspèrent.

Et il formule à peu près ainsi sa revendication : « Du temps où l'homme était esclave de l'autorité, il pouvait sans scrupule s'employer à la duper, se venger au moins en le méprisant. Mais aujourd'hui qu'on a déclaré à l'homme qu'il était libre et qu'on a fait appel à sa conscience de citoyen, comment pourrait-il supporter d'être traité en bête de troupeau ? »

Cette première revendication va se transformer et s'élargir (peut-être trop) au cours du second acte. Jean Musse assiste à une séance du Comité de la *Ligue de protection de l'homme moderne* et, cette fois, ce ne sont plus des excès de la bureaucratie qu'il s'agit, il s'agit de l'organisation internationale de la servitude. Sous prétexte d'hygiène, de discipline, de morale, de religion, d'eugénisme, on s'apprête à tout réglementer, à encadrer l'homme dans une série de prohibitions et d'obligations où son libre-arbitre individuel, bien plus : où toute différence entre un individu et l'autre seront pratiquement supprimés.

Jean Musse pense à fuir, mais ce sont des déguisements et des évasions dérisoires que lui offrent les diverses sections d'une Agence de police privée. Le seul recours est l'hypocrisie : c'est au président de la *Ligue*, hypocrite entre les hypocrites, qu'il demandera des leçons. Horreur ! Cet hypocrite s'est pris à la comédie de la vertu. Le temps est proche où l'homme, traqué dans ses pensées (un criminaliste américain n'a-t-il pas proposé de plonger les accusés dans un état d'hypnose avant de les interroger, pour les empêcher de mentir ?) aussi bien que dans ses actions, ne songera même plus à dissimuler. Jean Musse n'a d'autre ressource que de dénoncer (et Charles Dullin s'y emploie avec une fougue admirable) le danger qui menace l'individualisme, donc l'humanisme, donc la civilisation.

⊙ ⊙ ⊙

On aperçoit à travers cette trop sommaire analyse tous les sujets qu'effleure M. Romains. C'est la principale critique qu'on puisse lui faire : sa pièce n'est pas centrée. Elle est énumérative. Tous les périls suspendus sur nos têtes nous sont décrits et nous sommes émus également par ces différentes menaces. Celles qui frappent le plus le public sont : le risque d'une nouvelle guerre (la scène du fascicule de mobilisation est la plus applaudie), le risque d'une dictature (l'apostrophe finale lancée par Dullin soulève la salle d'enthousiasme). Mais peut-on dire que ces deux risques se rattachent étroitement à la crise actuelle de l'individualisme ? Les deux autres scènes les mieux accueillies, celle où Jean Musse s'entend offrir de jolies femmes par Mme Laure, et celle où il confond le vieil hypocrite, ne s'y rattachent pas davantage.

Si bien qu'on peut dire que *Jean Musse* se présente comme une série de *sketches* sur les misères de ce temps, plutôt que comme une œuvre organique, progressant de scène en scène, d'acte en acte, en vertu d'un dynamisme interne. C'est pourquoi certaines tirades font longueur. Non pas parce qu'elles sont trop longues, mais parce qu'elles ne sont pas préparées, parce que le public n'a pas été mis en état de grâce pour les écouter par une action théâtrale préalable.

Jean Musse, en définitive, et c'est par là que la comédie de M. Jules Romains m'apparaît si typiquement française, se résume en une apologie du libéralisme, de la tolérance, du respect de la liberté individuelle : c'est comme une suite dialoguée à l'*Ingénu* de Voltaire. Dans un monde où puritanisme, bolchevisme et fascisme se disputent la vedette, peut-on espérer que cet appel à la joie de vivre sera entendu, que cet S.O.S. n'apparaîtra pas comme une plainte stérile et déjà périmée ?

Benjamin CREMIEUX.

● La critique fait grand accueil au premier roman de Mme Simone : *Le Désordre* (Plon). Pour M. Gabriel Marcel, la romancière éclipse la créatrice des drames de Bernstein. M. Edmond Jaloux parle de « début éclatant » et voit en Mme Simone un « romancier de premier plan » qui donnera une impulsion nouvelle à ce « roman de faits dont nous avons grand besoin ».

M. André Billy, seul, « s'attendait à quelque chose de plus relevé » et reproche au *Désordre* « un parti pris de grisaille ». L'œuvre lui paraît « intéressante, à bien des égards remarquable, quoique inégale ».

● Autour des Prix.

M. Lucien Descaves se plaint d'avoir reçu quatre-vingts romans dans la seconde quinzaine d'octobre. Que les Goncourt renouvellent leur geste de l'an passé et couronnent encore deux ou trois fois un ouvrage paru en avril ou en mai et l'inflation d'octobre cessera.

Il est inexact que, de toute éternité, le « Goncourt » et le « Fémina » soient décernés le même jour. La coutume date d'après-guerre et ces dames sont prêtes à y renoncer. Au dernier déjeuner Goncourt, Léon Daudet avait proposé de leur adresser un ultimatum. On a préféré leur adresser un messager, en l'espèce Gaston Chérau qui faillit naguère avoir le prix Fémina.

Malaisie, d'Henri Fauconnier, demeure favori pour le Goncourt, mais un *outsider*, qui ne serait pas M. André Fribourg, reste possible. Pour le prix Fémina, la course est très ouverte. On n'a même pu décider entre les sexes : un lauréat et une lauréate sont également probables.

● Un cinéma des Champs-Elysées donne la version française d'*A l'Ouest rien de nouveau*.

Contrairement à ce qu'on affirmait, de larges coupures ont été pratiquées. Il manque, en particulier, toute l'idylle entre soldats allemands et Françaises des régions occupées, qui est cinématographiquement l'épisode le mieux venu du film, mais que le public parisien eût sans doute difficilement supporté.

● M. André Maurois présente l'édition définitive d'*Aymeris*, du peintre Jacques-Emile Blanche (Plon éd.) : « Peut-être pourrait-on dire qu'*Aymeris* est au journal de J.-E. Blanche ce que la *Vie* d'Henri Brulard est au journal de Stendhal... On y trouvera aussi, comme dans Proust, un excellent mémorial d'une époque qui commence à devenir « l'histoire ». »

DANS LES COLONIES

Le malaise est général de l'Afrique du Nord à l'Indo-Chine

Depuis quelques semaines, une certaine agitation règne dans les milieux arabes du Maroc. Elle tire son prétexte d'un décret du sultan (*dahir*) codifiant la juridiction des tribunaux (*djemaa*) berbères.

Récemment, le *Cri Marocain* a publié une lettre d'un « Groupe de Marocains », d'où nous détachons les passages suivants :

La soi-disante réforme instituant une juridiction spéciale pour les Berbères de la montagne, *a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase déjà trop plein...*

La catéchisation entreprise publiquement par quelques catholiques fanatiques n'a pas été étrangère au mouvement de Fez.

... Sous prétexte d'encourager le peuplement français et la production agricole, *on prend peu à peu nos terres*, après les avoir baptisées hypocritement collectives, guiches ou domaniales...

... Accablés de taxes, impôts et contributions de toutes sortes, on nous impose encore tant et plus pour *pouvoir payer les fournisseurs et les créanciers des colons français...*

Et ce qu'il y a de plus navrant, c'est que toutes ces iniquités nous sont infligées sous le couvert de notre souverain que nous savons parfaitement ignorant...

Dans cette forme spécifiquement islamique de propagande antifrançaise, le *Temps Colonial* du 4 novembre retrouvait la main d'un dangereux agitateur, qui nous a violemment combattus en Syrie, et de qui il précisait comme suit le rôle :

Tous ceux qui tiennent une plume dans la presse arabe protestèrent, sur le mot d'ordre de l'émir Chekib Arslan, contre un acte qui, disaient-ils, révélait les pensées secrètes de la France impérialiste « voulant opposer au Maroc le bloc berbère au bloc arabe et préparer la christianisation du premier ».

Agitation dans les mosquées où des agents dûment stylés lisent le « latif » et lancent l'appel à la guerre sainte. Venue à Tanger, puis à Tetouan, zone espagnole, de Chekib Arslan, qui, favorisé par une complaisance inexplicable, crée le comité syro-palestinien-moghrebin. Encouragement donné par certains diplomates étrangers à leurs protégés au Maroc qu'on retrouve à la tête des perturbateurs. Distribution de journaux, de tracts, brochures, en provenance d'Egypte et des Indes.

L'Evolution Nord-Africaine du 11 courant souligne que l'affaire du *Dahir* n'a été qu'un prétexte :

La fameuse question de la juridiction spéciale à l'usage des Berbères était bien, comme nous l'avions écrit : *Un fallacieux prétexte, un camouflage.*

Quant à la catéchisation dont parle le *Cri Marocain*, c'est un autre prétexte mensonger.

Les jeunes Tunisiens en avaient déjà abusé à l'occasion du dernier congrès eucharistique qui tint ses assises dans leur capitale et, tout comme les sanglantes journées de Tunis de novembre 1911, firent naître les journées encore plus sanglantes de Fez — en février 1912 — il est tout à fait naturel de voir des agitateurs islamiques de l'Empire chérifien parler, à leur tour, d'une œuvre de *désislamisation*.

L'Evolution Nord-Africaine se montre catégorique sur le devoir des Français, en présence de l'agitation naissante. Elle écrit :

Notre devoir de Français du Nord de l'Afrique, est d'opposer sans cesse la réalité des bienfaits de notre action civilisatrice aux légendes islamiques.

C'est le meilleur moyen de ruiner les artifices imaginés par les agitateurs musulmans pour dresser leurs coreligionnaires contre notre tutelle.

Bavardage intempestif

Au ton de cette polémique on devine l'importance du mouvement signalé. Pourtant, les milieux officiels du Protectorat restent sereins. Ils attribuent cette effervescence à la maladresse des commentaires dont on a accompagné la publication du fameux dahir, destiné, a-t-on dit inutilement alors, à marquer mieux la scission traditionnelle entre les Berbères des montagnes, Musulmans assez tièdes, et les Arabes des plaines et des villes, fanatiques observateurs du Coran.

Est-ce pour conjurer les effets de ce bavardage intempestif ? Dans un article d'allure officieuse, l'*Echo du Maroc* du 14 novembre annonce « la mise en œuvre d'un programme de politique indigène » :

La politique indigène du Protectorat, de tous temps a été fonction des conditions économiques générales et celles particulières à la population indigène. Le maréchal Lyautey avait, jadis, constitué un Conseil supérieur de politique indigène. Cette organisation n'avait, en fait, fonctionné qu'irrégulièrement.

Nous croyons savoir que le nouveau Conseil supérieur de politique indigène se réunira, pour la première fois, vers la fin du mois. Il sera placé sous la présidence du Résident général lui-même, assisté de M. Urbain Blanc, délégué à la Résidence, et comprendra un nombre de membres très restreint, parmi lesquels seront représentés notamment les Directions des Affaires indigènes et chérifiennes, et les contrôles civils. Ce Conseil aura les moyens d'investigations les plus larges et consultera toutes personnes qu'il jugera compétentes, indépendamment de leur situation sociale, soit sur les généralités soit sur les points de détail.

Le Conseil s'attachera tout d'abord à la solution des questions économiques qui préoccupent actuellement l'opinion indigène, questions résultant de la crise que subit actuellement le Maroc et dont les répercussions se sont particulièrement manifestées dans certaines médinas. Pour être à même de se documenter utilement sur ces problèmes, souvent complexes, le Conseil fera appel à la collaboration constante des Chambres de Commerce indigènes.

En Tunisie

L'effervescence islamique ne se limite pas au Maroc. Notre protectorat tunisien en connaît des échos assez véhéments.

Presque le même jour où le *Cri Marocain* publiait la lettre dont nous citons plus haut des fragments, la *Voix Tunisienne* écrivait :

Les fonctionnaires indigènes, sur ordre supérieur, chantent les louanges de l'occupation, en *mentant à eux-mêmes... Il n'existe pas un seul Tunisien prêt à défendre la cause du protectorat. Le gouvernement français n'a conquis le cœur de personne...* Parmi les étudiants, de France ou de la grande Mosquée, *il n'y en a pas un seul qui accepte l'idée du cinquantenaire et de la collaboration.* Le gouvernement français a tout fait, et il a bien fait, pour les en éloigner.

Cet état d'esprit d'un certain nombre de nos « protégés » tunisiens est assez inquiétant, surtout quand on constate l'effort de l'Italie vers la Tunisie.

La *Presse Coloniale* du 19 novembre signale :

Rien que durant une seule semaine, plus de 4.000 Italiens ont gagné Tunis, n'ayant d'autres ressources que la volonté de se mettre au travail.

Cependant, malgré toute la surveillance exercée à cet effet, il est pénible de constater que la plupart d'entre eux sont entrés en Tunisie clandestinement, sans nul passeport.

⊙ ⊙ ⊙

Derrière cette agitation, camouflée en poussée d'islamisme, faut-il voir, avec le *Temps Colonial*, dont nous rapportions plus haut l'opinion, l'intervention de Moscou ? C'est probable.

C'est certain, en ce qui concerne les troubles d'Indochine, si on se rapporte à ce qu'ont publié tous les journaux français de cette colonie. Nous retiendrons seulement l'énumération de faits probants donnée par l'*Indochine* dans son numéro du 5 novembre :

Une bande de 500 indigènes se disperse à Hocmon en voyant arriver la milice. Une autre bande saccage la maison commune de Xuan Thoi Tay et une patrouille tire sur elle. A Tan-Tru, la maison commune est aussi saccagée. A Tan son Nhi, on signale un rassemblement suspect. Dans tous ces villages, on ramasse des insignes soviétiques.

A Travinh, la police arrête un employé de Hanoï, qui est le chef de la cellule locale ; c'est M. Nguyen van Sang, âgé de 20 ans, qui a achevé ses études en France et n'est revenu à la colonie que pour entrer dans le parti communiste... A moins qu'il y appartînt déjà étant en France... La police arrête *un employé de l'Arsenal de Saïgon, Nguyen Hoang, qui tirait les tracts et journaux communistes.* Il avait son matériel dans son bureau de l'Arsenal et s'y livrait à l'aise à son travail de composition et d'impression.

La Direction de l'Arsenal protesta même contre les policiers quand ceux-ci vinrent pour arrêter l'employé qui était, paraît-il, très diligent !

A Hocmon, on arrête le médecin Nguyen an Cu, qui se trouve être l'oncle du fameux et lamentable Nguyen an Ninh ; on saisit chez lui des listes de souscription du parti communiste.

⊙ ⊙ ⊙

Que la Troisième Internationale nous crée des difficultés dans nos colonies, comme elle en a suscité dans les Indes à l'Angleterre, c'est à quoi nous pouvions nous attendre. L'agitation coloniale est un des articles de son programme. Mais qu'une nation aussi farouchement anticommuniste que les Etats-Unis — et aussi jalouse de demeurer maîtresse chez elle — intervienne dans nos affaires aux Antilles, c'est une aventure surprenante pour qui met en doute l'impérialisme américain.

Cette intervention indiscrète s'est produite ce dernier été, à propos du rassemblement éventuel d'un certain nombre de nos « vieilles colonies », sous l'autorité d'un Gouvernement général des Antilles françaises.

Une intervention américaine

Une intervention, au moins curieuse dans ce débat, s'est produite. Celle d'un journal de New-York, rédigé en langue française, le Courrier des Etats-Unis. *Ce journal américain paraît porter grand intérêt à ce qui se passe, ou pourrait se passer, dans des colonies françaises toutes proches de son propre pays. Et il n'a pas hésité à donner, dans cette affaire de Gouvernement général des Antilles, un avis qu'on voudrait croire tout à fait objectif, malgré l'appeté du ton.*

Il est désormais hors de doute, écrivait-il, que le projet de création d'un gouvernement général des Antilles françaises, dont certains journaux coloniaux continuent de nous entretenir périodiquement, est essentiellement d'origine métropolitaine et, probablement, de même origine que le projet de création d'une banque coloniale unique.

Va-t-on choisir le moment où les populations antillaises, soutenues par leurs Conseils généraux, leurs Municipalités, leurs Chambres de Commerce et d'Agriculture et les principaux groupements industriels et agricoles, réclament énergiquement une assimilation de plus en plus complète avec les Français de France, pour leur imposer une sorte d'intendant général dont le rétablissement, dans la Métropole, signifierait un retour inadmissible aux provinces de l'ancien régime ?

Le Courrier des Etats-Unis *ne néglige pas l'argumentation des partisans de cette entité antillaise qui n'a pas ses faveurs.*

Nul ne songe à nier la nécessité de concilier, en vue du bien général, des intérêts parfois divergents dans nos Antilles comme en France même.

Mais c'est pour le réfuter aussitôt, en faisant délibérément litière des progrès de l'idée régionaliste en France :

Mais n'est-ce pas là, rétorque-t-il, le rôle du ministre des Colonies, dont dépendent uniquement les gouvernements ?

A-t-il été jamais question de recréer dans la Métropole les provinces disparues, sous prétexte de fédérer les intérêts de départements voisins et de faire disparaître un particularisme de terroir qui se manifeste ailleurs qu'aux Antilles ?

Il serait assez curieux de connaître la réaction des Etats-Unis devant une intervention analogue d'un journal, appartenant à des Français, dans sa politique de colonisation, à peine déguisée, le long du canal de Panama, par exemple... Mais l'expérience ne sera sans doute pas tentée...

Les emprunts coloniaux

Ils ont été votés sans difficultés par la Chambre des Députés.

Dans *La Renaissance* du 8 novembre, M. Charles Pomaret s'en félicitait à l'avance :

Dans une récente conférence, disait-il, M. Piétri a lumineusement montré que depuis deux ans nos colonies piétinent. Pourquoi ? Régime douanier insuffisant, a-t-il dit. Peut-être. Mais aussi, et surtout, insuffisance des capitaux mis à leur disposition.

La France a beaucoup investi au Maroc : le Maroc est prospère. Les Anglais, les Belges, les Hollandais ont beaucoup investi dans leurs colonies : leurs colonies sont prospères.

Nous n'avons pas assez prêté aux nôtres.

Le Français a longtemps cru avoir tout fait en confiant ses économies à de vagues sociétés coloniales qui ne valaient pas toujours la corde pour pendre leurs fondateurs. Il l'a souvent payé cher.

Revenant sur cette erreur, le pays se dispose aujourd'hui à un effort massif en faveur de son domaine extérieur.

Il n'est que temps.

Puis, M. Pomaret prenait la défense de l'A.E.F. pour l'emprunt de laquelle un projet spécial avait été déposé.

L'Afrique Equatoriale n'a pas eu de chance. Elle a eu contre elle les obstacles que son sol et son climat ont opposés à la pénétration de nos colons — et par suite la lenteur de sa mise en valeur.

L'opinion a, d'autre part, été prévenue contre elle par le régime de concessions un peu césarien qui avait été dicté par la nécessité de faire occuper très vite de très grands territoires.

Enfin, il y a eu, à son discrédit, les terribles et sanglantes difficultés éprouvées pour faire franchir, au Congo-Océan, la crête funèbre du Mayombe.

Il y a eu tout cela. Et dans tout cela, un peu d'exagération et pas mal d'injustice.

Dans ce même numéro, *La Renaissance* expliquait, en termes imagés, pourquoi l'A.E.F. faisait un nouvel appel aux capitaux français :

Le 13 juillet 1914, par une loi, un emprunt de 171 millions avait été autorisé. Culbutée par la guerre, cette loi demeura, comme une étoile sur le front d'une danseuse de music-hall, placée au fronton de la colonie, pour atténuer son pessimisme.

Ce que demande donc aujourd'hui l'A.E.F. ce n'est pas l'autorisation d'émettre un nouvel emprunt ; mais simplement la faculté de réaliser, sur la base de la valeur du franc-or, le montant de l'emprunt qu'elle eût réalisé en 1914, et qui lui eût suffi si la guerre n'avait pas ruiné le franc : 171 millions, qui doivent demeurer 171 millions de francs-or.

Il en a été décidé, à peu de chose près, selon le vœu de *La Renaissance*, puisque l'A.E.F. a obtenu 822 millions. Espérons que grâce à ce pactole nous verrons bientôt le port de Pointe-Noire donner son plein rendement, et le Congo-Océan amener à la côte des tonnes et des tonnes de marchandises.

Pour que les travaux de cette voie ferrée ne traînent plus indéfiniment, M. Etienne Antonello réclamait, dans les *Annales Coloniales* du 14 novembre, l'institution d'un contrôle sévère. Il reproduisait, à l'appui de cette suggestion, la lettre d'un de ses correspondants montrant l'inefficacité de la surveillance actuelle.

... Le souterrain du Bamba, avec ses 1.700 mètres, constitue la clé de la traversée du Mayombe. Cet ouvrage, attaqué du côté de l'Océan, en avril 1929, par l'ouverture d'une petite galerie, s'est trouvé arrêté au bout de 200 mètres, depuis quelques mois, par suite des effondrements dus à l'absence d'ouvriers boiseurs...

On rapporte que le jour de la visite du directeur des Travaux publics de l'A.E.F., on donna le change à cet ingénieur en faisant sortir de la galerie des wagons de déblais qui avaient été, préalablement, chargés à l'extérieur...

Comment prétendre, après cela, que les conducteurs des Travaux publics, aux colonies, manquent d'ingéniosité ?

ON COMPTE SUR LE SÉNAT

Les radicaux comptaient sur le Sénat pour renverser M. Tardieu.



— C'est nous qui sommes les troupes de choc. (Dessin de G. Edward dans le *Cri de Paris*).

BELGIQUE

Après le retour de M. Jaspar

La crise ministérielle belge n'a pas duré plus de trois jours. A peine M. Jaspar avait-il offert sa démission qu'on s'apercevait, de part et d'autre, qu'on ne savait trop comment le remplacer. A la suite des débats qui se sont déroulés à propos de cette éclipse, la confiance a été votée à la Chambre mercredi au Gouvernement par 95 voix catholiques et libérales, contre 69 socialistes et frontistes. Sept députés se sont abstenus, dont M. Sap.

Donc, M. Jaspar est ressuscité de ses cendres, et, avec lui, tout le ministère catholique-libéral. Il n'y aura eu qu'un faux départ de plus. Constitué comme ministère d'union nationale tripartite (catholique-libéral-socialiste), le cabinet Jaspar s'était survécu comme catholique-libéral et les élections de mai 1929 avaient singulièrement renforcé la position du premier belge. Puis, l'an passé, à pareille époque, il s'était déjà trouvé en différend avec les ministres libéraux sur l'opportunité du dépôt du projet de flamandisation de l'Université de Gand et l'on avait assisté à une crise analogue à celle qui vient de se dénouer.

C'est, une fois de plus, la question linguistique qui a envenimé les choses. Il y a, en Belgique, quatre universités : deux libres, l'Université de Louvain et l'Université libérale de Bruxelles ; deux Universités d'Etat : Liége et Gand. Depuis 1923, une partie des cours de l'Université de Gand se faisait en flamand. Il a été décidé, cette année, qu'ils seraient tous professés dans cette langue. Cette satisfaction donnée aux flamingants n'a d'ailleurs pas empêché la rentrée scolaire d'être marquée par un beau chahut, pendant lequel on conspua la *Brabançonne*.

La défense de la langue française

Or, pour défendre la culture française en Flandre, la Ligue pour l'unité de la Belgique, dont l'animateur est M. Jacques Pirenne, a créé à Gand une *Ecole des Hautes Etudes* où est donné un enseignement supérieur en français. Le ministre des sciences et des arts, M. Vauthier (libéral) a interdit aux professeurs de l'Université officielle de faire des cours à ladite Ecole et même de collaborer avec elle. Cette mesure contre le « cumul » a paru d'autant plus menaçante que le Sénat doit discuter prochainement la loi qui fixera le sort des minorités wallonne en Flandre et flamande en Wallonie, en ce qui concerne l'enseignement primaire et moyen. Il s'agit de savoir si l'Etat mettra à la disposition de tous les pères de famille les moyens indispensables pour qu'ils puissent faire élever leurs enfants dans la langue de leur choix. En d'autres termes, les parents, pourvu qu'ils soient en nombre suffisant, pourront-ils *exiger* la création d'une école française dans un village de majorité flamande ? La circulaire de M. Vauthier hypothéquait l'avenir et c'est là où les libéraux ont vu le danger.

La *Libre Belgique* (catholique) écrivait dans un leader du 10 novembre 1930 :

Le problème de la liberté scolaire se pose dans les mêmes termes au point de vue religieux et au point de vue linguistique, et c'est le sort de la liberté d'enseignement et du pouvoir paternel en matière d'éducation qui se décidera dans les semaines qui viennent.

Il est certain que, le jour où tous les parents flamands admettraient que les enfants doivent être instruits et éduqués en langue flamande, ce ne serait pas porter atteinte à leur liberté que de supprimer tout enseignement en langue française, puisque ce serait conforme à leurs vœux. Il en irait de même, notons-le, au point de vue religieux, le jour où tous les parents se proclameraient athées. Mais il serait souverainement dangereux de fonder un régime scolaire sur le droit de la collectivité d'imposer à tous les enfants, contre le gré de leurs parents, l'homogénéité de culture. Il serait trop facile, en effet, à nos adversaires de se réclamer du même principe dans le domaine religieux et cela pourrait nous conduire tout droit à l'école unique, neutre et obligatoire.

De son côté, *La Nation Belge* (droite) craint (5 novembre 1930) qu'en établissant le régime des classes de transmutation, on ne prépare la « défrancisation » de la Flandre. Les anciens étudiants de l'Université de Gand, qui tous les ans se réunissent en un grand banquet, le troisième dimanche de novembre, sur la proposition de M. Pirenne, se sont aussi hautement élevés contre la décision au sujet du cumul. Quant à l'*Indépendance Belge*, elle tente, sous la signature de Clodoche (19 novembre 1930), d'étudier la question objectivement :

Sans doute, il se comprend qu'en matière économique l'Etat veille à ce qu'une concurrence étrangère ne trouble trop profondément ses propres marchés. Les produits concurrents, les « biens qui se peuvent partager », comme dit M. Bendu, importés avec trop d'abondance, feraient aussitôt baisser les prix, ruineraient les producteurs-patrons et les producteurs-ouvriers.

Que l'Etat intervienne en matière économique et limite le marché, pour faciliter et régler l'écoulement de ses produits, rien de plus compréhensible. Qu'il redoute la concurrence, c'est naturel !

Ce qui l'est moins, c'est qu'il limite la production intellectuelle, par crainte de concurrence !

De grâce, au nom de la liberté, au nom de cette liberté qui, comme la peau de chagrin de Balzac, se rétrécit de jour en jour, permettez à ceux qui ont la noble mission d'enseigner, de répandre partout et parmi le plus grand nombre le savoir qu'ils ont acquis.

Cette question de savoir si l'on doit sacrifier la langue maternelle à la langue régionale n'est d'ailleurs pas particulière à la Belgique, et, notamment dans les nouveaux Etats de l'Europe baltique, en Finlande, en Esthonie, les constitutions ont été amenées à délimiter quels étaient, à l'égard des dialectes, les droits des minorités. M. Paul Struge, dans un article sur ce sujet de *La Libre Belgique* (6 novembre 1930), souligne que certains Etats reconnaissent déjà à celles-ci les droits qu'on voudrait s'attarder à leur refuser en Belgique, en sorte que les Belges risquent, dans l'Europe du XX^e^ siècle, d'être bientôt les seuls — avec l'Italie fasciste — à faire prédominer le droit territorial sur le droit personnel.

M. Sap

En fait, quels sont les vrais responsables du péril auquel vient d'échapper — momentanément — le ministère Jaspar ? Après *La Libre Belgique*, après *La Nation Belge*, l'*Indépendance Belge* dénonce l'aile flamande du parti catholique, MM. Van Overberghe, Carnoy et Sap. Curieuse figure que celui-ci, à en juger d'après le portrait qu'en donne de lui le *Pourquoi pas ?*

La première fois qu'on aperçoit M. Sap, on se demande ce que cet homme rougeaud, glabre, ciré, luisant, sanglé dans un veston trop étroit, peut avoir de commun avec les intellectuels flamands qu'il est censé représenter. Il n'en a ni la culture, ni la bohème, ni même ce quelque chose de débraillé, de touchant et de mal élevé qui nous en éloigne et, en même temps, nous les rend sympathiques. C'est que M. Sap, propriétaire du Standaard, *est en même temps un financier. Il n'est même pas*



M. Sap sape le ministère...

(*Le Pourquoi Pas*, 12-11-30.)

grand'chose d'autre : c'est un homme d'argent, un malin, un heureux de ce monde, un gaillard qui a su s'arranger avec le sort...

Il a été instituteur et il s'est fait élire au pays où l'instituteur est roi. Le mouvement flamand est un mouvement de clercs, les uns tonsurés, les autres « gueux ». Les premiers sont dans la manière Van Cauwelaert, fervents récitateurs de patenôtres. Les autres, dans la manière Huysmans, bodins, goualleurs, méchants, cyniques, amusants, mais toujours clercs, c'est-à-dire jetant des briques dans les vitres du bourgeois et du châtelain. M. Sap est aujourd'hui bourgeois et châtelain, mais il connaît merveilleusement la mentalité de ceux qui en veulent aux riches fransquillons. Il est né au pays west-flamand et il a décidé de faire son chemin. Il s'est donc fait homme d'affaires, et gros homme d'affaires. Colatier de M. van de Vyvere pour Thielt-Roulers, il s'est dit que dans son milieu deux moyens de parvenir convenaient certainement à ses ambitions, à savoir : l'Université de Louvain et la Haute Banque.

Il est entré à l'Université par la Banque, et à la Banque par l'Université, car un garçon débrouillard sait toujours se garder à la fois à droite et à gauche. Quand on est né instituteur à Cortemark, on sait bien comment il faut s'y prendre. M. Sap, banquier du Boerenbond, s'est donc trouvé être le même homme que M. Sap, professeur d'Economie politique.

Après avoir rappelé certaines circonstances de la vie privée du propriétaire du *Standaard* — son mariage et sa conduite en affaires, — notre humoristique confrère conclut :

On ne pardonnera pas à M. Sap. Mal à l'aise chez lui, dans son pays qui déjà le boude, mal à l'aise à Bruxelles, il est de nulle part, il n'est qu'un riche parasite qui demande une maison et se sent tout seul, assis sur son sac d'or.

Bref, la crise est conjurée. Mais rien n'est changé, rien n'est arrangé non plus. La question flamande continuera à rendre précaire la vie ministérielle. La déclaration de gouvernement n'a pas apporté d'éclaircissements, pas de solution.

EN SUISSE

Les élections de Genève

Lors des élections qui ont eu lieu à Genève pour la désignation des membres du Grand Conseil, qui est l'Assemblée législative du Canton, les partis anticollectivistes se présentaient très divisés. Aussi, les socialistes ont-ils eu beau jeu, et ont-ils gagné cinq sièges, enlevés à l'Union de défense économique. Les partis nationaux : démocrate, radical, udéiste et catholique avaient mis, après cette défaite, tous leurs espoirs dans les élections au Conseil d'Etat dont les résultats, dimanche dernier, leur ont été favorables, sans toutefois leur accorder tous les sièges, ce qui eût été possible au scrutin majoritaire. Six candidats de la liste nationale, MM. Desbaillets, radical ; Martin, démocrate ; Lachenal, radical ; Naeb, udéiste ; Turrettini, udéiste ; Bron, radical, sont passés avec une forte majorité. Des deux candidats de gauche, MM. Nicole et Naine, le second seulement a été élu. Encore manifeste-t-il l'intention de démissionner, ce qui amènerait une nouvelle bataille.

La Gazette de Lausanne (24-11-30) *se félicite de ce que les socialistes modérés l'emportent sur les partisans de M. Nicole, « le chef violent et irritable, ami de Moscou ». Il a manqué cinq cents voix à ce dernier. Ces résultats étaient prévus : les socialistes, qui pouvaient compter sur 37 % du corps électoral, n'étaient pas en mesure de lutter contre quatre grands partis représentant 63 % des électeurs. Cependant, les nationaux espéraient que M. Naine devrait céder devant M. Moriaud, qui était soutenu par les trois partis démocrate, udéiste et radical. La candidature de dernière heure de M. Oltramare a faussé le jeu. M. Oltramare a, en effet, obtenu un succès marqué avec 10.867 voix. Voici le portrait que donnait de lui la* Gazette de Lausanne, *du 22 novembre :*

M. Oltramare, fils de feu M. Paul Oltramare, le célèbre historien des religions, frère de M. André Oltramare, ancien conseiller d'Etat socialiste, petit-fils d'Antoine Carteret, chef du parti radical à l'époque du « Kulturkampf », est un homme de lettres d'un incontestable talent. Ses pièces, le *Rat d'hôtel*, *Don Juan V^e^ Cal^r de service*, ont été très remarquées. Depuis quelques années, il rédige le *Pilori*, organe satirique qui ne ménage personne. M. Oltramare s'est attaqué tour à tour aux affairistes, aux juifs, aux grands magasins, aux francs-maçons, aux radicaux, aux cacographes et aux bluffeurs. Il a dégonflé bien des baudruches et ramené à leurs justes proportions les mesures de quelques gloires locales. Si quelques-unes de ses campagnes, notamment celle qu'il poursuit contre M. William Martin sont injustes, il faut reconnaître qu'il a eu souvent la main heureuse. Aujourd'hui, le pamphlétaire s'est pris à son propre jeu et G.O. est candidat au Conseil d'Etat. Il prône lui-même sa candidature et, chaque soir, des salles pleines à craquer acclament ce seul juste et ce seul vrai citoyen. Il a tant d'esprit que tout le monde s'amuse à l'entendre tourner en burriques ses « adversaires politiques ».

ALLEMAGNE

La réduction des salaires aggravera-t-elle la guerre économique ?

Comme on le sait, pour faire face à la situation, le gouvernement du chancelier Brüning a inauguré une politique économique très rigoureuse, que le Conseil du Reich vient d'adopter dans son ensemble. Malgré la fragilité et la composition de sa majorité, où figurent les socialistes, M. Brüning a engagé l'Allemagne dans la voie de la réduction des salaires. C'est, parallèlement à l'action menée par une commission exécutive pour faire baisser le prix de la vie, l'élément capital de cette politique. C'en est, en tout cas, le facteur le plus important, puisqu'il n'a pas seulement une action intérieure, mais des répercussions étendues aux autres pays du monde.

Toute la presse allemande s'occupe de ce problème et notamment le Berliner Tageblatt (21-11-30), *qui, par la plume de M. Gunther Stein, l'envisage comme un nouvel aspect de la guerre économique, dont la cause première est la crise mondiale :*

Dans l'enchevêtrement économique actuel du monde, aucun pays ne peut prendre seul des mesures politico-économiques, sans provoquer des réactions dans d'autres pays et subir, par suite, un choc en retour. Il n'en sera pas autrement de la politique allemande de réduction des salaires : elle accomplira son circuit. Surtout en Angleterre : « L'Allemagne s'efforce, en réduisant ses salaires, d'augmenter son exportation ; il nous faut agir de même pour ne pas perdre du terrain ». Tel est le point de vue développé ces jours derniers dans toute la presse britannique... Attention !

La politique allemande de réduction des salaires.

Si l'Allemagne s'est décidée à la réduction des salaires, c'est dans l'intention d'augmenter ses exportations, car il est évident que l'écoulement intérieur de ses produits, à cause de la diminution croissante du pouvoir d'achat de couches sociales de plus en plus larges (surtout les ouvriers, les employés, les fonctionnaires), n'augmentera pas ; dans l'hypothèse la plus favorable, il se maintiendra grâce à une baisse importante des prix. C'est donc la capacité allemande de concurrence sur le marché mondial qui doit être accrue par la réduction des salaires. Perspective qui brille agréablement aux yeux de beaucoup. Chose très souhaitable ? Nous n'en sommes pas si sûrs que cela. D'après l'exemple anglais, nous constatons que la réaction suit l'action et qu'étant donné l'acuité de la concurrence industrielle, toute nation se forgera immédiatement des armes analogues à celles dont se sert une autre nation.

...Sans doute, c'est un avantage économique appréciable de devancer pendant quelque temps l'adversaire grâce à une réduction des salaires et un surcroît correspondant d'exportation. Mais n'est-ce pas payer beaucoup trop cher cet avantage passager si, plus ou moins longtemps après, une contre-offensive de réduction des salaires fait regagner à l'autre parti le terrain perdu ? Si la lutte et la concurrence provoquent implacablement un effondrement du niveau de vie ? Si les diverses tentatives nationales pour sortir de la crise économique commune, mondiale, multiplient les antagonismes des politiques nationales ?

On objectera : Plus seront bas les prix des exportations d'objets manufacturés, plus grandes seront les possibilités d'écoulement ; la rentrée des ordres s'accélérera, le mouvement des affaires suivra et il sera possible dans chaque pays d'accorder des compensations à ceux dont les sacrifices auront permis de financer ce nouveau mouvement d'exportation. Mais cette objection ne porterait que dans le cas où certaines conditions seraient réalisées. Il faudrait d'abord le libre-échange international. Il faudrait aussi qu'il existât des « pays d'importation », non seulement susceptibles de faire de gros achats, mais prêts, par surcroît, à renoncer à leur propre développement industriel, ainsi qu'à la « préférence » d'un puissant mentor politique et financier ; dans ces conditions, et dans ces conditions seulement, ces pays pourraient satisfaire leurs besoins sur les marchés les moins chers. Or, les doutes concernant la réalisation de ces conditions et de quelques autres qui seules permettraient à la concurrence internationale des salaires de produire de bons effets sont largement suffisants, assez connus et trop souvent exprimés dans des conférences internationales pour nous permettre de montrer sur ce point un optimisme béat et peu sérieux.

Le protectionnisme.

Et ce n'est pas seulement l'arme des salaires qui, partout, est aiguisée pour le combat économique international ; il y a aussi les droits de douane. Cette fois encore, il nous faut penser en première ligne à la très grande concurrente de l'Allemagne, à l'Angleterre. Depuis dix ans, grâce à cette arme que sont devenues les douanes, le monde a arraché tant de territoires à l'économie anglaise que celle-ci se serait bien forgé plutôt un instrument de combat analogue si elle n'avait pas craint une résistance trop puissante. Mais plus les tarifs douaniers atteignent l'Angleterre — l'Allemagne, les Etats-Unis, la France et aussi de petits Etats gagnant sur le commerce extérieur britannique — plus vite l'inertie traditionnelle, par laquelle récemment encore la majorité du peuple anglais s'accrochait à l'antique tradition libre-échangiste, se transforme en activité aggressive. Le mauvais exemple corrompt vite les bonnes mœurs. Et les conditions psychologiques qui permettront l'établissement d'un tarif douanier général apparaîtront vite en Angleterre.

Ainsi, la politique allemande de réduction des salaires aura fourni en Grande-Bretagne un puissant aliment à l'idée protectionniste.

L'*Observer*, un des plus grands et meilleurs journaux de Grande-Bretagne, était, depuis de longues années, pour le libre-échange intégral. Depuis quelque temps, il le combat sans trêve. Il est inutile de citer les autres feuilles qui répandent par millions d'exemplaires les mêmes idées. « *Malgré la crise mondiale, grâce à la réduction des salaires, les exportations allemandes de produits manufacturés progressent et dépassent les nôtres. Défendons notre « standard » de vie ; assurons notre marché intérieur en le protégeant...* » Ces paroles sont un avertissement grave.

Sous le titre de Masses en mouvement, *Friedrich Wilhelm von Oertzen, dans la* Vossische Zeitung (14-11-30), *avait traité également un aspect international de la crise économique. Mais, à propos des élections qui ont lieu dans de nombreux Etats, il avait surtout étudié les difficultés d'ordre intérieur et politique créées aux gouvernements par les foules affamées de travail et de pain : « Une bonne époque pour le radicalisme dans tous les pays, pour les oppositions... »*

Ces grands problèmes économiques sont à l'ordre du jour de l'opinion en Allemagne.

LE LIVRE DU JOUR A BERLIN

Robert Neumann : *Le Déluge*

Comme l'avait été, depuis deux ans, la guerre, c'est l'après-guerre qui est, désormais, à l'ordre du jour de la littérature tant allemande qu'autrichienne : on pourrait croire à un mot d'ordre, à quelque loi de la série régissant l'inspiration des écrivains. Jusqu'à présent, il y a bien eu des livres isolés qui peignaient la chute de l'ancien régime, le « 9 Novembre » de Bernhardt Kellermann est le plus remarquable de ces historiques romancés. Mais il a été écrit trop tôt, sans le recul nécessaire. L'heure H semble être venue aujourd'hui ; les livres pleuvent tout à coup, et, parmi ces romans, mémoires, confessions, nombreux sont les gros calibres. La révolution de 1918, dont est sortie la République de Weimar, est prise entre deux feux par les deux ailes marchantes du désordre allemand : les extrémistes de gauche et les activistes de droite, unis contre le « juste milieu » du nouveau Reich. Les uns reprochent aux hommes de Novembre d'avoir trahi la patrie ; les autres, d'avoir fait avorter l'insurrection et voué les masses à un nouvel esclavage. Tous voient dans le coup d'Etat la cause des malheurs du temps.

Parmi ces romans de polémique et de propagande, il y en a un que sa haute tenue littéraire, sa couleur, sa densité semblent destiner à devenir un document durable, voire un monument de cette époque trouble et violente, dont les convulsions, de nos jours encore, agitent l'Europe Centrale. C'est le « Déluge » de M. Robert Neumann (« Sintflut ». Edit. Engelhorn, Stuttgart), jeune romancier autrichien qui, en laissant en arrière la chute des derniers Habsbourg, nous conduit dans une Vienne en pleine décomposition purulente : inflation, spéculation, révolution. Un deuxième roman, non encore publié — et cette publication eût été vraiment prématurée — devra traiter du recommencement de la vie sur la terre, après le déluge. Un prologue nous fait connaître « la maison », ruche humaine dans un faubourg populeux, où grandit le futur héros de cette chronique. Il s'engage à dix-huit ans, en août 1914 ; en un raccourci puissant, l'auteur évoque l'enthousiasme guerrier de la nation « à ces moments d'un aveuglement grandiose et tragique ». « Un peuple se levait. Dans les rues, il s'écriait, en riant : guerre ! guerre ! » Le narrateur brise là... Et nous le voyons reparaître (car M. Neumann conte à la première personne, et ce que nous croyons deviner de sa vie ressemble de très près à celle de son personnage) huit ans plus tard, ancien combattant et prisonnier de guerre, revenu de loin, revenu de tout.

L'aventurier déraciné plonge dans cette existence fantastique et sinistre de la capitale déchue avec sa population démoralisée et affamée. Il touche le fond, puis, remonte. La crise monétaire, l'instabilité politique, la catastrophe économique créent pour les faiseurs une conjoncture propice, un éphémère Eldorado. Devenu l'homme de confiance d'un Turcaret de l'inflation, le soldat déclassé fait rapidement fortune, une « chute vers le haut », dira-t-il, suivie de près de la descente en vrille. La scène de l'effondrement des actions Abel est, à force de tension nerveuse, de dramatiques alternatives, de jargon technique à travers quoi hurle l'angoisse humaine, le chef-d'œuvre dans « L'Argent » de Zola ; les épisodes analogues dans « Thepit » et « Le Titan » des Américains Farnk Norris et Dreiser avivent beaucoup ce prototype. Neumann les dépasse.

Le millionnaire en herbe ira en prison. Un jour de sanglante émeute ouvrière — machinée par la double provocation bolcheviste et policière, mais conduite, en fin de compte, par la fatalité — le vaincu se coule hors de la ville natale après avoir assisté à l'incendie qui détruit la maison de son enfance. Galopade folle des épisodes, grouillement de personnages affreux ou douloureux, la pègre du ruisseau, celle de la finance, asiles de nuit, maisons de rendez-vous, cénacles occultistes, orgues et conspirations ! Nous assistons à la Nuit de Valpurgis d'un peuple possédé. Quelques figures sinistres se détachent de ce fond mouvant; celle d'un Gutjahr, communiste et mouchard, proxénète et marchand de « paradis artificiels »; celle, surtout, du formidable Anton Horak, l'assassin indicateur de police, inverti et anthropophage, monstre pour lequel a posé le trop fameux boucher Haarmann. Mais comme rien d'humain — ni d'inhumain — n'est étranger à l'auteur allemand, il nous montre Anton victime du terrible atavisme qui pèse sur lui, victime aussi de la guerre qui a déchaîné chez lui l'instinct homicide et pervers. L'intensité de l'écriture (M. Neumann s'était fait la main avec un recueil de pastiches « à la manière de... », fait du « Déluge » une œuvre saisissante et qui atteste, chez l'auteur, des dons exceptionnels. — A. L.



OPTIMISME ECONOMIQUE

— Voilà déjà une demi-heure que vous regardez cette devanture ! Qu'est-ce que vous épiez ?

— Rien ! Je m'achèterais volontiers un smoking neuf, mais j'attends la baisse des prix...

(Dessin de E. Thöny) (*Simplicissimus* 10-11-30))

L'ÉVOLUTION DES PARTIS

Glissement à droite...

La majorité de M. Brüning est compromise

M. Brüning a fait accepter par le Conseil du Reich son projet d'assainissement des finances. En sera-t-il de même au Reichstag et le cabinet aura-t-il encore une majorité ? Ou bien M. Brüning devra-t-il procéder par décrets-lois ? Il semble, en tout cas, qu'un glissement à droite s'étende à plusieurs partis et atteigne même le ministère, puisque le ministre de la Justice, le Dr Bredt, vient de se retirer et que son groupe, le parti économique, votera contre M. Brüning, « allié des socialistes ». Auparavant, la vague de droite avait atteint le parti démocrate ; le parti populiste et et les Nazis avaient remporté de nouveaux succès.

La dissolution du parti démocrate

Le 8 novembre, à Hanovre, après un important débat, le Parti Démocratique a cessé officiellement d'exister. Il a lui-même prononcé sa propre dissolution pour procéder immédiatement à la constitution définitive du Parti d'Etat dans lequel il a pris place.

L'opinion et la presse apprécient de très diverses façons cet événement qui aura peut-être des conséquences graves dans la vie politique du Reich et qui, en tout cas, est très significatif à plusieurs égards. Le Parti Démocratique représentait jusqu'aux dernières élections la seule fraction parlementaire absolument républicaine, en dehors de la sociale-démocratie, on lui accordait une grande importance du point de vue international.

A la veille de la consultation électorale, la majorité de ses chefs décidèrent d'aller à la bataille non plus seuls, mais en formant une union avec diverses autres organisations dont la principale était l'Ordre des Jeunes Allemands. Chaque association gardait provisoirement son autonomie mais entrait dans une liste commune intitulée *liste des Partis d'Etat*. On avait pensé dans les milieux de la bourgeoisie républicaine s'opposer ainsi avec plus de chances de succès à la double vague de « radicalisme » qui était dans l'air et que l'on pressentait ; on pensait garder de cette façon une partie des électeurs qui souriaient déjà aux agitateurs communistes et aux meneurs racistes. Telle était l'idée principale qui avait présidé à cette nouvelle formation. Chacune des parties contractantes envisageait par surcroît les avantages particuliers qu'elle espérait retirer de la combinaison ; les Démocrates pensaient infuser un sang nouveau à leur respectable organisation, tandis que les groupes de jeunes, notamment le *Jungdeutsche* (l'ordre des Jeunes Allemands), espérait précipiter ainsi leur entrée dans le monde parlementaire.

Au lendemain des élections, quand il s'agit de se compter, il fallut bien constater la défaite. Cet insuccès, d'une part, et les ambitions déçues des Jeunes Allemands d'autre part, devaient provoquer rapidement la dissolution du cartel des Partis d'Etats.

Le départ des jeunes Allemands

Le *Jungdeutsche*, organe quotidien des Jeunes Allemands, nous a fait assister chaque jour depuis plusieurs semaines à ce travail de désagrégation. Malgré une motion votée à la demande de M. Dietrich et un discours de M. Koch-Weser, demandant l'un et l'autre qu'en face du péril, les Allemands de bonne volonté qui s'étaient groupés dans l'idée commune de la défense et du développement de l'Etat national et républicain, consacrent définitivement cette union et fondent le nouveau parti nécessaire, les Jeunes Allemands donnaient les premiers le signal du départ et leurs six députés formaient « l'Union d'Empire des Nationaux Populaires ». Le *Jungdeutsche* expliquait cette décision le 19 octobre en dénonçant la bureaucratie des « vieux » Démocrates, leur volonté de continuer simplement par les Partis d'Etats le vieux parti « Démocrate », « de créer dans ces partis un mouvement des milieux nationaux et sociaux au lieu de fonder un parti de gauche exclusivement bourgeois ». Les jours suivants, le *Jungdeutsche* célébrait sur des pages entières la fuite générale hors des partis d'Etat. « Les Démocrates restent seuls sans aucun jeune groupe !... » Cercles républicains sociaux, Ligue de la Jeunesse, jeunes venant du parti populiste, se séparent à leur tour !

Aucun de ces groupes n'entrait d'ailleurs dans l'ordre des Jeunes Allemands et l'Union des nationaux populaires dirigée par A. Mahraun et Abel, dont les premiers actes paraissaient bien compromettants, malgré quelques déclarations où il était question de « gauche ». En réalité, il semble bien que les Jeunes Allemands aient eu aussitôt après les élections des prétentions exagérées qui tardaient à supplanter totalement les Démocrates dans leurs organisations et à entraîner le parti sournoisement vers la droite sous prétexte d'enlever leurs troupes aux extrémistes du national-socialisme.

En définitive, il semble bien que le 8 novembre le nouveau parti d'Etat a réussi à rassembler autour de lui une partie de ces éléments qui s'étaient d'abord dispersés, à l'exception des Jeunes Allemands et de leurs six députés nationaux-populaires, mais non sans beaucoup d'imprécisions, de concessions et même, semble-t-il, au prix de quelques manifestations qui éloignent de la nouvelle organisation quelques-uns des Démocrates les plus notoires.

Inquiétude chez les démocrates et les pacifistes

De là l'incertitude de la presse et de l'opinion pour juger l'événement. Les organes de la gauche libérale qui, malgré certaines critiques, soutiennent toujours les Démocrates au cours de leurs luttes politiques depuis 1919, font entendre naturellement un autre son de cloche que le *Jungdeutsche*. Dans son numéro du 10-11-30, la *Frankfurter Zeitung*, par exemple, qui consacre un important article à l'événement, jette des fleurs abondantes sur le parti défunt et rappelle l'œuvre patiente, tenace, des hommes d'Etat démocrates dans la construction de la nouvelle Allemagne.

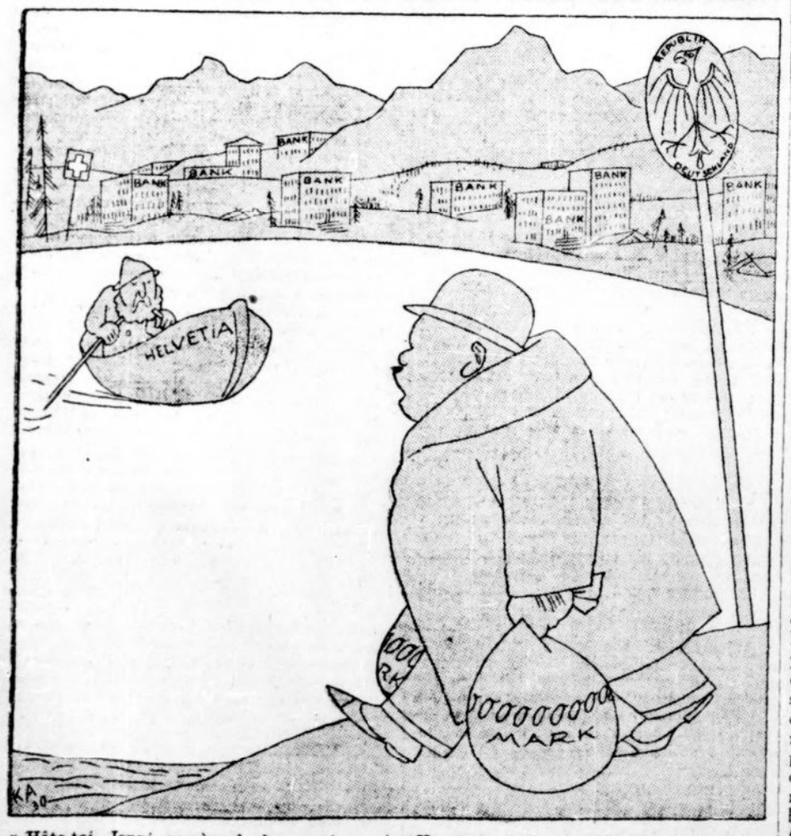
Après avoir exprimé sa mélancolie, la *Frankfurter Zeitung* salue le nouveau parti, non sans manifester quelque inquiétude sur l'orientation nouvelle des anciens chefs démocrates :

Mais à cette fin se lie un commencement. On avait dit, il y a déjà trois ans, du parti démocratique que même s'il se dispersait, il deviendrait bientôt nécessaire de dresser à sa place une formation analogue. Effectivement, la dissolution du Parti Démocratique a été immédiatement suivie de la fondation du Parti allemand d'Etat. Sans doute le nouveau parti ne veut pas être simplement une suite, mais bien quelque chose de neuf. C'était là une nécessité de fait. Si l'on avait voulu simplement continuer le parti démocratique, il aurait été inutile de le dissoudre. N'empêche qu'en partie du moins, le nouveau parti occupera sur le champ de bataille politique approximativement la même place que l'ancien. En majorité aussi, ce sont les mêmes hommes et il serait assez pénible de les voir tout prêts à bazarder les principes fondamentaux de leur conception politique. Le premier problème au contre[illegible] qu'ils auront à résoudre consistera à rester fidèles au vieil idéal, aux vieilles convictions, tout en les tirant de leur torpeur et en les poussant vers la réalisation, grâce à leur épanouissement sur un terrain social plus vivant.

La difficulté du problème s'est révélée dès la réunion de fondation. Il y a un vieux et un nouveau ton. Il y a un accord. Il y a aussi des dissonances. La musique d'aujourd'hui ne les craint pas, il est vieux. On sait toutefois d'expérience qu'il y a pour les dissonances un nombre-limite et une acuité-limite.

Un programme intérieur ? Le discours de M. Dietrich, président du parti, ne pouvait pas encore l'établir avec précision. Anciennes idées des Démocrates d'abord ? Oui, mais avec un optimisme plus grand. Parti déclaré de la République ? Oui, mais avec une idéologie de démocratie nationale et d'Etat. Un esprit libéral ? Sans doute, mais aussi un « socialisme

L'ÉVASION DES CAPITAUX VERS LA SUISSE



« Hâte-toi, Jenni, ramène la barque !
» La noire misère arrive, Hitler mugit [sourdement ;
» Seldte met déjà son chapeau ;
» Un vent froid souffle de la caverne [russe.
» Le capital va s'éclipser avant que vous [y pensiez.

Dessin de Karl Arnold, dans le Simplicissimus (17-11-30). (*D'après Guillaume Tell.*)

EN ZIG-ZAG

Publicité...

S'il faut en croire le satirique *Simplicissimus*, l'organe de Hitler (*Volkische Beobachter*) lance un tabac antisémite et un chocolat raciste. Voici quelles seraient les deux annonces :

« *ANTI-SEMITE* »

Le tabac du fumeur allemand. Fine et moyenne coupe 1/2 Pbd. RM 2.50. Doux, léger, très aromatisé. Vente au détail. On cherche encore des revendeurs pour quelques régions du Reich.

⊙ ⊙ ⊙

Un national-socialiste exige « Le chocolat au lait Croix-Gammée, Troisième Reich ». Enveloppe d'un grand effet pour l'agitation. Qualité remarquable ! Fabrication purement allemande ! Affranchie des Trusts. Demandez : « Troisième Reich » (tout lait) ou « Allemagne, réveille-toi » (amer).

Capricieux légumes !

Lundi dernier, j'achetais chez un marchand de légumes de l'Uhlandstrasse, à Vilmersdorf, quatre livres de céleris pour 30 pfennigs (bonne marchandise), des navets à 30 pfennigs (desséchés), des figues à 40 pfennigs... Deux heures plus tard, Cüstrinestrasse, à Charlottenburg, je trouvai exactement la même marchandise chez un autre marchand de légumes : de l'excellent céleri pour 15 pf., des navets bien meilleurs pour 15 pf., des figues pour 30 pf. Soit une différence de prix formidable. C'est insupportable et inadmissible ! (*Le Vorwaerts*, socialiste.)

C'est cela des étudiants ?

Les étudiants nationalistes de l'Université de Berlin ont blessé plusieurs étudiants socialistes qui distribuaient des tracts antiracistes. La *Frankfurter Zeitung* (gauche libérale, 14-11-30), écrit au sujet de ces violences : « Des étudiants nationaux-socialistes assomment leurs condisciples socialistes, une étudiante même est foulée aux pieds, on ne recule pas devant le meurtre, on tire des coups de feu, l'Etat, la police, le recteur sont insultés et bafoués. Et tout cela a lieu dans l'enceinte de l'Université. La cause ? L'adversaire politique — dans le cas présent l'Association des étudiants socialistes — faisait distribuer des tracts. Ce qu'il y a de monstrueux dans cette affaire, c'est qu'on dénie à l'adversaire le droit d'exprimer sa pensée, c'est qu'on foule au pied la liberté d'opinion personnelle. Le principe du code moral des Nazis est ainsi accepté à présent par les étudiants de cette opinion. S'il y a quelque chose qui est contraire à l'existence même des études, c'est la négation de la liberté de penser. Et s'il y a quelque chose qui frappe en plein la liberté académique, c'est bien l'absence de discipline de soi-même et la terreur du fanatisme. Sont-ce bien des étudiants qui prennent à leur compte de telles manières ? »

LE THÉATRE

UN QUATRIEME THEATRE REINHARDT A BERLIN

A la suite des négociations de ces derniers jours, on peut considérer maintenant que Reinhardt prend comme quatrième scène à Berlin le théâtre de la Kurfürstendamm. Ce théâtre qui, comme on le sait, est fermé depuis longtemps, ne sera pas reconstruit presque totalement, ainsi qu'il avait été d'abord projeté ; il sera ouvert au public à peu près sans changements de construction, mais la scène sera modernisée. Ces travaux et la réfection de la façade vont commencer tout de suite et l'on espère que la réouverture pourra avoir lieu au plus tard au début de janvier. Le premier spectacle sera probablement constitué par la comédie d'Edouard Bourdet : Le sexe faible, sous la direction de Reinhardt.

(Du *Berliner Tageblatt*.)

LA MORT DE HANS CHLUMBERG

Le jeune dramaturge de langue allemande Hans Chlumberg disparaît prématurément, victime d'un accident, au cours des répétitions de son nouveau drame, « Le Mystère de Verdun », qui allait être représenté au théâtre de Leipzig. Le « Berliner Tageblatt » retrace avec éloge sa carrière de poète :

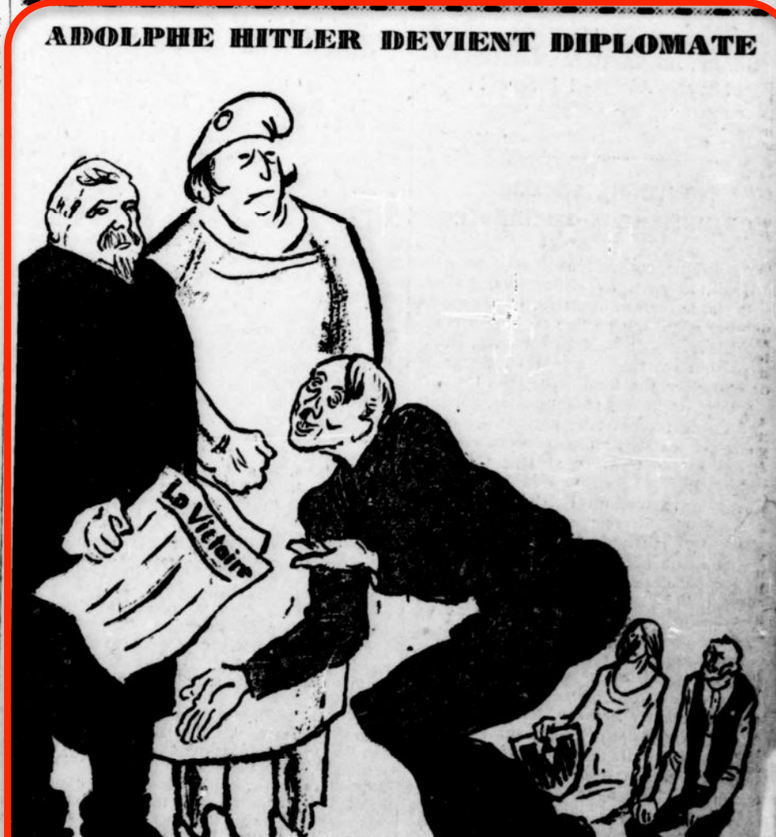
« Chlumberg s'appelait en réalité Hans Verdach, seigneur de Chlumberg. Fils d'un colonel autrichien d'origine juive qui avait été ennobli pour sa vaillance lors de la guerre de 1866, il vécut à Vienne. Il était âgé de 33 ans seulement. Ce jeune dramaturge avait été découvert par Bussermann. Son premier drame, « Un jour », fut représenté pour la première fois au théâtre populaire allemand de Vienne par Albert et Elise Bassermann, qui le jouèrent ensuite en tournée dans les diverses provinces allemandes. C'était le très remarquable drame d'un vieux couple que le poète avait écrit à 25 ans seulement ; Bussermann y avait fait une puissante création, notamment dans une scène qui se passait la nuit dans la chambre du couple : le grand acteur y apparaissait vêtu d'une longue chemise de nuit... costume auquel l'élégant Bussermann n'avait pas habitué auparavant son public. Pour cette pièce, Chlumberg obtint le prix du théâtre populaire, qui est attribué tous les deux ans au meilleur drame représenté sur cette scène. Il commença ensuite un grand roman dans lequel il voulait peindre la vie d'une école de cadets. Il écrivit entre temps une comédie : « Le Bleu du Ciel », dans le genre du théâtre improvisé. C'est juste avant la répétition générale de sa troisième œuvre dramatique, dans laquelle les morts de Verdun se relevaient, en 1935, pour se lamenter sur la vanité de leur sacrifice, que s'est abattu sur lui le destin qui l'avait épargné pendant la guerre.

ON CHERCHE UN AUTEUR

On se plaint, à Paris et à Londres, d'une crise du théâtre. Berlin n'est pas même servi, paraît-il. A propos d'une nouvelle pièce — « La Fuite vers Changhaï » — le critique du « Berliner Tageblatt » (28-10-30) écrit :

Un auteur qui apporte quelque chose et qui connaît son chemin, voilà l'unique chance de salut dans le péril que combattent en ce moment avec tant de ténacité les directeurs des théâtres berlinois. Le chercher, c'est, ce doit être la préoccupation de tout ami du théâtre, le jour et la nuit.

ADOLPHE HITLER DEVIENT DIPLOMATE



HITLER (à Gustave Hervé). — Mes bonnes manières, je les montre à Monsieur l'Ennemi héréditaire ; les mauvaises, je les garde pour les prétendus frères allemands.

(*Ulk* 7-11-30).

ALLEMAGNE
(SUITE)

…rivé », où les principes de l'économie et de la conscience bourgeoise, le capitalisme, sont, dans une mesure qu'il reste à déterminer, aujourd'hui débordées. Sur ce point, plus encore que sur les autres, la *Frankfurter Zeitung* constate que l'accord n'est pas encore réalisé.

Quant à la politique extérieure, le grand journal démocrate est encore plus inquiet. L'ordre du jour du jeune professeur Obst, voté en conclusion, est belliqueux :

Les formules sont en contradiction absolue avec les déclarations des chefs comme MM. Dietrich et Hopker-Uschoff, selon lesquels le parti allemand d'Etat doit être un parti d'action extérieure efficace, mais résolument pacifique. C'étaient cependant les mêmes hommes qui, la veille, acclamaient le professeur Quidde. C'étaient les mêmes chefs qui avaient assuré à Quidde que son pacifisme avait encore sa place toute prête dans le Parti d'Etat. Comment expliquer alors la publicité que ces dirigeants ont laissé faire sans correction et sans commentaire à une déclaration aussi nettement belliqueuse et guerrière ?

Le *General-Anzeiger* critique très vivement le nouveau parti à tous les points de vue et parle, dans sa manchette, de « la fin sans gloire du parti démocratique et du début moins glorieux encore du parti d'Etat ». Il analyse en détail les « contradictions et les réticences qui ont été toute la matière de la première assemblée. Il approuve les interventions des républicains sociaux, des démocrates indépendants et des pacifistes comme Braubach et le professeur Quidde qui refusèrent d'approuver la fondation du Parti d'Etat et se retirèrent pour rester « à gauche ». Le *General-Anzeiger* conclut :

Le Parti d'Etat est finalement fondé sous des auspices extraordinairement défavorables. Malgré un grand enthousiasme de surface, un pessimisme très profond dominait. La question qui se pose à présent est de savoir ce que veulent ces hommes et ces femmes qui ne peuvent se décider à aller au parti de la Social-Démocratie. Le docteur Feder s'est demandé dans le Berliner Tageblatt s'il allait se créer un grand « parti républicain indépendant » et il pense que si cette formation n'aboutissait pas bientôt, on en éprouverait les conséquences détestables dans la politique générale. C'est très juste, on peut aussi se demander si pour créer ce grand, ce nouveau parti républicain indépendant, des hommes, des chefs sont prêts en ce moment. Dans tous les cas, les tractations du Parti d'Etat viennent de prouver que le parti a abandonné toute prétention à se signaler comme un parti républicain indépendant.

Le nom du parti

Dans la *Vossische Zeitung* (6-11-30), le député Bruno Hauff, exprimant l'opinion de nombreux représentants du parti démocrate, avait demandé, avant la réunion constitutive de Hanovre, que l'on réfléchisse bien au nom du nouveau parti. Il estimait que le cartel électoral, conclu avec des éléments qui n'avaient pas encore fait leur preuve républicaine et qui devaient effectivement montrer par la suite une certaine tiédeur à cet égard, avait déçu nombre d'électeurs dévoués au libéralisme et à la démocratie. Il fallait s'efforcer de les rallier et choisir à cette fin un nom suffisamment explicite et net. M. Hauff proposait donc que l'on ajoutât l'épithète « républicain » et l'on aurait eu alors « Parti républicain allemand d'Etat ».

On voit que le congrès de Hanovre n'a pas tenu compte de cette suggestion et qu'en effet plusieurs démocrates notables ont renoncé à entrer dans le nouveau parti.



HITLER, LE NATIONALMARXISTE

Karl Marx. — Adolphe ! Adolphe ! rends-moi la copie de mes théories !

(Dessin de Karl Arnold)
Simplicissimus (10-11-30.)

Nouveaux succès des nationaux-socialistes

On a vu que, contrairement à ce que l'on prévoyait, le parti de Hitler poursuit ses succès sur le terrain électoral. Les élections municipales qui ont eu lieu en plusieurs régions (Bade, les deux Mecklembourg, Dantzig) lui ont été très favorables ; ses gains sont considérables, tandis que tous les partis, à l'exception des communistes, perdent beaucoup de terrain ; les sociaux-démocrates eux-mêmes sont en régression. Mais la presse est très réservée et très sobre de commentaires à ce sujet. Elle attend visiblement la rentrée du Reichstag, les premiers votes et la reprise de l'activité des racistes. Les journaux libéraux, centristes, démocrates ou socialistes, comme le *Berliner Tageblatt*, la *Kœlnische Zeitung*, *Germania*, le *Vorwaerts*, se contentent de dire que le peuple continue à voter pour les Nazis par déception et par désespoir. Mais on sent l'inquiétude percer dans tous les milieux. On pensait que Hitler avait fait son plein ; on s'aperçoit du contraire.

La *Frankfurter Zeitung*, depuis plusieurs jours déjà, indique discrètement qu'il faudra désormais tenir un très large compte de cette combinaison nouvelle de l'esprit national et de l'esprit socialiste, dégagé des utopies marxistes, à laquelle une grande partie du peuple allemand — prolétaires et bourgeois — semble s'attacher de plus en plus. A la suite des dernières élections, la *Vossische Zeitung*, démocrate, emboîte le pas et constate que l'Etat doit envisager la réforme ou la suppression du régime capitaliste, battu en brèche à présent par les foules qui suivent le parti de Hitler.

Cependant le 23-11-30, la *Frankfurter Zeitung* revient sur les élections municipales dans le Bade et apporte de nombreux détails sur le succès des nationaux-socialistes qui ont obtenu 20 pour cent des voix en moyenne et, en certains endroits, comme à Kehl, plus de 44 pour cent ! L'organe démocratique cherche mille explications de ce résultat inattendu : la misère, une organisation formidable, les centaines de réunions, l'art de l'agitation, les conditions particulières du Bade dans le Reich.., etc., pour conclure, avec un découragement apparent et d'une façon bien imprécise :

Les nationaux-socialistes seront forts dans le Bade, tout comme ils le seront dans le reste du Reich, tant que les causes générales qui les ont rendus puissants exerceront encore leurs effets ; ils s'ébranleront dans le Bade, aussitôt que dans tout le Reich la grande désillusion commencera.

⊙ ⊙ ⊙

D'autre part, on peut aussi diagnostiquer dans une grande partie des journaux les plus objectifs une déception relative à la tactique de Hitler ; on espérait, sans doute, qu'il allait soit se laisser absorber par Hugenberg et l'ancien nationalisme, soit commettre des erreurs de taille. Or, tout en poursuivant son action avec la plus extrême vigueur Hitler fait de plus en plus preuve de maîtrise et même d'une certaine modération dans ses discours et ses déclarations. Il parle beaucoup maintenant du bonheur qu'il faut donner au peuple, à tout le peuple allemand, de la paix qu'il faut maintenir tout en se libérant, etc... Ce langage déconcerte évidemment les organes des partis modérés de gauche et de droite, car il est propre à séduire beaucoup de leurs lecteurs et de leurs partisans ; leurs revendications pour le désarmement des alliés, de la France en particulier, et pour la révision des traités étant les mêmes, Hitler leur apporte par surcroît des projets de réformes sociales et surtout... le succès.

Les populistes s'orientent vers l'extrême-droite

Tous les journaux libéraux et démocrates, dont le *Berliner Tageblatt*, la *Vossische Zeitung* et la *Frankfurter Zeitung* signalent avec inquiétude quelques décisions récentes prises au sein du parti populiste.

Le *Vorwaerts* (21-11-30), organe officiel de la social-démocratie, s'indigne plus violemment à ce sujet dans un article intitulé: « La valetaille des Croix Gammées. Le parti de Stresemann court derrière les Racistes».

En Saxe, le chef du parti populiste au Landtag a été contraint de se démettre de son mandat, parce que le vote de la fraction populiste a permis l'élection d'un social-démocrate à la présidence du Landtag.

En Thuringe, le parti populiste s'est — pour parler le langage de la presse national-socialiste — soumis au dictat des nationaux-socialistes. Il a voté la confiance à M. Frick et s'est engagé à le soutenir contre le ministre de l'Intérieur du Reich.

Au Reich, le parti populiste figure au gouvernement avec M. Wirth. En Thuringe, il dirige contre lui des attaques acharnées.

La *Rheinisch-Westphœlische Zeitung* (20-11-30), qui exprime en général l'opinion de l'aile droite du parti populiste, est cependant quelque peu embarrassée pour expliquer le vote des populistes de Thuringe en faveur du gouvernement raciste Frick contre M. Wirth, ministre centriste dans le cabinet du Reich. « *Ils ont en tout cas voté, — que ce soit pour telle ou telle raison —, dans le sens des intérêts de la Thuringe.* » Par contre, le même journal se réjouit franchement du rétablissement des bons rapports entre les populistes saxons et les racistes, grâce à la démission forcée du chef populiste,

Rien avec la social-démocratie !... conclut la *Rheinisch-Westphœlische Zeitung*.

Le discours de M. Curtius jugé par les socialistes

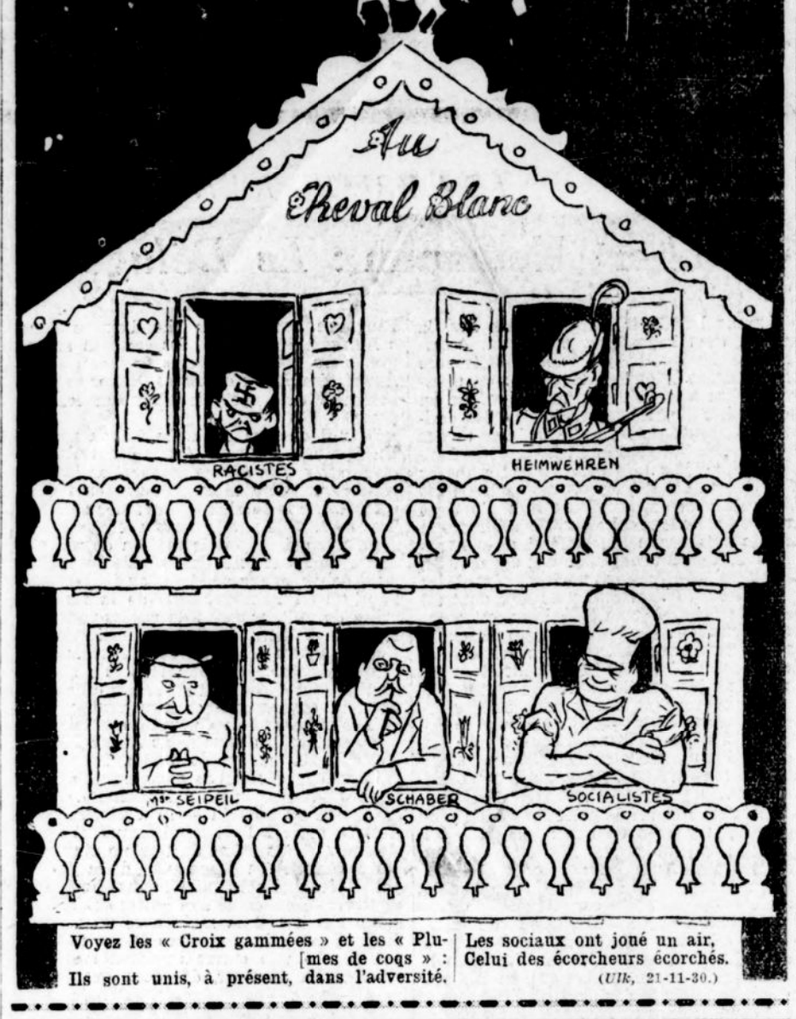
Les journaux de droite et du centre n'ont fait, en commentant le discours de M. Curtius, que souligner certains passages, certaines revendications... Le Vorwaerts (21-11-30), *organe officiel des socialistes, le critique surtout parce qu'il l'estime inopportun et inutile :*

Le chancelier Brüning venait en somme de faire comprendre assez clairement au Conseil du Reich que sa réforme financière, poussée avec tant de zèle, devrait être réalisée — et ce n'était pas le moindre de ses buts — pour inspirer plus de confiance aux prêteurs étrangers. Ce fut donc avec quelque étonnement que l'on entendit ce que M. Curtius avait à dire sur la révision du plan Young. L'étranger s'intéressera vraisemblablement fort peu à tous les *si*, les *quand*, les *ici*, les *là*, des revendications ; il veut savoir si l'Allemagne paiera ou si elle réclamera un moratoire et introduira une demande de révision. Il est sans doute tout à fait juste de dire que la voie du moratoire ne peut être adoptée que quand l'on aura pesé minutieusement tous les facteurs entrant en ligne de compte ; mais on fera bien de procéder à cette minutieuse estimation en silence, puisque l'on sait que le temps n'est pas encore venu de prendre une décision.

Il en va de même pour ce que M. Curtius a dit du problème du désarmement et de celui des frontières de l'Est. « Croix gammées » et « Casques d'acier » agitent une alliance Allemagne-Italie contre la France. De sorte qu'une fraction malheureusement importante de l'opinion française les prend plus au sérieux qu'ils ne le méritent. On croit en France — malgré Locarno et Kellogg ! — à un nouveau danger de guerre. Si folle que soit cette crainte, elle n'en exerce pas moins ses effets contre le désarmement. Abstraction faite de cela, il aurait été peut-être plus efficace de ne pas parler seulement du droit de l'Allemagne au désarmement, mais aussi — et bien davantage — de l'intérêt que tous les peuples, la France comprise, ont à désarmer.

Pour ce qui concerne la question de la révision des traités, surtout pour les frontières de l'Est, M. Curtius a, une fois de plus, heureusement proclamé que l'Allemagne n'envisageait aucune autre méthode que celle d'un accord pacifique. Il est persuadé que la raison l'emportera. Nous avons, nous aussi, cette confiance, malheureusement personne ne peut dire d'avance quand cela arrivera et quels conflits se produiront encore. Nous ne croyons pas que l'on puisse attendre — de la Pologne de Pilsudski, et de la France de Tardieu — le retour des territoires polonais ; mais nous voudrions bien savoir si M. Curtius pense autrement que nous sur ce point. Si ce n'est pas le cas, qu'attendre des Polonais, sinon de nouveaux serments de répandre leur sang jusqu'à la dernière goutte pour défendre le sol de la Pologne ?

Après les élections autrichiennes : Mauvaise humeur



Voyez les « Croix gammées » et les « Plumes de coqs » : Ils sont unis, à présent, dans l'adversité.

Les sociaux ont joué un air, Celui des écorcheurs écorchés.

(*Ulk*, 21-11-30.)

PAYS-BAS

Les relations hollando-belges

Depuis que la Hollande avait accepté de participer aux expositions d'Anvers et de Liége et d'assister officiellement aux fêtes du Centenaire de la Belgique, un heureux changement s'était produit dans les relations hollando-belges. Les débats de cette semaine à la Seconde Chambre des Etats-Généraux n'ont fait que rendre plus sensible encore cette amélioration. En effet, les orateurs qui traitèrent des questions pendantes entre les deux pays, c'est-à-dire des moyens d'assurer une communication plus satisfaisante entre Anvers et le Rhin, tout en défendant avec fermeté ce qu'ils considéraient comme des droits néerlandais imprescriptibles, discutèrent les revendications belges avec une courtoisie et une modération inaccoutumées. Plus d'accusations de mauvaise foi, de jalousie commerciale, de visées annexionnistes, mais le sobre examen d'intérêts pour le règlement desquels on est tout disposé à la conciliation. Aussi le ministre des Affaires étrangères, le Jonkheer Beelaerts van Blokland, répondait-il au vœu à peu près unanime de l'assemblée en exprimant, à la fin des débats (19-11), son ferme espoir de voir se réaliser très prochainement un accord définitif.

Serions-nous vraiment à la veille de la conclusion du traité hollando-belge revisant celui de 1839, du seul traité d'après-guerre, faisait récemment remarquer le *Nieuwe Rotterdamsche Courant*, qui n'ait pas encore été signé ?

■ ■ ■

La politique coloniale des Pays-Bas

Si cette signature a été si longtemps différée, il faut l'attribuer en grande partie au souci constant de la Hollande de ne laisser attenter en rien à sa situation historique et de n'accepter aucune solution susceptible de limiter si peu que ce soit sa liberté d'action politique. C'est ce dont on a pu se rendre compte maintes fois ces temps derniers et notamment à l'occasion de la récente visite de courtoisie faite en Indochine française par le Gouverneur général des Indes néerlandaises orientales, M. de Graeff, en réponse à celle que lui avait rendue, l'an passé, M. le gouverneur Pasquier. La *Dépêche Coloniale* avait, à ce propos, exposé sa conception des rapports qui pourraient exister à l'avenir entre les deux colonies et suggéré une entente éventuelle. Sans tarder, le grand journal libéral d'Amsterdam, l'*Algemeen Handelsblad* (10-11), élevait une vive protestation, qu'il atténuait cependant le lendemain en s'appuyant sur des déclarations du ministre de France à La Haye publiées dans le supplément colonial du *Haagsche Courant*. M. Kamerer disait que, pour le moment, les mêmes problèmes coloniaux s'imposent à la France et à la Hollande et que leur solution serait largement simplifiée si les deux nations, unies par des liens d'amitié, tant en Europe qu'en Extrême-Orient, opposaient un front commun aux difficultés imminentes.

Voilà, écrivait l'Algemeen Handelsblad, *des suggestions auxquelles nous pouvons nous rallier.* Pas d'entente, pas d'accord, *seulement des liens amicaux et, dans certains cas et jusqu'à un certain point, une intervention commune. Telle est la seule chose dont, nous semble-t-il, les deux pays aient besoin.*

■ ■ ■

L'attitude des socialistes néerlandais en cas de mobilisation

La peur des complications implique la prévoyance aussi bien au dedans qu'au dehors. Au cours de la discussion du ministère de l'Intérieur (18-11), le président du Conseil, le Jonkheer Ruys de Beerenbrouck, a montré qu'il ne l'ignorait point. Soit qu'il ait été impressionné par les rumeurs de guerre prochaine ou par les 1.500.000 signatures données en Hollande à une pétition socialiste en faveur du désarmement unilatéral, soit encore qu'il ait voulu se renseigner en vue des mesures à prendre pour les élections provinciales et municipales de 1931, le ministre a soulevé une question qui ne figurait pas à l'ordre du jour, mais qui a eu dans le pays le plus grand retentissement.

Se référant à un discours pacifiste, assez nébuleux, prononcé à la Seconde Chambre (11-11) par le leader du parti Social-Démocrate-Ouvrier (S.D.A.P.), M. Albarda, le Jonkheer Ruys de Beerenbrouck demanda : « Puis-je conclure de ce discours que le parti socialiste ne désapprouvera pas une mobilisation ayant pour but la défense nationale ? Y a-t-il lieu d'espérer que, si le besoin s'en faisait sentir inopinément, le S.D.A.P., comme en août 1914, ne refuserait pas au gouvernement sa loyale collaboration pour le maintien de l'indépendance nationale qui est chère aussi à ce parti ? »

M. Albarda répondit :

1° *On sait, par les résolutions du parti socialiste, que celui-ci réprouve la défense nationale armée et que, par conséquent, il lui est impossible d'admettre une mobilisation à cet effet.*

2° *Le S.D.A.P. est prêt à collaborer avec une entière conviction au maintien ou au recouvrement de l'indépendance nationale. Il estime toutefois qu'une défense nationale par les armes est le plus sûr moyen de perdre cette indépendance et d'entraîner la ruine du pays et de la population. Il considère la défense nationale armée comme un suicide national. Il ne faut donc pas compter sur son concours en cette occasion.*

C'était parler net et sans doute suffisant pour l'édification du ministre. Sans chercher à savoir, comme certains le demandaient, si les socialistes saboteraient la mobilisation, si les dix ou douze bourgmestres affiliés à leur parti donneraient auparavant leur démission, il répliqua simplement : « Ce qui a été dit de divers côtés touchant le cours normal de la mobilisation n'a pas échappé au gouvernement. Celui-ci en tirera les conclusions voulues, respectera les lois et assurera l'application de ces lois ».

■ ■ ■

La crise économique et les mesures gouvernementales

Solide sur le terrain de la politique extérieure et intérieure, la position du ministère l'est peut-être moins dans le domaine de la politique économique.

Une motion présentée par le député socialiste, M. Van den Tempel, en faveur de l'élévation des traitements des fonctionnaires et repoussée par le gouvernement, a été finalement rejetée (18-11), grâce à l'habileté du leader du parti catholique, Mgr Nolens, qui, ne voulant pas faire le jeu des socialistes, suggéra de supprimer la retenue opérée sur les appointements en vue de la retraite.

Plus grave semble la campagne violente menée par le pays et dans la presse contre le projet de loi déposé par le ministre de l'Agriculture pour protéger le blé indigène et qui, en cas d'adoption, autoriserait le gouvernement à exiger des boulangers et pâtissiers l'incorporation dans leur pâte d'un certain pourcentage de farine indigène.

Le *Nieuwe Rotterdamsche Courant* (18-19-11) déclare ce projet inacceptable en principe, parce que frayant la voie à l'arbitraire étatiste et, dans la pratique, non seulement inefficace, mais funeste. Chaque jour, les journaux regorgent de protestations émanant de chambres de commerce, d'associations d'importateurs de blé et de farine, de syndicats de boulangers, de pâtissiers, voire de cuisiniers. Il y est affirmé que le blé indigène, par suite des conditions climatériques et de la nature du sol, ne contient pas assez de gluten et, partant, ne se prête nullement au mélange projeté; que d'autres pays produisent un blé analogue qu'ils introduiront à bas prix en Hollande; que le contrôle sera difficile et onéreux, etc., etc...

NORVÈGE

La défaite des partis révolutionnaires

Les élections générales du 20 octobre dernier en Norvège ont marqué un redressement intérieur très net. Le parti communiste disparaît du Parlement et le parti ouvrier ou travailliste qui n'avait guère cessé de progresser depuis sa naissance, en 1897, vient de subir, pour la première fois, un violent recul.

Dans le *Storting* sortant, ou Chambre unique de 150 membres, ses 59 députés et les 3 communistes « moscoutaires » formaient un bloc révolutionnaire auquel il ne manquait que 14 voix pour détenir la majorité. Les chefs travaillistes rêvaient de les gagner et le triomphe électoral du parti à l'automne de 1927 les y encourageait. Alors, le gain avait été de 25 sièges pris surtout sur la droite, grâce aux baisses de salaires, au chômage et aux difficultés sociales de toutes sortes qui accompagnèrent en Norvège comme ailleurs le rétablissement monétaire et la réadaptation des prix. Le ministère conservateur Lykke s'étant retiré en janvier 1928, le roi Haakon, respectueux de la règle parlemenairet, offrit le pouvoir aux travaillistes qui, à la surprise de tous, l'acceptèrent. On crut d'abord qu'au sein du parti (unifié en 1926 par le retour à l'ancien socialisme d'une fraction de communistes en révolte contre Moscou), la tendance réformiste l'emportait et que la Norvège allait à son tour, comme naguère la Suède avec Branting, et le Danemark avec Stauning, faire l'expérience régulière d'un ministère socialiste d'une paisible longévité.

UN PREMIER FIASCO « TRAVAILLISTE »

Mais l'équipe du camarade Hornsrud, dès sa constitution, détrompa tout le monde ; la tendance révolutionnaire, avec 7 ministres sur 9, prévalait et la déclaration ministérielle annonça ouvertement l'intention « d'introduire en Norvège un ordre social socialiste ». Le ministère commencerait par faire abolir la liberté et la protection du travail, par réduire les dettes des petits fermiers et des pêcheurs et préparerait « le désarmement complet », en supprimant d'abord les dépenses d'instruction militaire. Ces menaces rejetèrent aussitôt les radicaux à droite et huit jours après, à la discussion de la déclaration, le ministère révolutionnaire Hornsrud fut renversé par 86 voix contre 63 (février 1928). Son manque de maturité politique avait précipité la fuite des capitaux (en francs plus de 1.300 millions), ébranlé le cours de la couronne, accru le chômage et la crise économique.

Le ministère radical Mowinckel qui prit alors le pouvoir l'a gardé sans accrocs depuis bientôt trois ans. L'alerte semble avoir guéri définitivement les radicaux de « flirts à gauche », quoique au début la droite n'eût guère confiance dans la vertu de leur « célibat ». On les vit refuser la formation de gardes ouvrières et « légaliser » comme police volontaire les ligues de défense sociale qui s'étaient organisées un peu partout dans le pays et que l'organe travailliste *Arbeiderbladet* appelait des « gardes blancs ».

Détente politique et sociale, stabilité parlementaire, grâce au « soutien » fidèle des 31 conservateurs et des 26 agrariens qui constituaient avec les 31 radicaux un bloc bourgeois de 88 ministériels : telle fut la cure de guérison suivie par la démocratie norvégienne depuis le début de 1928.

EXTRÉMISME

La durée d'une législature n'est là-bas que de trois ans et le parti travailliste, oublieux du fiasco Hornsrud, allait refaire des siennes. Il faut dire aussi que la décomposition du communisme bolchévisant n'a cessé de se poursuivre ces années-ci et que ses débris, en grossissant les rangs du travaillisme, y ont renforcé la tendance révolutionnaire. Aussi, en janvier dernier, le congrès national du parti publiait-il un programme électoral plus violent que jamais malgré la résistance des vieux éléments socialistes : lutte contre la rationalisation industrielle, désarmement et dissolution des gardes blancs, formation de « cellules d'agitation » dans l'armée et sur la flotte, « lutte active » pour la révolution par la « conquête de l'Etat », sans se préoccuper d'abord de conquérir la majorité du peuple comme le déclaraient les programmes des congrès précédents. Enfin, le congrès condamnait tout ministère travailliste minoritaire qui tenterait de collaborer dans les formes parlementaires avec la fraction radicale comme soutien.

A la discussion de l'adresse en réponse au discours du trône, on remarqua le « silence » du groupe travailliste. Peut-être chez quelques-uns de ses membres était-il dû, comme raillait la feuille libérale *Tidens Tegn* : *à ce que leur enthousiasme pour la nouvelle tendance n'est peut-être pas aussi grand qu'on l'attendait de ses auteurs ; chez d'autres, à ce que la révolution sociale n'a pas dû leur paraître un thème électoral très approprié... Ce silence ne nous console pas... Probablement le groupe travailliste du Storting, d'esprit plus parlementaire que le Bureau central du parti, ne suit pas les mots d'ordre de ce dernier avec une joie débordante ; mais il suit, c'est là le fait... Dans un parti où la discipline passe pour la suprême vertu, nous n'avons rien de bon à attendre de cette politique de destruction affichée ouvertement par la majorité du parti ouvrier...*

Au cours de la campagne électorale, les extrémistes ont de plus en plus donné le ton. Une de leurs feuilles principales, *Det 20 Aarhundred* (le 20e siècle), ne cacha pas que le but du parti était de remplacer la démocratie et le Parlement par une « Constitution de classe » faisant des ouvriers, paysans et pêcheurs une « classe privilégiée ».

Ainsi, le public norvégien s'est demandé de plus en plus en quoi le travaillisme pouvait bien se distinguer encore du communisme. Les Soviets eux-mêmes, dédaigneux de leurs affiliés officiels, la fraction bolchévisante, lui coupaient les vivres. Faute d'argent, le *Ny Tid* (Temps nouveau) cessa de paraître, puis ne reparut qu'une fois la semaine.

A quoi bon sacrifier plus d'or pour soutenir une filiale souffreteuse, alors que le plus grand des partis norvégiens se met à la disposition de Moscou par ses promesses de révolution, de dictature et de terreur !

Le conservateur *Morgenblad* (15-8) traduisait bien le raisonnement de l'électeur moyen.

Et le spectre des Soviets n'évoquait pas qu'un cortège de terreur politique et sociale, leur antichristianisme méthodique mettait aussi en branle des inquiétudes religieuses dans une population où il n'est pas si rare de voir surgir une secte, où il en est encore né une à Stavanger, l'été dernier, qui prétendait faire vivre miraculeusement en commun quelques centaines de gens sur deux pauvres fermes ingrates.

CROISADE NATIONALE

Les élections du 20 octobre ont donc été faites du côté des partis bourgeois dans un véritable esprit de croisade nationale et démocratique.

A Oslo, où les travaillistes tiennent depuis plusieurs années la municipalité à 1 voix de majorité, la campagne électorale conservatrice a employé tous les moyens américains : drapeaux à toutes les fenêtres, banderoles tendues au-dessus des rues, distribution de milliers de petits drapeaux et de ballons à inscription conservatrice, automobiles pavoisées circulant sans repit, et jusqu'à un avion-réclame avec d'immenses mots d'ordre sous les ailes ! « Votez contre la Russie ! » « Tout abstentionniste est un déserteur du front et du devoir bourgeois ».

Ces appels tumultueux semblent avoir puissamment remué la sensibilité du public. Un journal de droite a enregistré 1.717 abonnements nouveaux en 48 heures et le pourcentage des votants qui a dépassé 85 0/0 dans la capitale a atteint dans certains districts ruraux jusqu'à 100 0/0 ! Aussi les partis bourgeois ont fait de larges gains grâce aux votes des abstentionnistes habituels : près de 200.000 voix de plus qu'en 1927, dont la moitié pour la droite et les libéraux qui recueillent en tout plus de 350.000 suffrages et rentrent 44 au Storting au lieu de 31.

Dans les campagnes, les agrariens, dans l'ensemble plutôt conservateurs, emportent 186.000 suffrages et seront 25 au Storting ; les radicaux, avec un gain de près de 60.000 voix en ont réuni en tout 245.000 surtout rurales (80 0/0).

Les travaillistes restent le parti le plus gros numériquement (367.000 électeurs et 47 députés), mais ils ont perdu 10.000 voix dans les villes — la majorité leur échappe à Oslo — et ils ne maintiennent leur nombre que par un gain équivalent dans les campagnes. Les communistes, comme on l'a vu, n'ont pas pu faire passer un des leurs et ont perdu plus de 20.000 voix sur 30.000 en 1927.

Après cette leçon, le travaillisme norvégien s'entêtera-t-il dans l'extrémisme moscoutaire ? C'est le secret de la législature prochaine qui ne commencera qu'en janvier.

AUTRICHE

Recueillement et marchandages

Au lendemain des élections générales (9 novembre) la *Neue Freie Presse*, l'un des organes de l'opinion libérale, résumant la situation dans sa manchette, disait : « *La politique de la poigne brutale n'a obtenu aucun succès. — La vie parlementaire sera plus difficile à cause d'une opposition de droite. — M. Schober sera le chef du centre. — Une politique productive est nécessaire* ». On avait pensé pourfendre l'adversaire avec des grands mots, une attaque de cavalerie, du panache... On s'était trompé. Les plus exaltés reviennent à la réalité et s'aperçoivent que, si les positions n'ont pas changé sensiblement pour les partis bourgeois, ni pour les partis socialistes, si même quelques membres des Heimwehren obtiennent des sièges, les socialistes ne sont cependant pas battus tandis que la dissension règne chez leurs adversaires. Il est temps de renoncer à toute cette politique de fracas qui n'a rien produit de bon ; il faut s'attaquer sérieusement aux difficultés de la crise économique et revenir à la méthode politique si salutaire et digne de M. Schober.

Telle est l'opinion de la *Neue Freie Presse* sur les directives à suivre. Tel semble bien être pour le moment l'orientation des « milieux » politiques. C'est tout ce que l'on peut dire, car aucune décision n'a encore été prise, le nouveau conseil national ne s'est pas encore réuni et le cabinet Vaugoin se tient sur la réserve.

L'opinion démocratique

Les journaux démocrates et du « milieu », comme la presse libérale, tout en étant toujours favorables aux alliances contre les socialistes, estiment qu'un remaniement très profond du cabinet est nécessaire en plein accord avec M. Schober, qui n'est tombé du pouvoir et n'a été isolé que parce qu'il avait voulu s'opposer à la politique d'aventure des Heimwehren et des chrétiens-sociaux de droite.

Trois ministres au moins ne doivent plus, dans ce cas, faire partie du nouveau cabinet : le prince de Starhemberg et M. Hueber, tous deux chefs des Heimwehren, ainsi que M. Vaugoin, qui, comme chancelier, assume la responsabilité du glissement à l'extrême-droite des chrétiens-sociaux. Les représentants de M. Schober et M. Schober lui-même demandent la formation « d'une majorité et d'un ministère de travail », qui mettrait au premier plan de ses préoccupations la lutte contre la crise économique et le chômage. Mais « le temps presse », comme l'indique la manchette du *Neues Wiener Tagblatt*, journal démocrate (24-11-30) :

La déception est grande dans le corps électoral qui, le 9 novembre, a accompli avec empressement son devoir et qui constate maintenant combien on perd inutilement du temps précieux. On lit des communiqués, on voit agir les phraseurs des partis, on s'aperçoit avec mécontentement que certaines querelles qui avaient mis le trouble, lors des élections, dans les partis bourgeois, survivent au verdict du scrutin...

Au fond, cependant, tous les groupes bourgeois veulent la même chose. Tous ont le même besoin d'aborder le plus tôt possible un travail parlementaire bien réglé. Chez tous, enfin, dominent les soucis d'ordre économique. La fin de l'année approche. Le nouveau Conseil national doit, d'ici-là, attaquer la question fondamentale du moment, la crise économique.

L'opinion socialiste

Du côté socialiste on met aussi l'accent sur la crise économique, et l'on s'indigne des atermoiements bourgeois. L'*Arbeiter-Zeitung* (29-11-30), organe officiel de la Social-démocratie, écrit :

82.275 sans-travail à Vienne ! Et le chômage croît encore plus rapidement dans les autres provinces de la Fédération ! Il ne fait d'ailleurs pas moins de ravage dans la plupart des Etats européens !... Ce n'est pas une crise. C'est une catastrophe qui ébranle tout le monde capitaliste... Il faut vraiment vivre aussi loin de toutes les réalités économiques et sociales que MM. Vaugoin et Seipel pour trouver encore, au milieu de ces secousses de l'économie mondiale, du temps à consacrer aux misérables politicailleries de leur « antimarxisme », aux pitoyables soucis de politique de parti (comme le parti chrétien-social qui voudrait encore et malgré tout traîner à sa suite ses voisins fascistes), enfin aux risibles questions de prestige personnel de M. Vaugoin !

ITALIE

LA DICTATURE DES PRIX

Le mouvement de baisse s'intensifie

La presse italienne, cette semaine, s'occupe surtout de l'effort que fait l'Italie pour parer à la crise économique. A lire les journaux, on se croirait en état de guerre; car ils publient tous les mêmes communiqués quasi-officiels donnant chaque jour le nouveau tracé du front économique, citant à l'ordre de la nation tel ou tel exemple à suivre. Rien n'est plus légitime, d'ailleurs.

*C'est ainsi que l'on peut lire dans l'*Italie *du 22 novembre :*

D'après les nouvelles qui arrivent de toutes les provinces, il résulte que la nouvelle phase de la lutte pour la réduction du coût de la vie a eu un début satisfaisant.

Cette action, limitée pour le moment aux produits de toute première nécessité, et notamment au pain, et à laquelle participent avec élan toutes les autorités provinciales et les dirigeants des associations économiques, sera progressivement élargie et étendue à tous les prix, de manière à les adapter à la valeur actuelle de la lire.

Déjà, dans de très nombreuses villes, sinon dans toutes, le prix du pain a subi une diminution sensible.

Hier, la Fédération des commerçants de Rome publiait le communiqué suivant :

« La catégorie des patrons boulangers romains, conscients des nécessités actuelles indiquées par le Régime et en hommage aux directives données par la Confédération du Commerce, a décidé de réduire de 10 centimes le prix des trois types de pain. En conséquence, le prix du type allongé est réduit de L. 2,20 à L. 2,10 ; celui de L. 2 à L. 1,90 et celui de L. 1,70 à L. 1,60 ».

Dans presque tous les journaux, on lit des titres tels que ceux-ci :

« *Une initiative du Gouverneur de Rome* » (qui a établi, dans les marchés couverts, des débits de pain à des prix relativement bas).

« *Réunions à Milan* » (les chefs des groupes de commerçants discutent sur la baisse des prix).

« *Nouvelle baisse à Mantoue* » — « *La réduction des loyers des magasins à Gênes* » — « *Le prix du gaz réduit à Pavie* » et le communiqué suivant, sous le titre « *Un exemple à suivre* » :

« Le Chef du gouvernement a reçu d'Aquila ce télégramme :

« Conformément aux directives du gouvernement, cette commune a décidé de réduire de 10 pour cent l'impôt de consommation sur la viande et sur la lumière électrique à partir du 1er décembre. Hommages dévoués. — *Le Podestat* : SERENA. »

Les loyers

Après avoir publié un communiqué de la Fédération fasciste de la propriété bâtie, l'Italie *du 22 novembre ajoute :*

En ce qui concerne quelques types spéciaux d'appartements, le fléchissement est déjà déterminé par le fait qu'au cours de ces dernières années, s'est effectivement manifestée une production plus abondante. Par suite, à cause de cette interdépendance spontanée que le nouveau régime de liberté des loyers a donnée aux différents secteurs du marché édilitaire, il faut croire que la baisse s'étendra toujours davantage, même aux autres catégories de locaux.

Il est donc évident que l'organisation syndicale de la propriété bâtie doit se conformer loyalement et avec discipline fasciste aux directives générales suggérées par la situation. C'est pourquoi il est nécessaire de suivre attentivement le marché édilitaire et de veiller à ce que l'œuvre du gouvernement soit constamment appuyée.

La tendance des loyers à fléchir ne doit donc en aucune sorte être entravée; elle doit même, dans l'intérêt supérieur de la nation, être facilitée.

En ce sens, l'œuvre de persuasion individuelle et d'intervention, en cas de controverse, sera, de la part des associations, très utile. C'est pourquoi des instructions opportunes ont été déjà données aux organisations dépendantes, dans le but, notamment, de connaître les données relatives aux diverses possibilités locales.

Un commentaire du « Popolo d'Italia »

Dans l'article de fond du Popolo d'Italia *du 21 novembre, Arnaldo Mussolini écrit :*

La mesure du Conseil des ministres qui réduit de 12 pour cent les appointements du personnel au service de l'Etat a déterminé la première avalanche de conséquences heureuses qui doivent acheminer l'Italie vers l'équilibre économique désiré.

Les hommes de bonne foi et intelligents, qui observent le phénomène en dehors du cercle étroit de leur maison et de leur égoïsme, auront noté que, depuis de longs mois, le monde de la production souffrait d'un grand malaise à cause de la baisse des prix de gros. Et ce fait n'était pas le produit d'un caprice, d'une manœuvre ou d'une année abondante et exceptionnelle. Certes, non.

Les marchandises s'amoncelaient sur le marché et étaient offertes à de bonnes conditions et sur cette énorme production poussaient des champignons...

D'autre part, une contraction des recettes donnait la sensation que le pays était à la limite de ses possibilités fiscales.

Aucune dépense plus forte n'avait grevé le budget, sauf une centaine de millions à la suite des tremblements de terre.

Le déficit aurait ramené l'Italie à la période angoissante de la misère la plus noire. La décision réduisant les rétributions de 12 pour cent est plus qu'un acte de courage, c'est un acte de nécessité.

Arnaldo Mussolini, après avoir noté qu'il ne fallait pas dramatiser « ces questions de réduction, qui ramènent les appointements des employés au chiffre d'il y a quinze mois, lorsque le coût de la vie était sensiblement supérieur », ajoute « que cela ne suffit pas. Aujourd'hui que le cercle est fermé et brisé, il faut insister afin que la réduction des prix s'étende à tous les produits de première nécessité. L'économie ne doit pas être limitée à celle qui a été réalisée sur les employés. Il s'agit de donner au coût de la vie son rapport exact avec la valeur de notre lire dans le monde... »

La crise économique

En ce qui concerne la nouvelle de la fermeture de nombreuses banques et la désastreuse crise financière qui sévit dans le monde et surtout aux Etats-Unis, le Popolo d'Italia *écrit :*

Il faut déplorer sûrement ces cyclones qui, abattant de vieux établissements de crédit, detruisent des réserves de milliards et brisent l'action de consortiums à larges bases. Tout ce qui retarde la réorganisation générale doit être déploré... S'il est un souhait à formuler, c'est que chaque peuple surmonte par ses propres forces, et, si les humains étaient des éléments solidaires, avec les forces auxiliaires du prochain, le grave moment économique qui domine le monde.

Le Popolo d'Italia *expose ensuite les considérations suivantes :*

Quand, il y a quelques années, se produisirent, en Italie, quelques faillites de banques, tout le monde financier, toute la presse démocratique, toute l'essence de la vieille école libérale entonnèrent le *De profundis* du fascisme, en affirmant, comme corollaire, que le Régime glisserait sur la pelure d'orange financière ! Les renégats fugitifs gloussaient de joie. Par la publication de fausses nouvelles — exemple unique et répugnant dans l'histoire — ils aidaient l'ennemi à étrangler l'Italie dans les lacs ténébreux des Bourses, des clameurs, de la diffamation...

Mais, conclut le *Popolo d'Italia,* l'Italie a surmonté sa crise bancaire ; les grands Instituts sont très solides, les plus petits sont encadrés, la lire est robuste, les réserves la défendent. Que reste-t-il aux corbeaux ?

La joie de lire ces bulletins : 50 banques américaines qui ferment, faillites à Monaco, faillites à Lyon, etc... Personne ne met en doute pour cela la solidité de la République américaine, ni celle de la République française, de même que la faillite de la Société Immobilière de Monaco ne mettra pas la Principauté en danger. Question de mesure, de bon sens dans le jugement, de bonne foi dans la vie.

L'opinion yougoslave

Des incidents à Trieste

La presse yougoslave paraît sortir de son silence ; mais elle prend la précaution de se retrancher derrière des informations objectives.

Sous le titre : *La police italienne arrête des jeunes gens des environs de Trieste parce qu'ils ne veulent pas s'inscrire au parti fasciste,* le *Vresme,* du 17 novembre, écrit :

Les journaux de Trieste annoncent que le commissaire, à Doliai, a invité tous les jeunes gens de 18 à 20 ans à s'inscrire à la milice fasciste. Or, à Ritzanorvatz, Borella et Draga, personne n'a répondu. Les jeunes gens de Poliantza se sont présentés hier à la mairie. Le commissaire leur demanda : « Qui s'inscrit ? — Personne, répondirent les jeunes gens tous ensemble, et ils quittèrent tous la salle, en signe de protestation. Le commissaire a rendu compte à la préfecture de Trieste, qui a donné l'ordre d'arrêter tous ces « réfractaires ». Les carabiniers ont exécuté cet ordre et ces jeunes gens ont été dirigés sur Trieste.

A la suite d'une agression, dont fut victime un milicien fasciste de Doliai, un grand nombre de personnes ont été envoyées en prison. Le nombre des personnes arrêtées s'élève à 200. En maintes localités, on a arrêté des familles entières, notamment à Ritzmonie, Borct, Bolionne.

PANEUROPA



(Revista Illustrata del Popolo d'Italia)

UN LIVRE QUI FAIT DU BRUIT

Le courant littéraire des jeunes générations

A la rubrique « Artistes de l'Epoque fasciste », la Critica fascista *du 15 octobre nous donne des lignes extrêmement précieuses pour connaître le courant littéraire des jeunes générations italiennes. L'auteur de la critique nous parle de Luigi Bartolini dont « Il ritorno sul Carso » fait beaucoup de bruit actuellement.*

Il est né, dit-il, à l'Italie une pléiade de jeunes (jeunes vraiment et non seulement d'après leur état-civil) qui, avec l'aide de Dieu, apporteront du sang nouveau dans les veines de cette vieille dame qu'est la littérature italienne.

Troupe joyeuse et, pourtant, rude, soucieuse, un peu à la façon du peuple, mais qui, devant la grande demande, n'hésite pas un moment à affirmer et à parler avec tout son sang.

Je l'ai déjà présentée ici et c'est Rosai. Un autre est désormais marqué par l'époque et c'est Lorenzo Viani. Les autres s'appellent : Fabio Tanbari, Giovanni Comisso, Luigi Bartolini.

Le critique cite quelques passages du livre de Luigi Bartolini :

J'ai combattu avec ces sentiments : tuer et être tué. Ces matins-là, où l'on devait se battre, je regardais le champ de bataille, je me levais avant les autres, comme ces voyageurs qui s'en vont dans la brise de la nuit, en avance de quelques heures, à la station de chemin de fer. Les étoiles scintillent dans les yeux humides et l'aube est un tissu de couleurs depuis la pourpre la plus sombre jusqu'au vert azuré...

C'est là que devait avoir lieu le marché aux morts. La vengeance de la vie ! C'est là que je serai, probablement, laissé pour mort moi aussi. Et je repérais des yeux l'endroit probable de ma descente de la terre sur la terre : un cadavre abandonné ! Mais, je me répondais volontiers : Plût à Dieu que cela fût aujourd'hui ! J'ai combattu avec une impassibilité que l'on pourrait qualifier de super-héroïque si, moi-même, avec le sincère aveu d'avoir voulu la mort, je ne me refusais à être traité de héros. Et j'ai bien combattu, précieux pour mon unité, comme une mitrailleuse qui ne s'enraie jamais.

Et le critique de conclure :

...Pour Bartolini, guerrier dur et pourtant accessible à la pitié, la guerre c'est la guerre ; ceux qui tombent lui font de la peine, les lâches lui font horreur. Et c'est sur sa vie qu'il rit, non sur celle des autres et qui lui a été confiée. Le *Ritorno sul Carso* est un livre mâle, fasciste. Humain même quand il paraît inhumain. C'est un étrange mélange d'évocation de la mort et de la toute-puissance presque paienne de la vie. Le parfum du désir et de l'amour l'emporte sur la puanteur de la putréfaction. La colère mélancolique du revenant s'adoucit dans l'amour de l'art, trésor du pauvre qu'est l'auteur. Là il se révèle comme un filleul de la nature « qui fleurit magnifique comme une chose naturelle », un Italien de la Renaissance, mais aussi un homme de la Nouvelle Epoque.

Litvinoff à Milan

La *Stampa* du 26 novembre fait quelques révélations sur cette visite qui n'a pas manqué d'étonner, d'intriguer même :

L'annonce que le commissaire aux Affaires Etrangères de l'Union des Républiques soviétiques aurait fait une brève visite à Milan, pour avoir une entrevue avec l'ambassadeur russe à Rome, faisait entrevoir que ce n'était pas là l'unique but du voyage de M. Litvinoff de Genève à la capitale lombarde. Si tel devait être le programme, il aurait été plus logique et plus régulier que M. Kursky se rendît à Genève. L'événement devait avoir une bien plus grande importance.

M. Litvinoff a jugé opportun, dans son voyage de Genève à Moscou, de faire un détour pour rencontrer S.E. Dino Grandi.

Le fait qu'un ministre fasciste et un commissaire soviétique puissent tranquillement, à Milan, discuter des problèmes internationaux prouve encore une fois que ne comptent guère la politique intérieure et la diversité de doctrine pour les pays qui désirent collaborer loyalement avec notre gouvernement.

Que se seront dit les deux hommes d'Etat? Nul doute que la fantaisie des journaux étrangers ne s'efforce de suivre les conjectures les plus hardies. Nous, nous serons plus modestes: nous nous réjouissons de ce que la longue et cordiale entrevue ait aidé à mettre plus de clarté dans les rapports des deux grands pays, et de ce qu'une telle clarté contribue efficacement à l'équilibre et même au sentiment de justice et de paix parmi les Etats européens.

Les deux délégations se sont trouvées, à la Commission préparatoire du désarmement, côte à côte pour soutenir la thèse d'une réelle et juste diminution des armements. Certains ont qualifié cette collusion d'événement le plus illogique et le plus anormal. Une telle stupeur n'a pas de raison d'être.

Les relations économiques entre l'Italie et la Russie sont autrement importantes que les relations politiques. Nous avons, à plusieurs reprises, affirmé la nécessité d'un couloir d'échange par et pour la mer Noire : c'est un excellent contrepoids aux trafics qui doivent traverser les passages taxés et contrôlés de Suez et de Gibraltar.

Mais le chemin à parcourir dans la collaboration économique italo-russe est, pour ainsi dire, illimité, car il se dessine sur une naturelle et mutuelle compensation des produits.

Bonne volonté et confiance réciproque sont les facteurs psychologiques indispensables; les facteurs de caractère purement économique pourraient se suffire à eux-mêmes.

L'entrevue de Milan, sans doute, donnera l'élan nécessaire au franchissement des obstacles qui peuvent se présenter dans la réalisation d'un vaste programme d'entente.

■ ■ ■

Le correspondant du *Popolo d'Italia,* à Genève, commente cette entrevue en ces termes :

Le spectre d'un bloc italo-germano-russe est apparu subitement comme une réalité qui s'impose, et le rapport qui peut exister entre cette supposition et les bonnes relations que ces trois grandes puissances maintiennent avec un groupe turco-gréco-bulgaro-magyar a donné dans les milieux de Genève la sensation que quelque chose de nouveau est réellement arrivé en Europe. Les 300 millions d'individus, que le groupe de ces sept puissances réunit, donnent sérieusement à penser à beaucoup de gens malintentionnés.

■ ■ ■

De son côté, le *Giornale d'Italia* écrit :

Ces rencontres donnent généralement lieu à d'utiles échanges d'idées ; elles éclaircissent les situations et les intentions mutuelles ; elles contribuent, par cela même, à la paix générale.

La paix et la concorde internationale ont la même valeur dans tous les secteurs de l'Europe et la différence de régime ne compte pas pour elles. Les régimes sont, dans chaque pays, question d'ordre purement intérieur.

La Russie des Soviets, qui est reconnue de droit par l'Italie, ainsi que par de nombreux autres gouvernements, a son importance internationale dont il faut tenir compte et il peut être utile ou nécessaire, dans l'intérêt national ou international, de collaborer avec elle.

LE FASCISME et la défense de l'Occident

Dans le Corriere della Sera *du 15 novembre, G. Ven rend compte d'un curieux livre de Georges Pini paru à la collection « Polemiche ». « La culture de Mussolini entre l'Orient et l'Occident » (tel est le titre de l'ouvrage) expose les plus importantes analyses de la situation mondiale et aux théories des écrivains qui voient en leur patrie le champion du monde il oppose la « solide réalité fasciste » :*

Mais ces penseurs français et allemands qui rêvent pour leur patrie d'une fonction de chef dans la défense de l'Europe, ne se heurtent-ils pas à une réalité précise ?

La France et l'Allemagne se trouvent actuellement dans un état d'égarement moral. L'Allemagne : au temps de sa prospérité, catapulte lancée, elle n'a pas eu la finesse ni l'habileté morale nécessaires. Après la catastrophe, elle se trouve tourmentée par des luttes intestines.

La France s'est renfermée dans un craintif « conservatorisme ». La défense de l'Europe ne peut pas se borner à la répétition des vieux thèmes: elle doit être, écrit avec raison Georges Pini, une contre-attaque énergique d'un faisceau original d'idées séduisantes.

Mais entre les systèmes nébuleux et les masses menaçantes de l'Orient d'une part, et l'amélioration de l'autre, il y a, en un juste milieu, un peuple riche de mystique religieuse, de volonté, d'esprit de sacrifice. Ce peuple a déjà assumé la fonction avec ses ressources propres, au temps de la Rome impériale et chrétienne, au temps de l'Italie de la fin du moyen âge, de composer les éléments d'Orient et d'Occident en une synthèse supérieure.

Ce peuple, maintenant, après une longue torpeur, reprend sa mission : il crée un harmonieux système éthique et politique, social et économique, fondé sur de nouveaux concepts de la Patrie et de l'Etat, de la propriété, du travail, des rapports entre les classes et les individus, pendant longtemps soumis à un absurde nivellement des hommes, comme à un culte effréné de la vie pour la vie.

C'est la culture mussolinienne. Ses principes surmontent les obstacles que posent les vieilles conceptions directrices de l'Europe ; ils ont prise sur la masse, ils s'infiltrent partout.

AL CAPONE...

...consent à quitter Chicago à condition que la police s'engage à ne pas trop troubler la contrebande de l'alcool que pratiquent ses amis.



— Ils sont en train de charrier de l'alcool sous vos propres yeux... Intervenez donc !
— Pauvre vieux ! Et si Al Capone le prenait mal ?

(*Il Popolo di Roma,* 7 novembre 1930)

Les erreurs italiennes de Victor Hugo

Le critique littéraire du « Popolo d'Italia » (30 octobre) nous rend compte d'un livre d'Antonio de Carli. En un examen particulier des écrits du poète, l'auteur se propose de fixer la conception qu'eut Hugo de l'Italie et des Italiens, sa connaissance des plus grands écrivains italiens, l'influence qu'ils eurent sur lui et, enfin, son attitude à l'égard des aspirations italiennes à l'unité nationale.

Ayant observé que, à la différence des autres romantiques français, Victor Hugo n'a pas franchi les Alpes à l'âge mûr, et que, pour parler de l'Italie il s'est servi seulement de vagues et lointains souvenirs d'enfance, de réminiscences de lectures et d'études pas toujours appropriées, De Carli commence son minutieux examen en mettant en relief les exagérations, les inexactitudes, les lieux communs et même les véritables erreurs dans lesquelles le poète est tombé. Parmi les œuvres examinées, l'auteur comprend le livre dû à la femme de l'écrivain romantique, mais qui fut suggéré par lui et, jusqu'à un certain point, dicté : « Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie ». Dans ce livre apparaît d'une façon claire le degré d'imprécision et de faiblesse des impressions qu'Hugo avait de cette Italie vue avec des yeux de petit enfant. C'est ainsi que dans les « Odes et Ballades » et dans « La Légende des Siècles » — selon le mot de Berret — l'Italie paraît « située sur les rives du Rhin ».

Mais c'est surtout dans son œuvre dramatique qu'apparaissent les erreurs d'Hugo à l'égard de l'histoire d'Italie. De Carli s'étend sur l'analyse de deux drames : « Lucrèce Borgia » et « Angelo, tyran de Padoue », mettant en évidence les inexactitudes que l'auteur cherchait à soutenir dans ses notes et dans sa préface, en invoquant — pas toujours à propos — le témoignage de nos historiens. Pour se documenter, par exemple, sur les méfaits qui, dans « Angelo, tyran de Padoue », sont attribués au Conseil des Dix, Victor Hugo reproduit, à la fin de sa pièce, avec la traduction française en regard, le témoignage de ces fameux « Statuts de l'Inquisition d'Etat » que Daru fit connaître à la France en 1819. Il s'agissait, en effet, d'un code monstrueux, plein d'horribles conclusions... mais, à la fin de 1828, c'est-à-dire sept ans avant qu' « Angelo » vît le jour, le comte Tiepolo avait démontré, avec des preuves irréfutables, que ces statuts infernaux n'avaient jamais existé au sein du Conseil des Dix.

La dernière partie de cet essai traite de l'attitude de Victor Hugo envers l'Italie aspirant à l'indépendance et, particulièrement, les rapoorts que l'écrivain romantique français eut avec Garibaldi, pour lequel il nourrissait une admiration sincère et profonde et à qui il ne manquait pas de montrer sa sympathie.

SON EXCELLENCE MARINETTI CONTRE LE MACARONI

Au cours d'un banquet, le poète et académicien Marinetti a condamné la cuisine traditionnelle (Les journaux)



En public, avec force paroles, Il recommande les mets futuristes.

Mais dans la vie privée, il commande : « Un bon petit rizotto milanais ! »

(*Guerin Meschino,* 23 novembre.)

LE MONDE IBÉRIQUE

Une semaine d'agitation en Espagne

L'Espagne traverse une période que nous pouvons considérer comme très grave, écrit dans le *Secolo* de Lisbonne un observateur voisin. Comment en douterait-on lorsque le général Berenguer, le chef du gouvernement lui-même, a déclaré officiellement à toute la presse : *Je ne puis tolérer plus longtemps cet état d'alarme, cette situation d'agitation continuelle qui porte le trouble dans tous les foyers et dans tout le pays, entraîne la baisse de la peseta et nous met, devant le monde, dans une posture regrettable.*

Le gouvernement provisoire du général Berenguer, qui se pose avant tout comme le redresseur des torts du Directoire, est nécessairement porté à relever ce que le général Primo de Rivera avait détruit, c'est-à-dire la vie constitutionnelle et parlementaire dans le libre jeu des partis. Mais précisément ces partis, déjà malades lors du coup d'Etat, ont été par la Dictature complètement désagrégés. Ils gisent en morceaux, sans programme, sans chefs et même sans but ; ils ne connaissent ni leurs forces ni leur faiblesse. Or, les partis sont nécessaires pour l'élection, le partage et le fonctionnement d'un Parlement. Leur reconstitution, leur encadrement devraient donc précéder les élections qui, dès lors, n'apparaîtraient plus comme prochaines. C'est ce que semble avoir soutenu le roi dans les Conseils du gouvernement quand, le mois dernier, ses ministres proposèrent les élections pour décembre. A la requête d'Alphonse XIII on recula cette date, *sine die*. Mais le général Berenguer tenait à convoquer au scrutin, d'une part parce qu'il l'avait solennellement promis, d'autre part parce qu'il était persuadé que le décret appelant les électeurs aux urnes désarmerait les critiques de ses adversaires de gauche et séduirait la droite. Par les événements de cette semaine, on peut voir que cette mesure, enfin obtenue



LES DEUX FANTOMES

— Huuum !
— Huuum !

(De l'*A.B.C.* de Madrid.)

du roi le 13 novembre, n'a fait que redoubler les violences des républicains, pousser plus à gauche les libéraux et réveiller enfin les espoirs des amis secrets de la Dictature, avec qui le gouvernement croyait en avoir fini.

On a prétendu que le roi n'était pas opposé aux élections. Cependant, la solennité de la séance du Conseil des ministres, la confirmation de la confiance du souverain, demandée formellement par le président du Conseil, indiquent bien que l'accord du 13 réglait un point contesté entre la Couronne et le Cabinet. La suite des événements laisse d'ailleurs soupçonner que cet accord est demeuré encore précaire. Quoiqu'il en soit, le décret a paru qui convoque les électeurs pour le 1er mars.

Conséquences imprévues

Le général Berenguer espérait que ce retour à la vie parlementaire et ces élections, après dix ans sans scrutin, lui vaudraient sinon la popularité, du moins la confiance générale. Le résultat fut très différent. Certes, les conservateurs libéraux de *La Epoca* ont approuvé son geste :

Deux choses sont certaines, écrit ce journal : il y aura des élections et il y a un gouvernement... Il s'agit de réunir un Parlement pour réaliser une œuvre et cette œuvre est définie dans un programme. Les Cortes ne sont pas un décor politique, mais une nécessité. Et le Cabinet Berenguer dit *à la Couronne* et au pays pourquoi il sent la nécessité de cet instrument et ce qu'il lui demande.

Mais cet éloge resta unique. Chez les libéraux, que l'on prétendait séduire, la critique fut violente et pleine de dédain :

Nous croyons qu'il est nécessaire d'aller sans délai aux élections, exprime *El Sol*. Mais des Cortes comme celles que l'on prétend convoquer continueront le désordre stérile et même pire, le plus dangereux désordre. Un écrivain monarchique prétend que « seule la Couronne peut trouver des solutions indépendantes et normales », comme si l'on pouvait qualifier de normales des élections organisées par un gouvernement comme celui-ci, composé de conservateurs et de palatins ».

Cette hostilité allait s'accentuer chaque jour pour atteindre le ton violent de l'article de José Ortega y Gasset, dans ce même *Sol*, journal libéral monarchique, qui acceptait de publier ces phrases : *L'Etat n'existe pas. Espagnols construisez-le. Mais d'abord abattez la monarchie.* Les partis constitutionnels de gauche soutenaient partout la thèse que l'expérience Berenguer ayant échoué et le retour à la Dictature étant impossible, il était urgent d'aller plus à gauche et de former un ministère Alba pour faire des élections libres. Tout le personnel albiste s'agitait beaucoup, en effet, et les nombreuses entrevues des libéraux entre eux donnaient l'impression qu'ils préparaient un Cabinet tout prêt à être offert au roi. Le général Berenguer n'avait pas prévu qu'en convoquant au scrutin, il déchaînait les convoitises de tous ceux qui prétendent « organiser » les élections « libres et sinceres ».

La grève générale

Mais où la concession faite par le Cabinet fut interprétée avec le plus d'hostilité violente, ce fut dans les milieux d'extrême-gauche, républicains, socialistes et communistes. Si, comme le soutient le comte de Guadalorce dans *Figaro*, les républicains seront étonnés de leur petit nombre au prochain scrutin, on conçoit qu'ils aient préféré affirmer leur puissance avant cette épreuve défavorable. Bien que divisés politiquement entre eux par la question catalane et bien qu'en zizanie interfractionnelle, les trois groupes hostiles au régime ont collaboré à la grève générale politique qui éclata le 16 novembre, à propos d'un fait-divers pénible — l'écroulement d'une maison ouvrière — violemment exploité. L'enterrement des victimes donna lieu à des manifestations, et la répression de ces troubles à la grève générale qui fut effective à Madrid, partielle, mais agitée, dans les provinces. Les extrémistes ont très difficilement obéi à l'ordre de reprise du travail, donné par les syndicats. Mais l'événement n'a pas répondu à leurs espoirs : ils pensaient que les libéraux d'une part, un groupe d'officiers mécontents de l'autre, profiteraient de l'agitation pour « tenter le coup ».

Le spectre de la dictature

Il fut toutefois une journée, celle du 20 novembre, où la crise atteignit son point culminant. Ce fut le moment où l'échec politique du général Berenguer, dans la question électorale, parut si évident que ses adversaires les plus acharnés, les partisans de l'ancienne Dictature, jusqu'ici muets dans leur opposition, semblèrent reprendre l'avantage. Encouragés par qui ? Par les événements, sans doute. Par le roi ? On l'a soutenu. Tant de faits, mal éclairés, se sont succédé dans cette journée que les thèses les plus diverses y trouvent des aliments : la visite du chef de la police au roi, puis ses entrevues avec les chefs de l'armée, les mouvements nocturnes de troupes sont peut-être des preuves moins concluantes que le langage du président du Conseil lui-même, qui a fait cette déclaration :

J'ai voulu gouverner dans le cadre des lois, mais si de tels procédés libéraux engendrent des faits contraires à mes buts, ce n'est pas moi qui, en tout cas, en serai responsable. Ceux qui agissent dans le désordre, au nom d'espoirs très vagues, oublient que survivent d'autres forces. Je suis en position d'apprécier la puissance des pressions qui s'exercent sur moi d'un côté et de l'autre, et par conséquent de savoir ce que les uns et les autres préparent. Réfléchissez bien à cela.

Ces déclarations ont eu leur effet et de sensation et d'apaisement. Les libéraux se sont récriés très fort. *El Sol* s'est cabré « devant la menace téméraire : *Un chef de gouvernement*, dit-il, *ne peut se déclarer vaincu d'avance ni par la révolution ni par la dictature.* Mais la menace officielle n'en a pas moins agi et tout a été beaucoup plus calme après, d'autant plus que de vigoureuses mesures ont correspondu au langage officiel. Aucun journal ne tranche entre les deux suppositions possibles : ou bien le roi a autorisé le général à jouer de la menace de la Dictature, ou bien il a nettement menacé son ministre de s'adresser à plus énergique que lui.

Une semaine gagnée

Le général Berenguer a donc gagné une semaine — la semaine critique. Mais des difficultés graves subsistent et de nouvelles complications surgissent à chaque instant. Les plus gros soucis viennent de l'armée : l'évasion du commandant Franco est une victoire pour les éléments agités, particulièrement nombreux dans l'aviation. Pour qui travaille ce petit groupe ? Franco se défend d'être républicain, mais il a de nombreuses relations dans l'extrême-gauche. Il y a des officiers qui se mettent à la disposition du roi, pour une politique personnelle ; d'autres au service d'un des nombreux aspirants à la Dictature ; quelques-uns sont tentés par les projets de république aristocratique d'un des fils de M. Maura. On affirme encore que le prince des Asturies, héritier présomptif, a des partisans personnels et même une politique. Cette division explique les hésitations de l'armée. La visite du roi et du général Berenguer aux casernes d'artillerie de Getafé a donc eu, dimanche, une grande portée. C'était, semble-t-il, la conclusion provisoire de la semaine critique. Don Alphonse s'est présenté aux troupes avec son ministre, d'accord et solidaire avec lui. Exortation muette à la discipline et au loyalisme envers la Couronne et son gouvernement unis. Le général Berenguer a été tout réconforté par cette manifestation. Le soir, recevant la presse madrilène, il a plaisanté les craintes que lui avait exposées M. Jacques Marsillac, rédacteur en chef du *Journal* (de Paris), à qui il avait donné audience. Mais le président du Conseil semblait avoir oublié que ces craintes avaient été bien plus fortement exprimées par lui-même, dans une déclaration déjà vieille de deux jours...

M. QUESNAY A MADRID

La pré-stabilisation de la peseta

La baisse profonde du change espagnol, suivie d'un heureux relèvement, a rendu le public extrêmement sensible aux problèmes monétaires. Aussi la visite de M. Pierre Quesnay à Madrid a-t-elle soulevé un vif intérêt. On avait déjà vu M. Rist, expert français, venir, aux derniers jours du Directoire, donner d'excellents conseils en faveur de la stabilisation de la peseta, une des rares monnaies d'Europe qui n'ait pas subi l'opération à la mode. M. Quesnay venait-il à son tour comme « médecin de la monnaie » ? Le directeur de la *Banque Internationale des Paiements* s'est empressé de déclarer que la peseta n'avait nul besoin du docteur ; il venait à Madrid, comme



— Comment va cette livre ? Et ce franc ?
(*A.B.C.* de Madrid)

dans les autres capitales, prendre contact avec l'Institut d'émission. « *La valeur intérieure de la peseta*, a-t-il indiqué, *me semble supérieure à sa cotation étrangère, grâce à sa puissance d'achat.* » « *L'Espagne*, a-t-il ajouté, en s'adressant au rédacteur d'*El Sol*, *pourra stabiliser quand elle le voudra.*

Les déclarations de M. Pierre Quesnay ont été l'objet de nombreux commentaires. On les approuve généralement. Mais l'*A. B. C.* de Madrid fait quelques réserves. M. Quesnay, dit-il en substance, est un spécialiste remarquable des trésoreries délabrées par la guerre ; il rapporte tout au précédent des maladies de la monnaie française. Tel n'est pas notre cas. Et nous ne rentrons pas dans son dilemme : ou fixer la réserve-or et laisser varier le change, ou faire manœuvrer sa réserve-or et fixer le change. L'*A.B.C.* ne semble pas pressé de stabiliser. Et il croit sentir, dans cet appel à manœuvrer la réserve, une invitation au voyage adressée à l'or espagnol.

Pour *La Epoca*, au contraire, l'Espagne est entrée dans la période de prestabilisation : « *On va à la stabilisation, mais on y va consciemment et intelligemment, ce qui veut dire qu'on ne fera, dans cette période d'attente, que ce qui est indispensable à la préparation du succès. Notre gouvernement respecte l'opinion, il veut marcher d'accord avec le Parlement et ne pas s'arroger les attributions de la souveraineté nationale. La période de prestabilisation doit durer jusqu'à la réunion des Cortes.* »

LE THÉATRE ESPAGNOL

Une pièce sur Gabriele d'Annunzio

Le titre seul de la dernière pièce de M. Jacinto Benavente, « *Les Guenilles et la Pourpre* », qui nous semble grandiloquent, arrache des cris d'admiration au correspondant madrilène du *Diaro de la Marina*.

« *C'est une œuvre théâtrale, écrit M. Fernandez Cuenca, éminemment, authentiquement théâtrale. Théâtrale par sa forme, et par son fond, par ses idées et par son expression, par sa beauté et par sa force.* »

Théâtre biographique, d'ailleurs, qui met en scène, sur le thème de l'Amour et de la Mort, la passion de Gabriele d'Annunzio et d'Eleonora Duse.

« *Jacinto Benavente, écrit le critique de* La Epoca, *a su voir dans les amours de Duse et de d'Annunzio, un puissant sujet dramatique. Pour le réaliser en cinq actes — actes détachés, indépendants, qui semblent la série d'estampes d'une existence — il a utilisé avec grandeur les moindres éléments : la gloire mutuelle qui, en parfait accord amoureux, allait à l'auteur et à l'actrice, l'égoïsme de l'amant, entraîné par son imagination éblouissante, l'abandon, la douleur du scandale et de la curiosité cruelle du public, le refuge dans la charité, le spectre de la misère qui ruine la santé de l'artiste, épuise ses dernières forces, enfin, la mort, au loin, avec la suprême amertume de l'échec. La pourpre des jours de gloire et d'amour se déchire en misérables guenilles. Tel est le drame. Rien de plus, Mais cela suffit.* »

Le rôle d'Eleonora Duse est tenu par Maria Palou, « *la figure la plus complète de la scène espagnole d'aujourd'hui* ». Le critique lui reconnaît « *art, beauté, émotion, sentiment, sympathie, grâce, sensibilité* ». On pourra conclure comme plus haut : « *Rien de plus, mais cela suffit.* »

⊙ ⊙ ⊙

Une traduction de Siegfried

M. Enrique Diez Canedo a traduit, pour la compagnie de Mme Carmen Diaz, le *Siegfried* de Jean Giraudoux :

« *En traduisant cette œuvre pour la publier en librairie, a-t-il déclaré à l'A. B. C., j'étais persuadé qu'il serait impossible de la représenter en Espagne. C'est l'enthousiasme de Carmen Diaz qui lut la comédie et en sentit la valeur, comme une artiste habituée aux réalités de la scène, qui a amené cette pièce devant le public du Fontalba.* »

Siegfried, traduit avec une grande fidélité, a été bien accueilli par la critique. M. Carlos Fernandez Cuenca loue, dans *La Epoca*, M. Giraudoux de très bien connaître l'Allemagne et d'avoir admirablement transposé son roman pour le théâtre.

Le génie navigateur des Portugais

Deux événements récents rappellent la persistance, chez les Portugais, du génie navigateur et colonial, qui est une tradition de leur peuple. La navigation aventureuse, de nos jours, se fait par les airs, et c'est en effet sur l'avion *Marao* que le capitaine Moreira Cardoso et le lieutenant de Moraes Pimentel ont relié la mère-patrie à l'Inde portugaise, en réalisant le raid de Amadora à Goa, du 1er au 19 novembre, à bord d'un petit appareil de tourisme, et après un parcours patient et régulier. « L'aviation portugaise, écrit le *Diario de Noticias*, a ajouté un nouvel exploit au cycle de ses triomphes. »

Un deuil, d'autre part, évoque le souvenir des grands marins portugais : la mort de l'amiral Ernesto de Vasconcelos. C'est à Vasconcelos que l'on doit la centographie et de remarquables études d'hydrographie d'une grande partie des côtes d'Afrique.

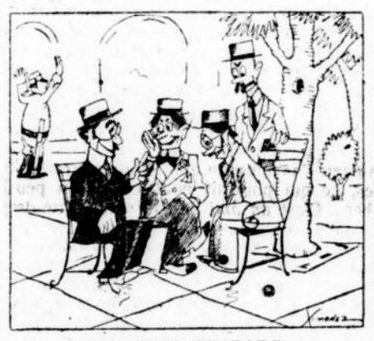
Elections en Amérique latine

M. Vincent, président de la République d'Haïti

C'est un grand triomphe pour la cause nationale haïtienne que l'élection de M. Stenio Vincent à la présidence de la République. A vrai dire, il n'y avait plus qu'une question de personne à trancher, depuis les élections législatives où les candidats nationalistes avaient eu un succès complet. Seuls, leurs partisans affrontèrent la lutte présidentielle : entre MM. Stenio Vincent et Seymour Pradel, tous deux patriotes éprouvés, le Congrès a choisi le premier, sur des préférences toutes personnelles.

On sait que la république libre d'Haïti est occupée, depuis 1915, par les forces navales des Etats-Unis. Aidé par des présidents, gagnés à sa cause, le gouvernement américain a peu à peu confisqué toute l'administration de l'île. Le parlement avait été mis en congé par le président Borno qui, s'appuyant sur l'occupation étrangère, s'était fait reélire par le Conseil d'Etat, nommé par lui-même. Le budget était imposé par le Haut Commissaire des Etats-Unis ; l'Instruction Publique, dans ce pays à la langue française, était dirigée par les nord-américains, qui faisaient les plus grands efforts pour imposer l'usage de l'anglais.

Le nationalisme haïtien mène une lutte héroïque pour maintenir la langue et les traditions héritées de la France. Une révolte sanglante éclata en décembre 1929, contre M. Borno et les scandales de son administration, dévoilés au Sénat des Etats-Unis, furent tels que le président Hoover, se desolidarisant de ce serviteur compromis, ordonna une enquête. Menée avec impartialité, cette procédure fit éclater la formidable impopularité du président Borno. Sur la consultation des partis, un très honnête homme, M. Roy, fut nommé président provisoire. C'est lui qui vient d'organiser les élections d'où est sorti, très régulièrement, le triomphe des nationalistes sur les « collaborationistes », ou partisans de l'occupation nord-américaine. Quant à M. Borno, il s'est refugié à Paris pour éviter, à Port-au-Prince, le châtiment capital.



LE CLUB DU PARC

— Vous savez que Barcelo soulève la province d'Oriente ?
— Qu'est-ce que tu racontes, mon vieux ? Tu retardes : ce n'est déjà plus le dernier bobard !

(Dessin de Ximenes, dans le *Diario de la Marina*, de la Havane, à propos de la campagne électorale.)

M. Stenio Vincent, licencié de la Faculté de Paris, est un homme de 56 ans, d'une belle prestance et d'une physionomie tout à fait française. Son programme comporte la défense de notre langue, la remise des fonctions publiques aux Haïtiens, le retour au travail des ouvriers du pays, réduits au chômage par l'introduction, sous M. Borno, de la main-d'œuvre jamaïcaine, pour favoriser les travailleurs de langue anglaise. Le succès des nationalistes et l'élection de M. Vincent sont donc des batailles gagnées pour notre influence par les derniers champions, avec le Canada, de notre langue dans le Nouveau-Monde.

M. X..., président de la République de l'Uruguay

Demain, auront lieu les élections présidentielles en Uruguay. Le pays est le seul au monde où le pouvoir exécutif est bicéphale, étant partagé entre le président de la République et le Conseil National d'Administration, formé des ministres des Affaires Etrangères, de la Défense Nationale et de l'Intérieur. Sur un siècle d'indépendance (l'Uruguay a célébré son centenaire cette année), 65 ans ont été occupés par la domination consécutive du parti radical, ou *colorado*. Le président sortant, M. Campistegui, d'origine basque française, appartenait donc, comme ses prédécesseurs, à un groupe. Mais les *colorados* sont divisés en trois fractions qui se disputent l'investiture pour la présidence. Et c'est là le risque qui les menace en face de leurs adversaires, les *blancos* ou nationalistes, unis autour de la candidature de M. de Herrera. Pour mettre d'accord les trois tendances, les radicaux ont convenu que MM. Terra et Fleurquin se désisteraient en faveur de M. Manini Rios, si celui-ci obtenait 17 % des voix *colorados*. Dans la compétition des trois candidats entre beaucoup plus la rivalité des groupes que des différences essentielles de programme.

Le président du parti nationaliste, M. Lionel Aguirre, qui soutient la candidature de M. de Herrera, expose, dans *El Pais*, sa réclamation contre l'adversaire radical qui a monopolisé le gouvernement plus longtemps qu'aucun autre gouvernement dans le monde :

Un parti politique qui se maintient 65 ans au pouvoir, sur les 100 ans de vie nationale, vieillit et se décompose dans la sécurité de gouverner plus longtemps que tout autre parti du monde civilisé, immobile tandis que tombent les trônes et surgissent de nouvelles nations. Cette vieille bande, désagrégée par son anarchie et dévorée par les ambitions rivales peut être battue devant les urnes, malgré l'appui des intérêts qu'elle s'est acquis par son long usage du gouvernement.

M. Sosa, leader colorado, a fait, de son côté, des déclarations curieuses :

La situation est difficile et compliquée dans mon parti divisé en face d'un adversaire qui donne un exemple d'harmonie et surmonte ses querelles intérieures pour parvenir au gouvernement. Il est vrai que nous vivons sous une absurde constitution, mais, en fin de compte, comme la présidence et le Conseil National sont colorados, il n'y a pas de raison pour que notre parti quitte le pouvoir. Et, il s'agit, à ces élections, de maintenir ce droit. En ces derniers temps, nos fractions ont voté ensemble, mais engagent le fer entre elles, comme des héritiers d'un oncle des Indes. Les nationalistes nous y encouragent et font des progrès...

Cette déclaration exprime bien les craintes des radicaux, qui redoutent surtout que la vague panaméricaine de bouleversements politiques et de renversements électoraux ne les atteignent à leur tour. La bataille en Uruguay sera très serrée, mais son résultat sera long à connaître. Le système électoral est si précis et entouré de telles garanties, qu'il est le plus lent du monde à faire rendre aux urnes leur oracle.

Le programme du gouvernement argentin

Ce qu'évite avec le plus de soin le général Uriburu, président provisoire de la République Argentine, c'est de paraître un dictateur. On dit le peuple qu'il gouverne particulièrement exigeant sur le chapitre de ses droits. Aussi le général, porté au pouvoir par la révolution du 6 septembre, est-il le seul chef d'Etat, parmi ceux qui dirigent des gouvernements d'origine violente, qui ait maintenu tous les droits, toutes les garanties des citoyens tranquilles. Avec beaucoup de netteté, il vient d'orienter sa politique vers le retour aux élections et à la vie parlementaire, et son programme a été énoncé très clairement par le ministre de l'Intérieur, M. Sanchez Sorondo, dans son discours de La Plata.

M. Sorondo, qui est une des meilleures « têtes » du gouvernement, a d'abord fait un tableau impressionnant de la situation du pays à la veille de la Révolution.

Le plan d'action exposé par le ministre de l'Intérieur semble logique lorsqu'il a déclaré, selon un télégramme reçu ici par la Nacion :

Notre programme est concret : nous constituerons les gouvernements des provinces, nous ferons les élections nationales et soumettrons aussitôt après au Congrès les réformes constitutionnelles et législatives pour lesquelles nous allons consulter les partis. Nous désirons que ce Congrès sanctionne les buts de la révolution comme le peuple les a déjà consacrés. Alors nous serons sortis de l'état révolutionnaire et nous pourrons passer à l'élection du Président de la République et du vice-président.

L'échange de vues est déjà commencé entre le gouvernement et le principal des groupes qui le soutient, la Fédération Nationale Démocratique, sorte d'Union conservatrice qui marche d'accord avec les socialistes indépendants. La Fédération envisage les réformes constitutionnelles à peu près sous le même angle que le général Uriburu. Ces réformes tendront donc à renforcer les garanties de l'autonomie des provinces, sans cesse violée par les présidents autoritaires, comme M. Irigoyen, à l'ordre budgétaire et à l'indépendance de la justice. On pense que les élections d'où sortira le Congrès charge de reviser la Constitution pourront avoir lieu dès le printemps prochain. Les vacances forcées du Parlement n'auront donc duré que six mois.

Avant le match Carnera-Paulino

Barcelone attend avec impatience le grand match de boxe entre Paulino Uzcudun et Carnera qui, si l'ordre politique n'est pas troublé, se rencontreront demain. Le manager du Basque voit en son poulain le futur champion du monde ; il croit qu'il sera vainqueur aux points. Mais certains admirateurs de Paulino craignent pour son entraînement, car le boxeur vient d'être le héros d'une aventure romanesque qui a fait jaser toute l'Espagne.

Une jeune fille se précipita un beau jour, affolée, au commissariat de Bilbao. C'était une



Primo Carnera et Paulino Uzcudun vus par Cebrian.
(*A.B.C.* de Madrid.)

riche nord-américaine qui avait fait la connaissance de Paulino en venant des Etats-Unis par l'*Ile-de-France*. Le champion l'avait séduite et enlevée et elle venait demander protection et rapatriement à New-Jersey. On s'émut beaucoup de l'aventure du boxeur et l'on se demanda si cette histoire n'allait pas lui interdire le retour en Amérique et lui valoir la perte de sa forme.

L'enquête a rassuré ses admirateurs. La jeune fille a été confondue. Cette gamine de 18 ans était Espagnole et n'avait en Amérique qu'un oncle à qui elle avait fait visite récemment. En revenant de New-York, elle avait rencontré Paulino à bord, mais leurs rapports s'étaient bornés à des banalités de pont. La renommée du champion agit sur cette imagination détraquée qui inventa tout ce roman pour échapper à sa famille espagnole et se faire rapatrier auprès de l'oncle d'Amérique.

La petite menteuse a été enfermée dans un couvent en attendant d'être rendue à sa mère. Ajoutons qu'elle s'appelle Mathilde et qu'elle est jolie.

LA POLITIQUE SUD-AMÉRICAINE VUE DE NEW-YORK



— Chers compatriotes ! Nous venons d'élire notre nouveau Président. Et maintenant, à bas le tyran !
(*Judge.*)

EMPIRE BRITANNIQUE

Que les Anglais nous reprochent-ils?

M. Ferdinand Tuohy, journaliste connu pour ne point nourrir des sentiments francophiles, imagine qu'il a rencontré, à Genève, un Français qui lui a demandé, en un anglais grotesque : « Mais qu'est-ce que les Anglais ont donc contre nous ? » L'explication publiée par The Sphere *(4-10-30), aidera, pense suavement M. Tuohy, un certain nombre d'Anglais à formuler leur pensée.*

Monsieur — ainsi parla-t-il — l'Angleterre ne peut pas contempler d'une humeur égale la marée qui monte contre vous. Si vous êtes à demi-isolés, si vous avez perdu vos amis de guerre, vous en êtes en partie responsable. Pour l'Italie, il n'y eut guère de votre faute. Vous la traitâtes, à la Conférence de la Paix, en puissance secondaire, mais vous ne pouviez savoir qu'un Mussolini était en chemin. Depuis lors, vous avez toujours été convenables envers les Italiens, pour la nation comme pour les individus. Pour l'Amérique, c'est autre chose. L'Amérique vous a laissé tomber, en repoussant la S.D.N. et la garantie anglo-américaine, sans l'espoir de quoi Clemenceau n'eût jamais voulu des conditions qu'il accepta. Mais si vous aviez été psychologues *avant tout*, vous auriez payé vos dettes. Au lieu de cela, vous avez agité des drapeaux sous le nez de Jonathan (espérant qu'il vous tiendrait quittes) pendant que vous riiez et vous moquiez de lui derrière son dos. Déjà mécontent d'avoir été tondu — en voyage — il se retourna soudain... et vit !...

Maintenant, Monsieur, voyons pour nous.

La mechanceté, la calomnie, la malveillance, les machinations que vous avez déployées à notre endroit ont été excessives. *Vous*, c'est-à-dire *la presse parisienne*, qui donne le ton au pays. Votre attitude est née de la guerre. Vous détestiez nous devoir de la reconnaissance. Cela froissait votre vanité. Pour le traité, vous nous en avez voulu de deux choses : avoir empêché l'annexion de la Rhénanie et « perfidement » d'avoir exécuté une reculade sur la garantie anglo-américaine. Ces deux points ont été la base de toute votre animosité. Le second était parfaitement injustifié. Si les Américains n'acceptaient pas, nous n'acceptions pas.

■ ■

Sous le nom d'Anglo-Saxons vous avez pris la regrettable habitude de nous mettre toujours dans le même paquet, les Américains et nous. Mais jamais vous n'attribuez aux Américains un mauvais tour que nous vous aurions joué, tandis que vous ne manquez pas de nous charger de tous les mauvais tours de l'Amérique.

Nous avons eu de la peine à avaler la façon dont vous avez accepté que nous vous abandonnassions 67 0/0 — je crois — de ce que vous nous deviez légalement. Vous avez empoché tranquillement comme une chose due, sans un remerciement. En retour, vous avez condescendu, plus tard, à nous donner 8.000.000 de livres sterling par an, accordés comme si nous étions des Shylocks. Vous avez montré la livre croquemitaine dévorant le franc, vous nous avez représentés comme faisant baisser votre change puis en profitant. Alors que vous même, sur les cours, vous jouiiez et faisiez des tours de passe-passe.

Ce mythe de la livre sterling a empoisonné contre nous l'esprit des Français... Jamais je n'ai connu une amertume pareille à celle de 26-27. Aujourd'hui, vous êtes gorges d'or, et vous reconnaissez notre générosité sans parallèle en nous prenant tout l'or que vous pouvez, sans jamais songer aux centaines de milliers d'Anglais qui sont venus à votre aide dans l'adversité en souscrivant à votre emprunt de guerre. Le pire, peut-être, ce fut quand à la Haye vous combattîtes comme des furies parce que M. Snowden refusait de vous donner 2.000.000 de livres de plus par an. Tout ce qui fut versé sur nos têtes ! Les insultes ! Le venin des journaux !...

Et votre presse... A l'exception d'un ou deux journaux de gauche, elle maintient depuis plus d'une décade un barrage hostile contre l'*Angleterre* et *les Anglais*. Elle pense le pire, impute les pires motifs... Parfois comme si les rédacteurs avaient en cela une mission spéciale ou un intérêt... Cet empoisonnement par la presse a mené à un tel culte anti-anglais qu'il n'y a plus en France de justice légale pour les nationaux britanniques. Non seulement on les assassine impunément — les victimes honteusement calomniées — mais tout Anglais ayant à faire aux autorités pour un accident d'auto ou toute autre cause, peut savoir que son cas est jugé d'avance...

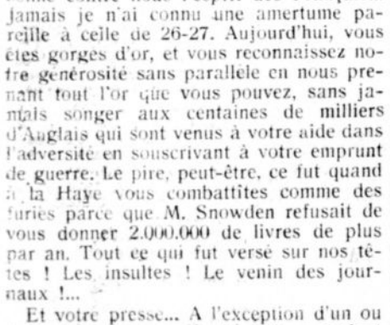
■ ■

Pour revenir à des choses plus importantes, il y eut votre façon d'agir à Chanak, aux Dardanelles, quand non seulement vous refusâtes de vous joindre à une minuscule garnison anglaise — pensant tirer de votre abstention un avantage politique — mais encore vous laissâtes votre délégué, Franklin-Boutillon, croiser dans le voisinage, « pour des négociations » avec les Turcs de Moustapha-Kemal. Et votre façon mal élevée, au temps de la Ruhr, de vouloir nous faire sortir de Cologne où nous vous gênions ! Vous vouliez rendre notre position si ridicule qu'elle en serait intenable. Procédé d'allié ! Mais votre oubli de ce que nous avons fait dans la guerre n'a eu d'égal que dans l'exagération de ce qu'ont fait d'autres. Pourtant, nous avons perdu 966.000 morts, si vous en avez perdu 1.300.000 (chiffres justes, ceux-ci. Je déteste parler en chiffres des morts, mais vous ne faites guère autre chose). Je pense toujours à ce sublime exemple de Poincaré dévoilant la statue de Foch à Cassel, et avec tout le saillant d'Ypres devant lui, trouvant moyen de sortir de son discours sans une allusion directe aux Anglais. Quand arriva la Légion Américaine, les cieux s'enflammèrent. Quand notre Légion suivit : pas la plus petite illumination. Du sentiment, bien sûr. Mais le sentiment, c'est quelque chose, parfois. Ce que vous vous rappelez surtout de nous, en France, c'est la retraite de la cinquième Armée.

Symptomatiques aussi les applaudissements presque sauvages qui saluèrent la pièce du jeune Rostand où la reine Victoria est montrée comme de connivence dans la mort du Prince Impérial. Dans la même veine, voyez vos kiosques à journaux tapissés de caricatures offensantes pour nous... vos librairies, où rien ne se vend mieux qu'un livre idiot sur les espions anglais...

Quant à parler de l'Angleterre, même les académiciens qui la visitent ne trouvent à parler que du brouillard, de la cuisine et de Hyde Park la nuit. Abel Hermant regrette maintenant qu'il y ait là trop de lampes électriques ! Quand avez-vous montré par lettre, parole ou action quelque sympathie pour nos ennuis d'après-guerre ? Au pire moment de la tragédie du Pays de Galles, vous supprimiez les importations. Vous n'avez pas de chômeurs et pourtant les sujets britanniques ont la plus grande peine à entrer en France pour y travailler ! Votre homme politique le plus en vue parlait de nous récemment comme du « pays qui a en réalité perdu la guerre ». Et en était-on fâché ? Vous avez découvert, après les élections allemandes, que vous pourriez encore avoir besoin de nous, mais jusqu'alors votre espoir chéri était que les choses aillent mal pour l'Empire britannique...

Nous n'aurions qu'un moyen d'obtenir votre bienveillance : avoir toujours Sir Austen Chamberlain aux Affaires étrangères, ce qui pourrait nous coûter un peu cher... C'est *un ami de la France*. Pas de nuances avec vous. *Ami* ou *ennemi*. Ici, à Genève, vous nous avez comme d'habitude dûment étiquetés. Il y a un fait dominant auquel vous n'avez jamais fait suffisamment attention. Votre empire n'empiète pas sur le nôtre, ni le nôtre sur le vôtre. Cela aurait pu vous engager à demeurer du côté de l'Angleterre, même au prix de quelques sacrifices (à vos yeux). Au lieu de cela, vous avez rejeté l'amitié de l'Angleterre. Et maintenant, le sentiment qui prévaut, c'est que vous êtes en réalité une véritable peste, des semeurs de trouble, avec vos névroses variées : gros sous, sécurité, gloire et le reste...



STANLEY : Le docteur Livingstone Siméon, je présume ?

[Autant le Stanley d'autrefois éprouva de joie en retrouvant Livingstone au cœur de l'Afrique, autant le Stanley (Baldwin) d'aujourd'hui est heureux de se découvrir un allié — Sir John Simon — parmi la jungle du Parti Libéral.]

(*Daily Herald*, 18-11-30.)

La correspondance de la Reine Victoria

Quelle grande figure, soumise à la postérité — aux postérités, successives et ingrates, devrait-on dire — ne connaît des périodes tour à tour d'éclat et d'oubli, voire de dénigrement ? La mémoire de la reine Victoria, après, peut-être, un excès d'honneur, avait chu dans cette indignité. En Angleterre même, depuis quelque dix ans, on n'avait que dédains et que lazzis pour les soixante-trois ans tout entiers de l'époque victorienne, on en reniait d'un même cœur les modes et les livres, les habitudes, les goûts, les sentiments même.

Voici que les appréciations changent, à leur ordinaire. On s'aperçoit que l'Angleterre, de 1837 à 1901, ne fut pas tout à fait sans beauté, ni sans grandeur. Et les nouvelles générations découvrent le grand souverain que fut la reine Victoria.

La publication, par M. George Earle Buckle, des papiers de la reine, est, certes, pour beaucoup dans ce dessillement. L'habile historiographe donne, ces temps-ci, le premier volume de la troisième série consacrée à la présentation de ces archives. Les fragments du journal privé de la souveraine, des lettres par elle reçues ou envoyées, y sont juxtaposés et annotés avec tant d'art et d'intelligence qu'ils offrent, en 700 pages dont aucune n'est superflue, l'histoire profonde des années embrassées par ce dernier volume : 1886 à 1891.

Les hommes politiques défilent : Gladstone, son Home Rule, son gouvernement « pernicieux et fatal », Lord Randolph Churchill « étrange et fou », Lord Salisbury qui « en sept mois a déjà relevé notre situation », M. A. J. Balfour (plus tard comte Balfour) « intelligent et agréable ». La reine surprend ses ministres et souvent leur est de grand secours par la connaissance intime et perçante qu'elle possède de toutes les affaires européennes, grâce à ses relations de famille et grâce aussi à une habile intuition.

L'Allemagne cause à la vieille souveraine des chagrins, puis des inquiétudes. Son gendre, l'empereur Frédéric II, meurt, et Guillaume II semble promettre tout ce qu'il a tenu depuis : le « jeune homme emporté, vaniteux, aux idées fausses, et dénué de tout sentiment », qui déjà montre de l'hostilité pour son oncle le prince de Galles (depuis Edouard VII). L'année du jubilé, 1887, voit l'apogée du règne, l'admiration et l'amour de tout l'empire aux pieds de la femme énergique, sensée, dévouée, qui a su maintenir la dignité et la force de la royauté pendant un demi-siècle.

Tous les journaux anglais s'accordent, nonobstant les convictions politiques différentes, pour admirer à travers les pages du livre nouveau la souveraine non point ainsi révélée, mais rappelée.

Et comme à notre époque où l'on danse sur un volcan, tout finit par des modes que l'on se passe d'une capitale à l'autre, nous allons peut-être retourner au goût d'il y a soixante ans, revoir les jupes à tuniques et les fauteuils de satin capitonné.

M. Baldwin a triomphé de ses adversaires au sein de son propre parti.



(Punch.)

LA SAINTE RÉVOLTE

LE BERGER BALDWIN. — Je serais un ingrat si je ne remerciais pas ces moutons... de couleur légèrement douteuse... qui aident à consolider la fidélité de mon troupeau.

La Conférence de la Table ronde

Bien que la table autour de laquelle siègent les délégués soit disposée en fer à cheval, la conférence anglo-indienne de Londres a été dénommée « conférence de la Table Ronde », pour marquer l'égalité de tous les participants. Trois éléments y sont représentés : la Couronne par ses ministres, les 695 Etats indiens, par seize de leurs princes, l'Inde britannique par des notabilités libérales et modérées.

Dans l'ordre logique, le premier problème qui se pose à la conférence est celui des rapports entre l'Inde britannique et les Etats indiens. On sait qu'à l'heure présente, l'Empire de l'Inde comprend, d'une part, les « Provinces » formant l' « Inde britannique » proprement dite, et directement administrées par le Gouverneur Général, d'autre part, les « Etats », soumis à des princes protégés. Quel que doive être le régime qui sortira des travaux de la conférence, s'appliquera-t-il seulement à l'Inde britannique ou s'étendra-t-il aux Etats ?

Les propositions des Princes

A première vue, il semblait naturel que les princes fussent venus à Londres avec l'intention de défendre leurs prérogatives héréditaires contre l'esprit de nouveauté. Car on ne sait jamais où s'arrêtent les réformes. Et, si l'on en croit les enfants terribles du parti travailliste, avant d'élaborer de subtils projets de constitution, les altesses autonomes feraient beaucoup mieux d'accorder à leurs sujets faméliques « un grain de riz de plus par semaine », revendication tenue jusqu'à cette heure pour séditieuse.

Mais, bien loin de s'opposer aux réformes ou simplement de bouder à la tâche, les princes, pendant les cinq journées d'expansion oratoire qu'a duré la séance plénière, se sont avérés les novateurs les plus hardis, les plus empressés en tout cas à recommander une solution pan-indienne. Cette attitude a paru d'autant plus remarquable que, dans sa dépêche adressée le 20 septembre au Secrétaire d'Etat pour l'Inde et publiée ces derniers jours, le vice-roi, lord Irwin, déclarait accepter pleinement le principe d'une Inde fédérée, mais à titre de « lointain idéal », dont il ne lui paraissait ni possible ni souhaitable de hâter artificiellement la réalisation. « Très souhaitable et très possible » ont répondu les princes. Et ils ont même défini les moyens de cette amélioration. En fait, la conférence a institué une commission des relations fédérales chargée d'élaborer un plan d'organisation fédérative.

L'opinion libérale a naturellement célébré cette première étape vers le Home Rule indien.

La discussion à la conférence indienne, écrit la *News Chronicle*, ne peut permettre à aucun Anglais d'entretenir désormais le moindre doute sur les vœux de l'Inde... Une Inde fédérée a cessé d'être le « lointain idéal » dont parle la dépêche Irwin. Elle est maintenant sous nos yeux. Naturellement, il y aura des gens pour s'écrier que cela veut dire que l'Inde est perdue pour l'Empire britannique... Les discours des dirigeants indiens les plus autorisés et les plus certainement fidèles à la Couronne nous démontrent que, bien loin de briser le lien qui rattache l'Inde à l'Angleterre, une fédération indienne libre est le seul moyen de le maintenir.

Sous l'angle conservateur, les choses apparaissent un peu différemment. Le *Morning Post* estime que le fédéralisme des princes constitue avant tout une politique de défense contre la démagogie.

Nous ne sommes pas surpris, écrit-elle, d'apprendre que les princes indiens sont devenus favorables à un système de gouvernement fédéral pour l'ensemble de l'Inde. Ils y sont contraints par les changements survenus dans l'Inde britannique et qui affectent les territoires soumis à leur souveraineté. Par exemple, des droits de douane élevés sont imposés à leurs sujets, contre leurs intérêts, et au bénéfice des industries de Bombay et du Bengale, pays qui leur sont aussi étrangers que le Lancashire. D'autre part, les chemins de fer, qui sont construits spécialement dans l'intérêt de l'Inde britannique, font des crochets sur leurs territoires et lèvent tribut sur leurs peuples. Enfin, et c'est là le plus important, s'ils sont disposés à faire confiance à la domination britannique, ils le sont beaucoup moins à s'en remettre à un gouvernement de politiciens de l'Inde britannique. Leur raisonnement est celui-ci : « Si vous, Britanniques, vous êtes assez faibles et assez sots pour abdiquer votre puissance, alors nous devons penser à nous protéger nous-mêmes. » Ils ne tenaient pas à prendre part au jeu politique, mais ils y sont forcés. Et ce résultat est du moins consolant pour nous, car nous nous connaissons de bons amis dans ces Etats indiens.

Et il est exact que, si l'on examine, d'après des informations encore officieuses, le contenu des propositions que les princes seraient décidés à soumettre à la commission, on s'aperçoit qu'en dehors du maintien de la souveraineté britannique, qui est de style, ils insistent surtout sur l'égalité des droits, au sein de la fédération éventuelle, entre l'Inde britannique et les Etats autonomes. Ce qui revient à dire que les Etats ne seront pas tenus de se mettre à la remorque du mouvement démocratique des Provinces.

Ainsi, c'est le problème de la constitution intérieure de l'Inde qui provisoirement passe au premier plan, éclipsant la question des rapports de cette Inde nouvelle avec le gouvernement de Londres. C'est le moment de se rappeler que l'Inde est aussi loin que possible de tout ce qui ressemble à l'unité nationale. Races, langues, religions, autant de forces divergentes, n'ayant guère d'autre lien entre elles que l'allégeance à la Couronne, ou le désir de s'y soustraire. Comparée à ce maquis, la dissidence de l'Ulster, dans l'Irlande de 1916-1921, était un jeu d'enfant.

Le rédacteur en chef de l'*Observer*, M. J.-L. Garvin, en qui pourtant la mystique impériale prend volontiers un accent évangélique, insiste avec un réalisme assez pénétrant sur cet aspect de la situation indienne.

Il rappelle que les Provinces de l'Inde britannique comprennent un total de 250 millions d'âmes, un septième de l'espèce humaine.

Elles diffèrent entre elles, ajoute-t-il, bien plus profondément que les régions géographiques, groupes ethniques ou linguistiques les plus opposés de l'Europe. Mais elles n'ont pas encore passé par le processus, qui les eût formées en unités s'appelant des nations. De ce point de vue, la plupart des Provinces britanniques, — comme les Balkans il y a une génération, — sont un fouillis de races et de langues mêlées, sans frontières naturelles, assemblées au hasard de l'histoire. Il en est très peu dont on puisse raisonnablement penser qu'elles garderont leur forme présente. Il n'y a que des rêveurs pour supposer que la « pleine autonomie » des provinces évoque une vision d'harmonie idyllique. Elle évoque plutôt un ferment d'agitations nouvelles...

L'instruction, par le journalisme et la littérature indigènes, a un double effet : elle ne se borne pas à éveiller l'ensemble, elle stimule aussi de nombreuses aspirations contradictoires dans les parties qui constituent cet ensemble. Exactement comme cela s'est passé en Europe, des nationalités qui avaient sombré depuis longtemps, qui avaient disparu de la carte de l'Inde, reprennent conscience d'elles-mêmes et retrouvent des ambitions qui leur sont propres. Exactement comme cela s'est passé en Europe, elles veulent affirmer leur unité raciale et linguistique, et réapparaître sur la carte sans égard aux frontières politiques existantes. Exactement comme cela s'est passé en Europe, de fervents souvenirs historiques sont en train de déterminer des mouvements politiques modernes.

La question des Musulmans

Et M. Garvin d'évoquer notamment « la formidable controverse politico-religieuse entre Hindous et Musulmans. »

Dans l'Inde proprement dite, où leur religion gigantesque, multiforme, s'étendait partout à une certaine époque, les Hindous forment encore plus des trois quarts de la population, et pourtant le nombre des Musulmans dépasse le chiffre de 70 millions. Ils sont plus nombreux que la population du Japon, qui constitue une des grandes puissances. Les Musulmans de l'Inde ne sont pas seulement de beaucoup la plus nombreuse minorité du monde. Effectivement et en puissance ils comptent, dans l'Inde, pour bien plus que leur nombre. Du point de vue militaire, surtout, ils représentent, dans l'Inde, en dehors du Népal, et mis à part les effectifs proprement britanniques, l'élément prédominant et ils sont susceptibles d'être renforcés encore, comme autrefois, par l'afflux de leurs belliqueux coreligionnaires islamiques des régions montagneuses qui bordent la frontière.

Il faut absolument que cet élément formidable, qualifié de « minorité », mais qui constitue, par le fait, une force égale, possède dans tout système politique nouveau une part d'influence proportionnellement beaucoup plus grande que ne lui en confère le nombre, à lui seul.

Les Hindous et les Musulmans sont deux peuples distincts, séparés, du point de vue social, par l'épreuve la plus inexorable que connaisse l'histoire des sociétés anciennes ou modernes. Ils ne se marient pas entre eux. Leurs mœurs, leur mentalité, leur culte diffèrent à tel point que l'on chercherait en vain deux nations européennes plus différentes. Ajoutez à cela le contraste absolu de leurs conceptions religieuses. La lutte en Europe — même en Irlande — entre le catholicisme et le protestantisme n'est rien à côté.

Les Musulmans revendiquent un tiers de la représentation législative de l'Inde britannique dans le Parlement ou au Conseil fédéral pan-indien éventuel. Comment pourra-t-on éviter de leur accorder cette part ? En fait, cette grande minorité de 70 millions d'âmes n'a-t-elle pas compté dans l'histoire de l'Inde, pour deux fois son importance numérique ? Assurément. N'est-il pas à supposer qu'elle pourra en faire autant de nouveau à l'avenir, étant donné son ancien pouvoir d'ouvrir les portes fatidiques du nord-ouest et de trouver des renforts dans le monde islamique qui s'étend de l'autre côté de la frontière ? Assurément aussi. De même que les trois millions de Sikhs, si insignifiants et si affaiblis qu'ils puissent sembler aujourd'hui, ont compté, en leur temps, pour trente fois leur nombre, et pourraient redevenir un élément redoutable.

La morale de tout cela est que la majorité hindoue ferait acte de prudence en concédant intégralement aux Musulmans la « charte » qu'ils réclament.

M. Garvin, qui voit toujours grand, n'a pas toujours vu aussi juste. Il est évident qu'une partie de l'opinion anglaise, et même de la plus favorable à la libre disposition des peuples, commence à ressentir un peu de vertige devant l'immensité des conséquences possibles. « Il est inutile de viser à une constitution parfaite », écrit modestement la *Nation*, qui s'efforce de définir du moins, dans les termes d'ailleurs les plus indéfinis, le problème « immédiat ».

Le problème immédiat est de transférer le plus de responsabilités possibles de Whitehall à Delhi, et de réunir l'Inde britannique et l'Inde indienne en une fédération qui permettra à la fois aux Provinces et aux Etats de se développer suivant leurs lignes propres, en même temps que le centre gardera assez de pouvoir pour s'opposer aux « tendances fissipares » que toutes les autorités compétentes attribuent à l'Inde.

Quant au degré d'autonomie dont pourrait jouir l'Inde fédérée, quelques semaines passeront sans doute avant que la question redevienne actuelle. Il restera d'ailleurs la grande inconnue de la situation, le parti nationaliste, ou parti du Congrès. Le fait que des hommes comme Gandhi ou les Nehru, père et fils, sont absents d'une conférence sur l'Inde, ne peut pas être absolument indifférent. D'autre part, il est difficile d'apprécier la véritable consistance du parti nationaliste et surtout son action réelle sur les masses. Le programme nationaliste équivaut à l'indépendance. Or, l'hypothèse étant admise, c'est une question de savoir si dans une « Inde sans les Anglais » les multitudes indiennes trouveraient la liberté et si plutôt elles ne sombreraient pas sans espoir dans les ténèbres de la féroce société brahmanique. N'oublions pas qu'il y a, dans l'Inde, soixante millions d' « intouchables » à qui il n'est pas démontré que le Mahatma puisse jamais garantir une protection sérieuse contre le régime des castes. Quand le Prince de Galles est allé à Delhi, les « intouchables » ont rompu les barrages de police en criant : « Vive l'Angleterre ! Ne nous abandonnez pas ! »

Il est vrai, si l'on en croit la *Nation*, que le parti nationaliste a trouvé pour sa propagande un inspirateur, sans doute involontaire, mais de la plus haute qualité, dans un certain Ramsay Mac Donald, non pas, évidemment, le Très Honorable Premier Ministre de sa Majesté Britannique, mais l'ex-président de l'Independant Labour Party et ancien rédacteur en chef du révolutionnaire *Labour Leader*.

On ne se rend pas compte en Grande-Bretagne, déclare la revue radicale, de l'importance attribuée par la propagande nationaliste à certaines citations des premiers ouvrages du chef du gouvernement travailliste actuel, et l'on ne songe pas que ces anciennes théories demandent, pour être oubliées, des déclarations désormais exemptes de tout verbiage.

Peut-être, en effet, est-ce beaucoup demander.

Maurice Chevalier vengeur de Topaze

A bras ouverts, à mains claquantes, Londres accueille Maurice Chevalier. C'est à lui, dit-on, qu'il appartient de relever outre-Manche la gloire de la scène française, un peu ternie depuis l'automne. Les pièces parisiennes, en effet, n'ont pas su plaire. On avait monté — et fort bien — *Topaze* au Globe et *Chéri* au Prince of Wales ; le public avait été soigneusement préparé, on en attendait miracle. Hélas ! l'une et l'autre comédie ont plongé dans un four noir et solide comme la Tour de Londres même. Tous les journaux ont crié haro sur Topaze : invraisemblable ; comique nul, inexistante psychologie. On admire beaucoup Colette en Angleterre, mais on n'y a pas compris *Chéri*, dont le sujet a profondément déplu. Le *Sunday Times* a déclaré ne pas voir *pourquoi la Société du Théâtre avait jeté son râteau vers ce monceau d'ordures*.

Il y a eu encore *Le gendre de M. Poirier* qui a sombré dans la grisaille et le dédain.

Mais on compte sur Maurice Chevalier pour faire oublier aux Londoniens ces désappointements. Il ne troublera point l'idée traditionnelle que les Anglais se font de la gaîté française, voire de l'esprit français, que l'on veut brillants, scintillants, sautillants, légers et superficiels.

Le *Tatler*, élégante et frivole revue, donne une amusante caricature de Chevalier (19-11-30) et l'étiquette comme suit :

Maurice Chevalier, l'inimitable fabricant de mélodie et d'amusement. Ce brillant produit de la France personnifie des talents multiples ; il a obtenu, à l'écran sonore, un succès plus grand encore que sur la scène parisienne, ce qui n'est pas peu dire. Son ombre, complétée par sa voix prenante, se trouve actuellement au Carlton dans son dernier film : La grande mare. *Mais on fonde de très grands espoirs sur son apparition réelle à Londres. La rumeur publique assure que cet événement lui vaudra des cachets record.*

Le *Daily Mail* (20-11-30), moins discret, divulgue les secrets des contrats :

Maurice Chevalier recevra pour sa part la moitié des recettes. Son manager londonien a offert de lui racheter ses droits pour un forfait de 10.000 livres — 1.250.000 francs — en lui conseillant, toutefois, par amitié, de refuser ; ce qu'a fait le célèbre chanteur. Chevalier, d'après le manager, touchera une somme plus proche de 12.000 livres que de 8.000. 12.000 livres, pour deux semaines de six jours, font 1.000 livres par jour. A deux représentations chaque jour, il se trouve qu'en une heure passée sur la scène, le comique gagne 500 livres — 60.000 francs.

Est-ce vraiment un record ?

PETITES COUPURES

L'Opéra de Londres sera-t-il subventionné?

Si les Anglais ne comptent pas de grands musiciens ils aiment cependant la musique et le Grand Opéra de Londres, cruellement négligé depuis longtemps, aurait bien besoin pour se refaire des subsides de l'Etat. La presse anglaise fait entendre à ce sujet un concert où abondent les dissonances.

L'Evening News (21-11-30) considère la chose comme une fausse note et le fait bien voir :

Les chômeurs, y lit-on, demandent du pain et M. Snowden leur donne un air de musique, mais il est douteux qu'ils se mettent à danser.

L'idée du Grand Opéra — même du Grand Opéra en anglais — n'est pas mauvaise en soi ; ce n'en est pas moins un produit entièrement étranger, un de ceux dont l'importation autorisée n'a eu qu'un succès limité, et si le plaisir qu'il donne est limité, le travail qu'il peut procurer l'est plus encore.

En un mot c'est un luxe, un luxe pour lequel un pays gémissant sous le fardeau des impôts, un pays qui compte deux millions et demi de chômeurs, ne peut pas se permettre de payer 17.500 livres par an.

Par contre le *Morning Post* (24-11-30) applaudit tout en faisant des réserves :

Désormais, Londres sera non seulement assuré d'une saison d'opéra en été, mais encore de représentations au cours des trois autres saisons et à des prix modérés. Les amateurs de province n'auront donc plus besoin d'aller à Berlin, à Munich ou à Milan pour entendre un opéra. Et l'établissement d'un Opéra permanent contribuera à favoriser le développement du génie musical. Le projet financier tel qu'il a été élaboré serait parfait si l'annonce de subsides de l'Etat n'avait été faite à un moment bien défavorable. Mais avec l'immense déficit qui nous attend en avril nous sommes arrivés à un point où aucune nouvelle dépense ne doit être envisagée.

Les Mémoires du maréchal Foch

Le *Morning Post*, le grand organe conservateur, où toujours on regarde du « côté de la France » avec intelligence et sympathie, s'est réservé le droit de reproduction dans ses colonnes, des Mémoires du maréchal Foch. Il conte à ce propos (19-11-30) les négociations qui furent entamées dès que la direction connut l'existence de ces écrits, trois ans avant la mort du grand soldat.

Le Morning Post n'était pas seul à vouloir les mémoires. Pendant plus de trois ans MM. Doubleday, Doran et Co, de New-York, furent sur les rangs et à plusieurs reprises ils envoyèrent en France un représentant particulier. Ils finirent par obtenir des droits mondiaux sur les mémoires, mais non pour l'Europe, à l'exception de l'Espagne et du Portugal ; tandis qu'ils se réservaient de publier l'ouvrage en volume, ils cédaient le droit de publication dans la presse... Le Morning Post *peut dire sans se vanter que le Maréchal et son entourage désiraient vivement que les Mémoires parussent dans un journal où ils sont particulièrement à leur place. Le plus important des livres de guerre paraîtra donc dans les colonnes du* Morning Post, *du 23 janvier au 6 mars 1931. Aucun historien de la guerre, aucun romancier n'a décrit de manière plus frappante la terrible histoire de la mêlée des Flandres. C'est un tableau atroce, mais l'optimisme du chef ne l'abandonna jamais. Dans les jours les plus noirs il comptait sur le retour de la chance.*

...Ces Mémoires ne contiennent nulle vanterie, nulle polémique. L'historien voit les choses du dehors, en reporter. Le Maréchal reconnaît tout ce qu'ont fait de grand les armées anglaises et les troupes canadiennes et australiennes. Les problèmes et les buts britanniques sont considérés par lui avec sympathie et il a une foi complète en ses alliés. Comme on l'a dit si souvent, il était le seul homme qui, commandant en chef, pouvait consolider les efforts de tous les alliés avec un minimum de friction.

La vogue du roman policier en Angleterre



Le célèbre auteur de « Détective Stories » Edgard Wallace, reçoit quelques amis

(Dessin de H.-M. Bateman, dans *London Opinion* de Noël 1930.)

Trésors persans

Une exposition d'art persan va s'ouvrir à Londres et le *Daily Mail* en parle en ces termes :

Une grande partie des très précieux trésors que l'on pourra admirer à Burlington House lors de l'importante exposition d'art persan, arrive maintenant à Londres. Ils viennent, pour la plupart, des musées et des collections privées d'Outre-Océan.

Les organisateurs de cette manifestation d'art sont sir Reginald Blomfield et le pro-...

Jesseur Upham Pope. Ce dernier a passé deux mois aux Etats-Unis pour assurer à l'exposition les plus précieux des trésors américains. New-York, Chicago, Philadelphie, d'autres villes encore, envoient les poteries, les cuivres, les plus beaux exemplaires de l'art persan qu'elles possèdent.

On sait que les musées et les millionnaires américains ont trouvé moyen d'acquérir une grosse part des objets d'art islamique auxquels on a permis de quitter l'Orient. M. J. Brummer, de New-York, entre autres, possède la grande tête d'ibex découverte en Volhynie il y a un siècle, et que plusieurs experts tiennent pour le plus beau spécimen de sculpture animale existant en ce genre. C'est là une des choses sans prix que l'on verra à Burlington House.

De riches collectionneurs français possèdent des spécimens d'art persan qui rivalisent avec ceux des Américains. Ils ont également bien voulu les prêter à Londres, et leurs envois passeront prochainement la Manche avec ceux des musées nationaux.

Paris sévère

Il y a encore beaucoup d'Anglais pour qui Paris est simplement une ville de perdition. Aussi plus d'un aura été surpris de lire dans le *Sunday Express* (16-11-30) que les petites vendeuses des Magasins du Louvre de Londres sont navrées de rentrer dans la « Babylone moderne ».

« Les Magasins du Louvre d'Oxford Circus vont fermer, et les petites vendeuses, les ouvrières qui y travaillaient s'écrient : *Nous ne voulons pas retourner chez nous !*

« *Les parents français sont si sévères !* a déclaré une de ces jolies Parisiennes au reporter du *Daily Express*. Quand nous vivons *à la maison*, il nous est impossible de nous distraire comme nous le faisons à Londres.

« *Figurez-vous que « chez nous », ce n'est pas* comme il faut *de s'en aller danser seule avec un garçon de vos amis ! Papa ne me le permettrait jamais et maman s'évanouirait d'horreur rien que d'y penser.*

« *Tandis qu'à Londres, nous sortons comme il nous plaît..., et nous ne nous en portons pas plus mal. Mais maman et papa ne comprendraient pas ça. Les jeunes filles de Londres ne savent pas la chance qu'elles ont !* »

EN NOUVELLE-ZÉLANDE

La défense de l'industrie automobile anglaise contre les États-Unis

La Conférence Impériale de Londres patauge. Les Dominions, pour accorder le système préférentiel que voudrait la Grande-Bretagne, posent des conditions onéreuses. Pourtant, malgré les partis, malgré les dissensions, sinon officiellement, du moins officieusement, l'actuelle réunion aide à resserrer les liens commerciaux qui unissent l'Angleterre à ses colonies. Les journaux furent unanimes à prêcher cet évangile du rapprochement, devant la crise mondiale et la dépression générale des affaires.

L'*Observer*, dans un article important, très documenté, redisait l'importance des Dominions et des Colonies pour le commerce de la Métropole :

Les habitants de nos colonies, même les plus éloignées, sont, par tête, et de beaucoup, de meilleurs clients que ceux de n'importe quel pays étranger.

Dans tout le Commonwealth, on a compris cette nécessité de se serrer les coudes, et déjà se font pratiquement sentir les effets de cette entente.

Le *Daily Telegraph* (4-11-30) publie, en effet, une lettre d'un correspondant de Wellington (Nouvelle-Zélande) :

Je puis annoncer que, grâce à la récente augmentation de droits imposée aux voitures automobiles américaines, envoyées en Nouvelle-Zélande par le Canada, et à la demande croissante pour des voitures anglaises, l'usine des General Motors Limited *de Wellington va très prochainement cesser le montage de voitures américaines.*

Des voitures importées d'Angleterre remplaceront les marques des Etats-Unis, continue le correspondant. Les pièces destinées à une 27 chevaux spéciale sont déjà en mer, et la production en commencera dans quelques semaines. La carrosserie sera fabriquée sur place et la limousine se vendra au prix populaire de 440 livres (55.000 fr.).

Deux marques anglaises seront ainsi assemblées en Nouvelle-Zélande ; en voitures de luxe aussi bien qu'en camions. *Si nous n'importons pas d'Angleterre*, a déclaré un vendeur, *nos ventes baisseront.*

Ne nous fions pas à nos souvenirs géographiques et sportifs pour croire que la Nouvelle-Zélande, là-bas aux Antipodes, est une île qui ne produit que des joueurs de football. La Nouvelle-Zélande est un splendide marché. Une seule marque d'automobiles anglaises y vend déjà plus de 4.000 voitures par an.

Le mouvement de retour aux marchandises anglaises a commencé voici près d'un an. Le *Daily Telegraph* résume les étapes de cette tendance :

En novembre dernier, on signala que l'année précédente, 15.818 *voitures automobiles américaines avaient été enregistrées, et seulement* 2.669 *anglaises.*

Ce rapport amena un examen sérieux du problème. En février, trois ou quatre maisons avaient pris des mesures. Le représentant d'une des firmes les plus importantes déclarait que les voitures anglaises étaient trop chères et pas assez fortes en chevaux-vapeur. Pourtant leur vente augmentait déjà.

En mai, on annonça que la ville de Wanganni, qui devait remplacer ses automobiles, avait décidé de n'acheter que des voitures de fabrication britannique. A l'Exposition Nationale de l'Industrie Laitière de Palmerston, en juin, les voitures américaines furent exclues tandis qu'on en exposait une quarantaine d'anglaises.

Le mouvement s'accentua rapidement, et, le mois dernier, la première d'une série d'expositions automobiles, de voitures anglaises seulement, eut, à Auckland, un grand succès.

Ces résultats éveillent chez les manufacturiers américains une inquiétude qui n'a pu que s'accroître quand, tout récemment, le gouvernement du Dominion de Nouvelle-Zélande a augmenté la préférence britannique.

La vieille Angleterre n'est pas morte. Et bien imprudent serait celui qui prendrait les difficultés dont elle souffre pour une maladie incurable.

U. R. S. S.

Que s'est-il passé cette semaine ?

Malgré les démentis de l'agence télégraphique russe « Tass », des bruits d'événements graves dont Moscou aurait été le théâtre ont couru toute cette semaine. Ce sont les journaux allemands et certains journaux anglais qui, les premiers, ont annoncé des mutineries dans l'armée des Soviets, un attentat contre Staline et la découverte d'un complot militaire, ayant à sa tête le commandant d'armée Blucher et le général Andréief. C'est ainsi que le « Daily Express » se faisait transmettre, le 21 et le 22 novembre, par son correspondant berlinois, la nouvelle, parvenue de Russie, que deux bataillons de l'armée soviétique, casernés aux environs de Moscou, s'étaient révoltés et avaient été exterminés par les troupes du « Guépéou » ; que la garnison de Kronstadt était en effervescence, que tout l'équipage de la canonnière « Voïkof » venait d'être arrêté et qu'enfin, le pouvoir exécutif était passé aux



Briand
(*Izvestia*, du 6-11-30.)

mains d'un triumvirat ayant à sa tête Peters, qui prenait des mesures extraordinaires pour la défense du Kremlin. Un autre journal parlait de l'assassinat de Staline, tandis que l'agence polonaise « Iskra » annonçait à ses abonnés, le 23 novembre, qu'une bataille en règle était engagée sur la Place Rouge, à Moscou, entre les troupes mutinées et celles qui étaient restées fidèles au gouvernement. Selon cette agence, le Kremlin avait été pris d'assaut, le 23 novembre, à 11 heures du matin, et Staline tué.

Ces bruits paraissaient trouver une certaine confirmation dans l'interruption, durant deux jours, de toutes les communications télégraphiques, téléphoniques et radio-télégraphiques avec Moscou et les autres villes russes. Plusieurs grands journaux de Berlin avaient en vain tenté de communiquer avec leurs correspondants à Moscou. Par ailleurs, la Wilhelmstrasse n'avait pu non plus se mettre en relations avec l'ambassade allemande à Moscou. Mais enfin tout s'expliqua. L'interruption des relations par fils et sans-fil entre la Russie, l'Allemagne et la Pologne était due au mauvais temps. La tempête était donc la cause du mutisme de l'U.R.S.S. et non point une révolution. Du reste, les relations furent rétablies, partiellement au moins, le 23 au soir et on apprit alors que rien n'était changé à Moscou, mais que la lutte de Staline contre l'opposition avait pris une tournure plus aiguë.

Il est donc actuellement établi que ce sont les différentes phases de cette lutte qui ont donné naissance aux bruits fantastiques de ces derniers jours. Que l'origine de cette lutte soit toujours encore le fameux plan quinquennal, il n'y a pas à en douter. Mais quel est l'aspect de la dernière phase de cette lutte ? A en juger par ce que nous apprennent les journaux russes de l'émigration, par exemple l'organe démocrate de Berlin le « Roul » (Le Gouvernail), toujours bien renseigné, cette dernière phase se traduit surtout par des mutations importantes dans le personnel dirigeant : éloignement de Rykof, président du Conseil des commissaires du peuple; destitution de Syrtsof, président du Conseil des commissaires de la République fédérée de Russie; destitution de Krijanovski, président de la Commission du plan quinquennal; remplacement, à la vice-présidence du Conseil des commissaires de l'Union Soviétique, d'Ordjonikidzé par Kouybichef et, enfin, la réduction des attributions de Mikoyan, chef du commissariat du peuple au Commerce extérieur.

Tous ces changements sont confirmés par le correspondant de Moscou du journal allemand le « Montag », qui vient d'arriver à Berlin. A l'en croire, il n'y eut aucun trouble à Moscou; Staline est bien vivant; il s'est montré et a causé avec des journalistes étrangers. « Cependant, remarque le journaliste, une lutte est certainement engagée dans la coulisse entre les chefs du parti communiste. »

Quelle est la part des grands chefs militaires ? Ceci est assez malaisé à dire. Cependant, le « Roul » (du 22-11-30) croit pouvoir affirmer que Blucher et son aide Donenko ont



Sir Henry Deterding
(*Izvestia*, du 6-11-30.)

bien songé à un coup d'Etat ou tout au moins à la destitution de Staline. Blucher est très populaire dans l'armée, surtout depuis qu'il a battu les Chinois en Mandchourie. Staline se méfie de ce militaire et c'est pourquoi il le retient à Moscou depuis le mois de juin. En même temps, pour couper court à toute possibilité de complot militaire, le gouvernement soviétique a procédé, ces temps derniers, à un déplacement considérable de troupes. Il a destitué aussi le comité de rédaction du journal de l'armée, l' « Etoile Rouge » (Krasnaïa Zvesda), et l'a remplacé par un homme à sa dévotion, un certain Loud.

Telles sont, dans leurs grandes lignes et jusqu'à nouvel ordre, les nouvelles qui nous sont parvenues de Moscou. Incontestablement, la situation y est très sérieuse ; néanmoins, rien de décisif ne s'y est produit encore.

Le grand complot du sabotage

On sait que l'ambitieux « plan quinquennal » dressé par les Soviets pour la socialisation intégrale de la Russie est en voie d'échouer, du moins partiellement, et cet échec est d'autant plus sensible que le plan a été imposé au peuple russe au prix de grandes souffrances. Aussi les autorités bolcheviques s'efforcent-elles de rendre responsables des erreurs, des retards et des épreuves soit les puissances occidentales, accusées de ténébreuses machinations et contre lesquelles vient d'être organisée une décade de propagande guerrière, soit les ingénieurs et les techniciens, accusés de sabotage contre-révolutionnaire.

Huit spécialistes, professeurs et ingénieurs, ont été mis en jugement. Les débats ont commencé mardi. Le fils d'un des accusés, Sitnine, a adressé aux journaux de Moscou une lettre ouverte dans laquelle il traite son père d'*ennemi de la classe ouvrière* et demande qu'il soit condamné à mort. (*Poslednia Novosti*, 25-11-30, journal démocrate imprimé à Paris.)

Les journaux soviétiques du 11 novembre 1930 ont publié *in extenso* (sur quatre pages) l'acte d'accusation du procureur général de l'U.R.S.S., Krylenko, contre MM. Léonide Ramsine, professeur et directeur de l'Ecole technique supérieure de Moscou; Ivan Kalinnikof, professeur à l'Académie militaire aéronautique; Victor Laritchef, ingénieur; Nicolas Tcharnovsky, professeur dans diverses écoles supérieures; Alexandre Fédotof, professeur technologue; Serge Kouprianof, ingénieur mécanicien; Vladimir Otchkine et Ksenofonte Sitnine, ingénieurs, accusés tous les huit d'avoir participé à une organisation contre-révolutionnaire nommée: « l'Union des organisations d'ingénieurs » ou « parti industriel » et d'actes criminels punis par l'article 58, paragraphes 3, 4 et 6 du Code criminel de R.S.F.S.R.

L'acte d'accusation du camarade Krylenko se termine par la conclusion suivante :

1°) Ces personnes ont fait partie à différentes périodes des organisations créées pour détruire et saboter l'édifice économique de l'Union Soviétique, pour ébranler le pouvoir soviétique et faciliter le rétablissement du pouvoir de la bourgeoisie. Ils ont poursuivi pendant un série d'années leurs destructions, en se groupant à ces fins sur l'initiative de Paltchinsky, déjà fusillé et de Rabinovitch, en une organisation unique nommée par eux « centre technique des ingénieurs »;

2°) Plus tard, s'étant convaincus de la futilité de leurs efforts pour assurer par le sabotage seul le rétablissement de la domination économique et politique de la bourgeoisie, jugeant nécessaire le renversement du régime soviétique par la force armée, ces personnes transformèrent leur groupe en parti politique qui s'appela « Parti industriel »;

3°) Voyant ensuite qu'il était impossible d'organiser un soulèvement armé à l'intérieur du pays pour renverser le régime soviétique et restaurer le capitalisme sans le secours de l'extérieur, ces personnes entrèrent en relations avec une organisation créée à l'étranger par des ennemis du peuple qui y avaient fui, notamment par d'anciens propriétaires d'entreprises nationalisées. Les accusés, après s'être entendus avec les membres de ce comité, employèrent leur activité contre-révolutionnaire à préparer une intervention armée étrangère, utilisant pour ces fins le secours financier du « Comité d'industrie et de commerce » et de puissances étrangères ;

4°) Ils sont entrés en même temps, par l'intermédiaire du « Comité d'industrie et de commerce », en relations avec les cercles dirigeants français, représentés par l'ancien chef du gouvernement français, Raymond Poincaré et par le ministre des Affaires étrangères, Aristide Briand, cercles qui préparaient une action militaire contre l'Union Soviétique, action confiée aux officiers de l'état-major général français, Joinville, Janin et Richard.

Ce par quoi ils ont commis un acte de haute trahison.

Les « aveux » des accusés

L'accusation prétend s'appuyer sur des déclarations écrites ou orales des inculpés.

Ainsi le professeur Ramsine a exposé que le but de l'offensive armée contre l'U.R.S.S. était de :

Doter la Russie, après la chute du gouvernement soviétique, d'une République démocratique bourgeoise. Dans cette question du choix d'un nouveau mode de gouvernement pour la Russie future il y eut des tiraillements ; on proposa diverses formes de gouvernements ; on proposa même une restauration monarchique. Cependant cette idée fut écartée pour la raison que l'ancienne dynastie est complètement disqualifiée et qu'il était fort scabreux d'en rechercher une autre. Au surplus, une restauration monarchique devait fatalement provoquer un grand mécontentement parmi la masse de la population. L'organe législatif de la future république devait être un Parlement élu au suffrage universel à deux degrés. Mais on aurait considéré qu'il serait nécessaire d'instaurer immédiatement après le coup d'Etat une dictature militaire et de la conserver un certain temps, afin de consolider de cette façon le nouvel ordre des choses.

Pour arriver à ces fins les membres de l'Union des organisations d'ingénieurs prirent contact avec certaines personnalités haut placées du monde de l'industrie et de la banque de l'Europe occidentale de même qu'avec les industriels russes vivant à l'étranger. C'est ainsi que selon les dires de Ramsine il eut, en 1927, une entrevue, à Paris, avec Riabouchinski, l'ancien magnat de l'industrie textile russe.

De son côté, Kalinnikof déposa, le 10 octobre 1930 :

D'après ce que je sais, feu Paltchinski était en relation étroite avec le capital français et anglais. Rabinovitch s'était entendu avec la Pologne. Khrénnikof était dans d'excellents termes avec la direction de la compagnie Vickers et Fédorovitch avec Leslie Urquhart de la Russo-Asiatic Consolidated.

Selon l'acte d'accusation, toutes ces institutions et ces personnages devaient subventionner la campagne de désorganisation de l'économie soviétique et préparer ainsi la pénétration militaire étrangère. Au mois d'octobre 1928 — c'est toujours l'acte d'accusation qui l'affirme, — deux des membres de « l'Union des organisations d'ingénieurs », Ramsine et Laritchef se rencontrèrent à Paris avec le président du « Comité d'industrie et de commerce », Denissof, ainsi qu'avec P. Riabouchinski, Nobel, Goukasof, Starinkevitch et Metchtcherski (déposition de Ramsine du 21 septembre 1930).

De quoi donc avaient parlé ces messieurs durant cette rencontre et celles qui la suivirent ? Ecoutons ce que prétend à ce propos Ramsine :

...Durant notre seconde rencontre le même jour, dans un restaurant des grands boulevards, j'ai eu une longue conversation particulière avec Denissof. Denissof me dit qu'il avait une pleine confiance dans la réussite de l'intervention, car cette fois-ci le projet serait établi solidement, aussi bien au point de vue purement militaire qu'au point de vue du ravitaillement. Ainsi, les fautes qui furent commises précédemment ne se répéteront plus. Riabouchinski, je crois bien que c'était lui, fit remarquer alors qu'en utilisant les forces polonaises, roumaines, celles des Etats baltes et les restes de l'ancienne armée Wrangel (100 *mille hommes), l'intervention aurait à sa disposition une excellente armée de* 600-800 *mille hommes capables de venir facilement à bout des forces soviétiques, avec l'appui de la flotte qui opérerait dans la mer Noire et dans la Baltique. A ma demande : « qui subventionnera directement l'intervention militaire ?» Denissof ne me donna aucune réponse précise. Il me dit seulement que pour le moment cette question était encore à l'étude. Je compris par ce qui fut dit par Denissof et Nobel que l'argent nécessaire devait être fourni par l'industrie pétrolifère, principalement par Sir Henry Deterding, de la* Royal Dutch-Shell, *par les gouvernements français et anglais et, en partie, par les industriels russes réfugiés.*

Mais avant de se rendre à Paris, Ramsine et Laritchef firent une visite à Londres où ils eurent une entrevue avec Simons et un certain « Sir Philipp », directeur et administrateur de la Compagnie Vickers, ainsi qu'avec le fameux colonel Lawrence.

L'ingénieur A. A. Simons, raconte Ramsine, dans sa déposition du 16 *octobre, ainsi que sir Philipp, nous firent savoir que le centre de l'organisation de l'intervention était actuellement la France qui se propose d'intervenir par l'intermédiaire de la Pologne et de la Roumanie, que l'Angleterre était prête, elle aussi, à prendre part à cette intervention en l'aidant avec son argent et sa flotte. Enfin, ils nous dirent que chez eux l'âme de l'intervention était* lord (*sic !*) *Churchill.*

L'acte d'accusation du procureur général Krylenko renferme encore d'autres dépositions. D'abord celle de l'ingénieur Sitnine (du 18 octobre 1930). De passage à Paris, il se serait rendu chez l'ancien ministre du gouvernement provisoire russe, Konovalof, et l'aurait entendu dire que :

Tout dernièrement, Poincaré a fait venir chez lui Trétiakof et N. Riabouchinski et leur a conseillé de donner des instructions aux organisations d'ingénieurs en U.R.S.S. pour préparer le terrain à l'intervention.

Du même Sitnine (déposition du 29 octobre) :

Poincaré a promis de soutenir énergiquement l'intervention. Il estime qu'on peut la déclancher en 1930-31 *avec plein succès. En ce qui concerne l'étude et la mise au point du plan d'intervention, on peut s'en remettre à l'état-major général français qui en est chargé.*

Mais l'intervention qui devait être déclanchée en 1930 fut remise à plus tard... évidemment...

La « décade de défense »

La presse soviétique est déchaînée contre la France, représentée comme l'ennemie principale des Soviets. Les *Izvestia* (14-11-30) écrivent par exemple :

Depuis que les dirigeants du capital français ont clairement compris que leurs espoirs sont vains, que les autorités soviétiques ne comptent pas payer les anciennes dettes et qu'ils sont en mesure de venir à bout des difficultés économiques, l'animosité de la presse impérialiste française n'a fait que croître.

Le bellicisme soviétique

C'est dans cette atmosphère que s'est ouverte la décade, dite de défense, dont le correspondant à Moscou du *New Chronicle* donne ainsi un avant-goût :

Pendant qu'à Genève Litvinof discute sur le désarmement de l'Europe, une campagne acharnée est menée en Russie soviétique pour dresser le peuple russe contre les puissances étrangères. Cette campagne a débuté hier soir par une grande manifestation organisée par l'Avio-Chimie. Tous les orateurs ont parlé de la nécessité absolue d'augmenter les forces aériennes et de développer l'industrie chimique militaire, parce que dans la guerre qui s'annonce les gaz joueront un rôle décisif. Le gouvernement des Soviets encourage de toutes ses forces cette campagne et use de tous les moyens dont il dispose pour attiser l'effervescence au sein de la population. Il a mobilisé à cet effet le théâtre, le cinéma et la radio. Par ordre des autorités, les journaux publient des articles extrêmement violents contre les pays capitalistes. Ainsi les Izvestia *écrivent :* « Nous ne craignons personne. Nous saurons, si on nous y oblige, passer de la défensive à l'offensive ».

LA POLEMIQUE ANTIRELIGIEUSE DES SOVIETS



Le pape en adoration devant le capitalisme
(*La Pravda.*)

POLOGNE

Triomphe du maréchal Pilsudski

Les élections à la Diète polonaise, qui se sont déroulées l'autre dimanche, se sont terminées par une victoire éclatante du bloc gouvernemental, qui a à sa tête le maréchal Pilsudski, 248 mandats contre 108 dans la Diète précédente, soit un effectif doublé de députés favorables à sa politique, tel est l'avantage que le gouvernement retire d'une campagne électorale qui a duré deux mois et demi et qui a été des plus acharnées. Il est vrai que l'arrestation de cinquante députés de l'opposition, tant de droite que de gauche, n'a pas été sans désorganiser sensiblement ses adversaires, et que la pression de la double menace, extérieure et intérieure, qui pèse actuellement sur la Pologne, du fait des agissements, d'ailleurs conjugués, des nationalistes allemands et des minorités séparatistes, n'a pas manqué de porter de l'eau au moulin du régime. Quoi qu'il en soit, c'est un succès de très grande envergure que celui-ci vient de remporter. Il n'a plus guère à craindre de la nouvelle Diète les multiples embarras où le mettait continuellement, hier encore, l'opposition tantôt sourde, tantôt déclarée, mais toujours tenace et irréductible, de l'ancienne. Le nombre des députés polonais est de 444. Le Cabinet Pilsudski a désormais sa majorité.

Par contre, la situation de l'opposition est fort ébranlée, celle de gauche tout au moins, formée de la conjonction des socialistes et d'une partie du Centre (partis



Le candidat de l'opposition au paysan :
— Et, maintenant, pour qui voteras-tu ?
— Pour le Maréchal.
— Et pourquoi, pour le Maréchal ?
— Pour que la paix règne dans le pays.
(*Cyrulik Warzawski.*)

paysans), fédérés en une liste commune, sous le nom de « Ligue pour la défense des Droits et de la Liberté du Peuple ». Dans la précédente Diète, ils disposaient à eux seuls de 163 sièges, et c'est cette importance numérique qui les rendit constamment si dangereux pour les Cabinets « pilsudskistes » qui se sont succédé au Pouvoir depuis un an et demi. Au scrutin de dimanche, cette importance a diminué de moitié. La « Défense des Droits et de la Liberté du Peuple » ne peut plus compter désormais en Pologne que sur un groupe relativement restreint de 79 députés.

Il n'en est pas tout à fait de même pour l'opposition de droite, celle des conservateurs nationalistes et cathôliques. Le scrutin de dimanche marque une légère augmentation dans le chiffre de ses effectifs parlementaires : 64 sièges contre 57 dans la Chambre dissoute en août dernier. Mais elle a perdu plusieurs villes importantes, parmi lesquelles celle de Lwow, capitale de la Galicie orientale, où elle disposait, aux élections de 1928 encore, d'un nombre important de suffrages. Par contre, Poznan, centre principal de l'hostilité nationaliste contre le régime actuel, lui est restée fidèle. Dans la Voïvodie, dont cette ville est la capitale, elle obtient 13 sièges, contre 6 seulement à la liste gouvernementale.

La répartition des autres sièges est la suivante :

En ce qui concerne les minorités nationales, le Bloc des Ukrainiens et des Blancs-Russes obtient 21 mandats. Il en avait eu 26 en 1928. Les récentes menées des séparatistes, qui ont désolé la Galicie orientale dans ces derniers mois, ne semblent donc pas avoir fortifié leur position électorale. Il est vrai que les « expéditions punitives » organisées par le gouvernement ont pu fort bien donner à réfléchir à la population ruthène et blanc-russienne. En plusieurs points des territoires de l'Est, celle-ci s'est désolidarisée publiquement d'avec les agitateurs séparatistes. « La crainte de Dieu et la peur des coups, voilà les commencements de la sagesse. »

Les Juifs sont fort divisés. Il y a les Orthodoxes et il y a les Sionistes, et les querelles de ces deux groupes irréductiblement opposés sont aussi violentes que celles de leurs ancêtres de Hollande et d'Espagne, au temps où fleurissait, dans son grenier d'opticien, tapissé d'hérésies et de toiles d'araignées, Baruch de Spinoza. Les Juifs ont présenté trois listes adverses au scrutin de dimanche. Elles ont ensemble obtenu sept sièges, contre 13 en 1928.

Mais le symptôme le plus caractéristique des élections de dimanche, c'est probablement la défaite des listes allemandes en Silésie, Posnanie et Poméranie. Dans la Chambre précédente, le *Club National Allemand* disposait de 18 sièges. Il n'en a plus que 5 : 2 en Posnanie, 3 en Haute-Silésie. La Poméranie (soit le territoire généralement désigné sous le nom de « Couloir de Dantzig » et ses annexes) n'a élu que des députés de race et de sentiment polonais. Réponse remarquable aux manifestations de Treviranus et de Hitler et aux tendances revisionnistes qui se sont développées, ces derniers temps, tant en Allemagne que dans les autres pays.

Et les élections au Sénat ont encore développé le succès du bloc gouvernemental!



LES DERNIÈRES COURSES D'AUTOMNE

Pilsudski en jockey distance à la course ses adversaires
(*Cyrulik Warzawskt.*)

Ce que dit la Presse

Les journaux partisans de la politique du maréchal Pilsudski font éclater bien haut leur joie de la victoire remportée par le bloc gouvernemental.

L'*Express Poranny* écrit dans son éditorial du 18 novembre, intitulé : « Sous le signe du travail créateur pour le bien public :

Les résultats des élections constituent une véritable révolution, dans la meilleure acception de ce terme. Le moment est venu de travailler à la rectification et à la consolidation de la République. D'immenses devoirs attendent la Nation et ses représentants, et, en particulier, celui de collaborer avec le chef qui nous a conduits à la victoire, de telle façon que la lutte politique n'ait plus dorénavant pour objet d'extirper le mal, mais de procurer le bien de l'Etat.

Le *Czas* consacre, dans son numéro du 19 novembre, un long éditorial à l'appréciation de la situation créée par le scrutin. C'est, dit-il, la victoire de l'idée d'Etat en Pologne...

La victoire du Bloc gouvernemental est d'un grand renfort pour l'accroissement de l'autorité du gouvernement à l'intérieur comme à l'extérieur. Appuyé sur sa majorité, il va pouvoir mener à bien la réforme de la Constitution et toutes les autres réformes nécessaires que la Diète précédente avait refusées irréductiblement. Et, en premier lieu, la réforme de l'administration et de la loi électorale...

A l'extérieur, l'autorité du maréchal Pilsudski était jusqu'ici affaiblie du fait de l'existence d'une opposition sans cesse occupée à créer des difficultés au gouvernement. Cet argument tombe désormais. Le maréchal a derrière lui la majorité des électeurs. Ses méthodes ont l'assentiment et la confiance du pays. Il a le droit indéniable de parler à l'étranger.

Par contre, le *Robotnik*, organe du parti socialiste polonais, se plaint du « caractère artificiel » d'élections, faites par le gouvernement, lequel n'aurait pas hésité à employer tous les moyens en sa possession pour peser sur la volonté des électeurs :

Nul ne doute à part soi, écrit l'organe socialiste, que la composition de la Diète ne correspond en rien aux conditions de la vie au pays et que les problèmes que pose le développement de la Nation ne seront pas résolus.

Les socialistes, ajoute le Robotnik, *sont plus forts que jamais, car ils ne comptent point dans leurs rangs de traîtres ni de flatteurs.*

D'autre part, l'organe socialiste se plaint que la liste d'opposition de gauche ait été annulée de 11 circonscriptions. Le *Kurjer Warszanski*, organe de l'opposition de droite, se plaint également des méthodes électorales du gouvernement.

AMUSEMENTS D'ENFANTS



Pilsudski, tenant un député : Que dois-je faire de ce pantin ?
(*Cyrulik Warzawski.*)

ÉTATS UNIS

L'avenir de la prospérité américaine ou le gaspillage obligatoire

De même que l'on appelle «humour» l'esprit anglais, on devrait trouver un nom particulier pour l'esprit américain. Il est dur, il est coupant; ce n'est pas une aiguille, c'est une lame; il peut briller aussi, mais il taille plutôt qu'il ne pique. Il n'a ni la subtilité de l'ironie française, ni la bonhomie profonde de l'humour britannique; il se complaît dans l'absurde; au comique il préfère le burlesque. Il a des plaisanteries d'enfant, même de bon enfant, mais il lui arrive aussi d'avoir la cruauté de l'âge sans pitié.

L'article ci-dessous est un bon exemple de la satire américaine s'exerçant sur des théories qui ont été à la mode en Amérique : monnaie dirigée, crédit dirigé, etc.,

Un peu plus chaque année, sous la direction de M. Ford, écrit M. Kenneth Burke dans *The New Republic*, notre peuple apprend à acheter les choses dont il n'a pas besoin et à les remplacer avant qu'elles ne soient usées. Le bien-être du monde repose sur la prospérité acquise par une production, une consommation croissantes. Lorsque cette éducation des masses sera complète, nous pourrons compter sur la civilisation la plus florissante que l'histoire ait jamais vue. Plus nous apprenons à employer ce dont nous n'avons pas besoin, plus grande sera notre consommation. Et plus grande notre consommation, plus grande notre production; plus grande notre production, plus grande notre prospérité.

On pourrait intituler cette découverte de M. Ford la *Théorie de la valeur économique du gaspillage*. Si tous les habitants du pays peuvent être amenés à réaliser pleinement leur fonction de gâcheurs; si on peut leur enseigner à jeter les objets avant qu'ils soient défraîchis, le taux de notre production pourra être double, triplé, quadruplé... tout ce que vous voudrez. Par ce système, *le commerce n'arrivera jamais à un point de saturation. Car s'il y a une limite à ce qu'un homme peut employer, il n'y en a pas à ce qu'il peut gaspiller.*

Grâce à la découverte de M. Ford, nous comprenons maintenant que la culture réside dans la *prospérité*, que la prospérité surgit de la *production;* que la production ne peut que suivre la *consommation;* que la consommation maximum est rendue possible par le maximum de *gaspillage* possible. Que, par conséquent, la *culture dépend d'un maximum de gaspillage.*

⊙ ⊙ ⊙

A développer ce principe, nous trouvons de notables encouragements. Pendant longtemps, nous avons redouté la guerre, de par ce sentiment pré-industriel que la guerre est l'ennemie de l'humanité. Mais la nouvelle théorie nous fait toucher du doigt cette réalité : la guerre est la base de la culture. Car si les gens ne veulent pas tout simplement jeter les objets assez vite pour créer de nouveaux besoins en rapport avec la production accélérée de l'industrie, nous pouvons toujours avoir recours à ce gâchage, à ce gaspillage perfectionné qu'est la guerre. Une guerre intelligemment conduite peut laisser des pays entiers à reconstruire, fournissant ainsi du travail à une vitesse accélérée pour les millions d'hommes survivants.

La production pourrait encore être augmentée par le développement de meilleures méthodes de détérioration. A ce point de vue, l'industrie n'est encore que dans l'enfance; mais, enfin, elle a fait ses premiers pas. Avant l'ère moderne, par exemple, de consciencieux artisans s'efforçaient de créer des rasoirs de sûreté qui fussent d'une efficacité permanente. *Maintenant,* des experts qui ont à cœur le bien du pays travaillent sérieusement à inventer une lame qui rasera parfaitement une fois, puis ne vaudra plus rien — elle ne sera même pas employable pour les cors aux pieds. Dans les âges sombres du passé, un homme achetait un rasoir pour toute sa vie. Avec le nouveau système, il achète en moyenne chaque semaine un rasoir battant neuf.

De même, la voiture de l'avenir fera des merveilles pendant douze mois. Elle atteindra des vitesses trois fois plus grandes que le maximum permis dans aucun Etat de l'Union; elle sera aussi sensible sous la main qu'un pur sang. Cette perfection, toutefois, ne sera pas une menace pour notre prospérité, car soudainement, au bout de douze mois, de préférence à l'époque du Salon de l'auto, cette bonne voiture tombera d'un seul coup en mille pièces. Le marché en sera donc débarrassé pour toujours.

Dans la construction, on s'élève à des sommets d'ingéniosité et de désintéressement. Un personnage important de la corporation a exprimé ce qui suit : « *Nous, les entrepreneurs, les architectes et les ingénieurs, nous arrivons à une conviction ferme et irrévocable : c'est que l'homme qui construit un gratte-ciel capable de durer plus de quarante ans est un traître à l'industrie de la construction* ».

Une autre cause d'espoir pour notre culture de production ascendante, c'est la généralisation du divorce. Il s'agit de patronner le divorce, car cette opération fait en général acheter deux mobiliers là où un seul suffisait auparavant. Nous pouvons dire avec autorité que les perspectives de l'industrie du bois de charpente sont en raison directe de l'accroissement des divorces.

⊙ ⊙ ⊙

De toute évidence, aucun système de prospérité maximum ne sera possible tant que l'on permettra de boire de l'eau. L'eau n'est-elle pas de toutes les boissons celle qui exige le moins de main-d'œuvre ? Un homme qui boit cinq verres d'eau par jour mène en réalité une guerre sans merci contre tous les laitiers, les limonadiers et les bootleggers. Si on peut enseigner à la population à consommer chaque jour cette même quantité de liquide sous une forme manufacturée, la consommation des boissons fabriquées augmentera immédiatement de mille pour cent.

Y a-t-il des lecteurs qui se demandent si les choses de l'esprit pourront fleurir dans une société comme celle que nous venons de décrire ? Considérons, je vous prie, dans ce plan social, la position du sage, de l'homme qui a de l'intelligence, mais peu d'argent. Nous croyons que la nouvelle société lui offre bien plus d'occasions de « bonne vie » que la précédente. Voyez plutôt. S'il regarde autour de lui, il voit que, plus stupides que lui, tous ses concitoyens sont en proie, comme dirait Freud, au complexe de la désuétude. Ils ne sont occupés qu'à acheter sans cesse de nouveaux modèles de tous les objets imaginables, utiles ou non, tandis que les anciens modèles sont encore en fort bon état. Pour ces sauvages, victimes de la plus inexorable des lois psychologiques : *la Loi de Posséder toujours ce qui est le plus Nouveau,* il n'est rien d'autre à faire que d'acheter, toujours acheter. Mais que vont faire ces sauvages des objets encore parfaitement utilisables, mais devenus sans valeur au point de vue social ? Voici la grande occasion pour le sage. Pour rien, pour quelques baies, pour une cuisse de lapin, il rachète des sauvages les richesses dédaignées. Seul protège contre la Loi de Posséder le plus Nouveau, il s'équipe sans frais. Et nous voyons notre sage enrichi, entouré d'un royaume qui représente ce que la grandeur avait de plus grand l'année précédente.

Et quand donc, jusqu'à présent, le philosophe sans argent — et a-t-on jamais vu un philosophe avec de l'argent ? — quand donc ce sage avait-il pu espérer jouir de toutes les productions de l'industrie humaine ?

L'HOMME SONORE

C'est celui dont nous entretient le « New-Yorker » et qui « fait les bruits » pour le compte de la Société d'émissions Columbia :

M. Al Sinton est un homme mince de taille et d'aspect sérieux. Il saisit deux cuillers à dessert en métal ordinaire et en bat les manches l'un contre l'autre : épées qui se croisent au cours d'un duel. Si l'on se servait vraiment d'armes en face du microphone, on aurait l'impression d'une collision d'autos. Puis l'homme sonore saisit une corbeille d'osier et en broie le bois menu entre ses mains : « des flics brisant une porte à coups de hache », nous apprend-il.

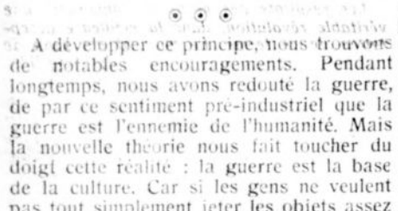
Rappelez-vous, quand vous entendez, au cours d'un raid de police, un fracas de portes rompues, que M. Sinton, solennel devant le microphone, froisse dans ses doigts robustes un petit panier à fruits. Il écrase un peu d'amidon dans un bol. Ce sont des pas d'hommes sur la neige durcie. Il casse une mauvaise chaise de cuisine : le vent dans la mâture d'un navire. Il serre un objet de cuir : une porte dont les gonds craquent. L'effet d'une chute d'eau est produit par le froissement du papier de soie dans la paume.

Parfois, il est arrivé à M. Sinton d'obtenir les plus brillants effets sans les chercher. Dans un film, on incendiait Chicago, mais impossible de trouver le bruit. M. Sinton, à ce moment-là, tirait une chemise de soie de son enveloppe de papier glacé. Il la roula en boule et s'apprêtait à la jeter quand son oreille alerte se dressa. Il froissa le papier à nouveau : « Euréka ! s'exclama-t-il. L'incendie de Chicago ! »

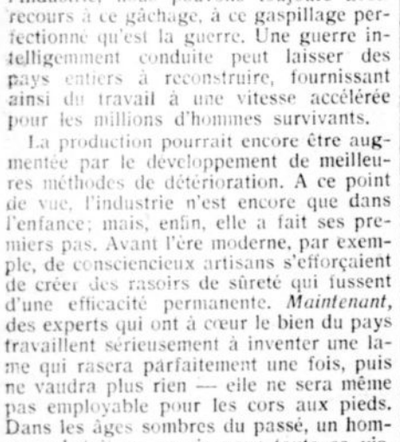
L'homme sonore gratte un cure-dent sur une lime à ongles pour obtenir le grincement d'un hamac, il roule un gobelet de verre dans un autre pour reproduire le bruit des freins d'auto, tourne un moulin à café pour imiter la résonance d'une grande usine au travail, manœuvre un bout d'élastique pour donner le son de l'arc de Guillaume Tell. C'est avec sa bouche que M. Sinton produit le sifflement de l'arc. Pour les explosions, M. Sinton se sert modestement d'un tambour qu'il frappe du revers de la main. M. Sinton a inventé une machine qui fait trente-trois bruits. Elle a des rideaux de fer pour le tonnerre, des pois secs pour la pluie, toutes sortes de sifflets, de cloches, de sirènes et une corde résinée sur laquelle M. Sinton tire pour obtenir des aboiements, des caquettements, des hurlements. Plus fort est le coup et plus gros l'animal qui répond.

S'il nous reste encore des illusions... Oh ! vérité que de coups on te doit !

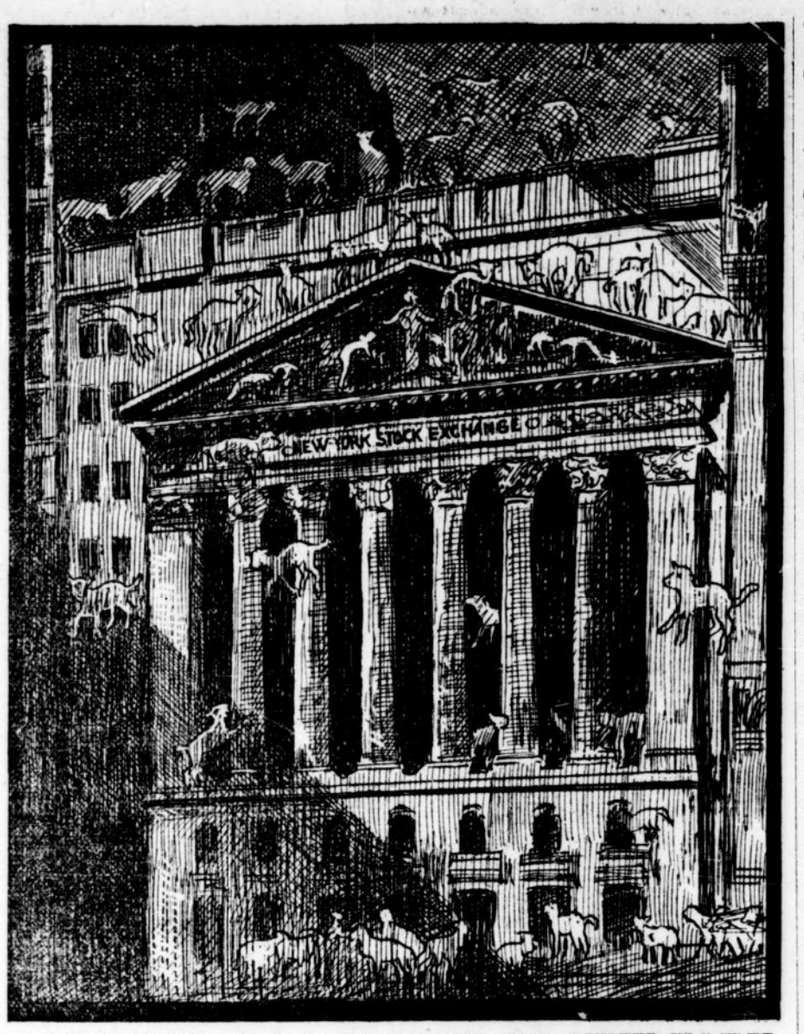
Le Dumping russe



1920 : L'Amérique envoie du pain en Russie pour sauver les enfants affamés.



1930 : La reconnaissance des Soviets. — La Russie inonde les Etats-Unis de son blé afin de ruiner les fermiers américains.
(New-York Herald)



FANTOMES A LA BOURSE DE NEW-YORK

L'actualité ne change guère : « Life » reproduisait la semaine dernière ce dessin paru dans le numéro du 30 novembre 1905. Les moutons sont toujours tondus.

La situation de M. Hoover après les dernières élections

Porté à la Maison Blanche par une campagne frénétique et violente, au cours de laquelle il fut présenté, exhibé, glorifié comme un surhomme qui va entraîner toute l'Amérique dans la gloire de la richesse et du bonheur, le président Hoover perdit rapidement, comme on le vit en maintes occasions ou élections partielles, presque toute sa popularité.

Cette année-ci, en raison de la crise intense des affaires, à cause aussi d'un réveil d'opinion contre la prohibition, la désaffection populaire a été encore plus marquée que l'on ne s'y attendait.

Il faut entendre les journaux démocrates sonner le glas de leur adversaire. L'*Evening World* déclarait (5-11-30) :

L'élection reflète le sentiment populaire contre l'administration Hoover. L'étendue complète des dégâts faits au prestige du régime actuel n'est pas encore connue, mais ce qu'on en sait montre bien que le coup porté est fatal.

Le *New York Times* (5-11-30) n'était pas moins sévère :

Si le Président avait été l'homme le plus adroit que le parti ait connu, il l'aurait sauvé du désastre d'hier.

Ce qu'il y a de plus curieux, c'est qu'après ce dernier scrutin, les deux partis, aux deux Chambres, se trouvent à peu près également représentés. M. Hoover a donc perdu sa majorité et se trouve placé dans une position difficile. Mais point intenable. Tel est du moins l'avis de certains.

Le *Christian Science Monitor* (7-11-30) résume la situation avec optimisme :

Il est aisé de faire des récentes élections américaines un tableau trop sombre. Pour la consommation intérieure comme pour la consommation étrangère, des peintres faciles se hâtent à brosser de lourdes ombres. Une grosse partie de leurs couleurs est fournie par la condition presque anarchique du Congrès. Qu'aucun des deux partis n'ait réussi à obtenir le contrôle évident de cette assemblée, paraît présager toutes sortes de troubles, nationaux et internationaux. En particulier, on déclare que l'absence au Congrès d'une force responsable sera fatale aux affaires.

Ces craintes sont-elles justifiées ? Que pourra faire le Congrès pour bouleverser les affaires ? Evidemment, avec l'alliance des démocrates et des républicains dissidents dominant les deux Chambres, l'administration Hoover aurait quelque peine à exécuter un programme législatif étendu. Mais cette administration n'a pas de vaste programme, la plupart de ses buts législatifs importants ayant été atteints au cours de la dernière session.

D'ailleurs, les démocrates et les républicains dissidents n'ont pas de grandes ambitions législatives. Ils pourront formuler un programme avant la réunion du nouveau Congrès, en décembre 1931. Ils pourront, au début du printemps de 1932, s'embarquer dans une révision des nouveaux tarifs fiscaux. Mais 1932 sera une année présidentielle et la stratégie politique voudra que, tout en rompant contre lesdits tarifs d'actives lances verbales, on remette à plus tard le moment de les attaquer sérieusement. De même, on fera tonner toute l'artillerie de l'éloquence contre l'administration fédérale de l'agriculture, mais jusqu'à ce que l'on ait trouvé quelque organisme de secours nettement meilleur, les politiciens les plus hardis même hésiteront à détruire l'arrangement existant.

En réalité, il est peu probable qu'aucun programme législatif important soit discuté au Congrès avant 1933.

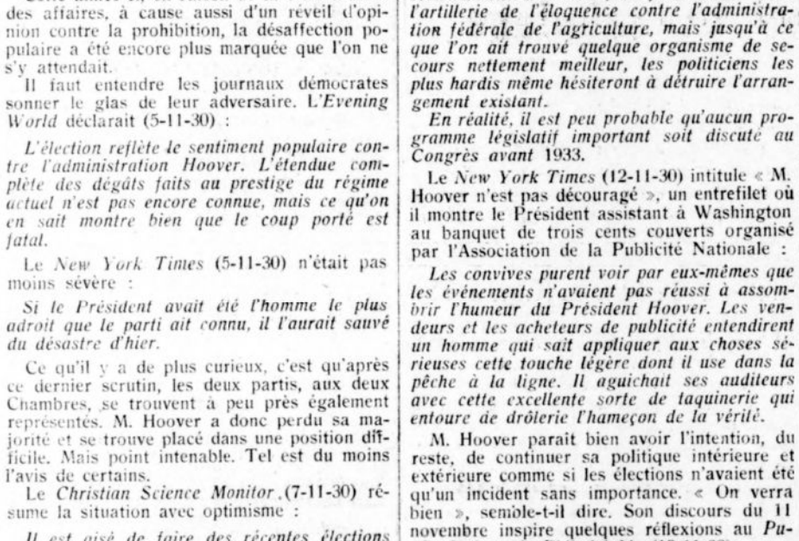
Le *New York Times* (12-11-30) intitule « M. Hoover n'est pas découragé », un entrefilet où il montre le Président assistant à Washington au banquet de trois cents couverts organisé par l'Association de la Publicité Nationale :

Les convives purent voir par eux-mêmes que les événements n'avaient pas réussi à assombrir l'humeur du Président Hoover. Les vendeurs et les acheteurs de publicité entendirent un homme qui sait appliquer aux choses sérieuses cette touche légère dont il use dans la pêche à la ligne. Il aguichait ses auditeurs avec cette excellente sorte de taquinerie qui entoure de drôlerie l'hameçon de la vérité.

M. Hoover paraît bien avoir l'intention, du reste, de continuer sa politique intérieure et extérieure comme si les élections n'avaient été qu'un incident sans importance. « On verra bien », semble-t-il dire. Son discours du 11 novembre inspire quelques réflexions au *Public Ledger de Philadelphie* (12-11-30) :

Il y a un an, dans son discours de l'Armistice, le Président Hoover pouvait saluer le pacte Kellogg pour l'abolition de la guerre, qu'il avait proclamé quelques mois auparavant. Hier, il put parler du traité naval de Londres comme d'un résultat acquis durant l'année 1930. Un fait moins important, mais à quoi M. Hoover attache une importance égale comme facteur de la paix mondiale, c'est la multiplication, due pour une large part aux Etats-Unis, des traités d'arbitrage entre les nations. Il croit fermement que sous peu d'années l'arbitrage sera un principe accepté de la loi internationale.

M. Hoover réaffirma hier son opinion : les Etats-Unis devraient avoir une part officielle dans le tribunal de la « Cour Mondiale » « non seulement dans notre intérêt, mais pour les progrès de la paix ». Evidemment, M. Hoover se prépare à poser cette question au Sénat et ceux qui y sont opposés sous prétexte que cette collaboration impliquerait notre entrée dans la Société des Nations devraient méditer ses rassurantes explications à ce propos.



L'AVOCAT AMERICAIN. — Votre affaire s'annonce mal, mais le juge peut toujours être arrêté avant la fin du procès.
(Judge.)

Les Américains chez eux

Mondanités

Voici comment le préposé aux « Mondanités » du New York American (21-11-30), *l'un des organes de la presse Hearst, bat la grosse caisse en l'honneur d'une femme à la mode américaine :*

Gens chics de New-York, attention.

Préparez-vous pour une série de soirées originales et brillantes en dépit des sombres nuages qui obscurcissent Wall Street.

Car Elsa Maxwell, maîtresse de maison de renommée internationale, s'approche du port de New-York, bien décidée à mettre un peu de poivre dans une saison qui promet bien peu jusqu'à présent.

Elsa est à bord de l'*Ile-de-France*, qui arrive demain. Elle a retenu un appartement à l'hôtel Regis et, de là, elle lancera des invitations pour ses soirées originales.

L'été dernier, quand je rencontrai Elsa sur la plage dorée du Lido, elle était, oh ! si élégamment habillée d'un costume de yacht, fort occupée à émoustiller les habitants du Lido. Une fois seulement, au cours de la saison, elle déserta les rives de l'Adriatique.

A cette occasion, elle se rendit à Bayreuth pour passer une nuit dans le temple wagnérien de la musique. Durant un entr'acte d'une presque parfaite représentation de Wagner, Elsa me confia qu'elle espérait donner cet hiver à la société de New-York une soirée plus gaie et plus brillante que son bal du Ritz de l'an passé.

Elle se demandait si cet événement social ne pourrait pas se caractériser sous ce titre : « l'inhibition favorite ». Perspectives fantastiques et éblouissantes ouvertes par une telle soirée...

Fiez-vous à Elsa pour transformer ce possible en réel.

Elsa Maxwell est l'un des personnages les plus représentatifs des deux continents.

Son influence sur le Tout-Londres est stupéfiante.

Originaire de la Californie et d'abord dépourvue de relations comme de fortune, Elsa est maintenant à la tête de la société mondaine la plus intéressante du globe. Ses réceptions n'ont pas d'égales. Elles compte parmi ses amis des souverains, des rois en exil, des chefs respectables de partis conservateurs, des habitués de café songeurs un peu pafs et même des machinistes !

Pour tous, elle est « Elsa » — jamais miss Maxwell. Même les critiques les plus galants d'Elsa ne prétendraient qu'elle possède la beauté parmi ses atouts. En fait, elle se complaît en des effets vestimentaires grotesques. Elle sent probablement que son fort dans la vie est de faire tourner le carrousel mondain à un train d'enfer. Elle y réussit d'une manière sensationnelle.

D'après Marcel Proust, les chroniques mondaines sont lues surtout par les personnes qui n'y figureront jamais. En Amérique, elles sont dégustées par tout le monde, y compris les femmes de chambre et les lift-boys de couleur.

Le nègre à l'honneur

On sait quelle horreur inspirent aux Américains, les « coloroured people » et avec quel soin pieux ils les écartent de leur vie.

Comme il était des ghettos dans toutes les villes d'Europe, il est des quartiers nègres dans toutes les cités américaines. Quelle surprise pour les Yankees de voir l'un de ces noirs tant méprisés arriver à quelque situation éminente, fût-ce en Abyssinie, fût-ce auprès du ras Tafari ! Ainsi, après avoir parlé du roi des rois en fort bons termes, la *Chicago Tribune*, du 4-11-30, termine ainsi un article :

Son chef d'Etat-Major est un nègre qui partit du quartier de Harlem, Hubert Dauntleroy Judian, dont le rang militaire est aujourd'hui celui de colonel. L'uniforme de Julian consiste généralement en un casque, un monocle, une chemise rose de polo, des pantalons blancs avec bandes vertes et des bottes de cheval pourvues d'éperons, taille 50. L'aspect extérieur de Julian a fait sensation à Addis Abeba, et l'empereur a la plus haute opinion de lui.

Du quartier nègre de New-York, Harlem, au pied du trône royal ! Il suffit de cette ascension pour enlever aux Américains tout respect pour le roi des rois.

La chasse perfectionnée

On croyait que les Etats-Unis étaient encore un paradis pour les bêtes sauvages. Mais il n'est d'Eden que les parcs nationaux, et partout ailleurs la destruction des espèces animales se poursuit avec des allures de massacre. C'est ce que rappelle le *New-York Herald* (17-11-30) :

D'après le Dr Hornaday, ex-directeur du parc zoologique de New-York, et fervent naturaliste, il y a aux Etats-Unis un demi-canard par chasseur : 3.500.000 canards et 7 millions de chasseurs. Le Dr Hornaday mène une campagne vigoureuse pour la protection de la vie animale sauvage et cette campagne est d'autant plus opportune qu'on commence à chasser en automobile et en avion.

La race des oiseaux migrateurs est en voie d'extinction ; si l'on n'y porte remède, il n'y aura plus, dans dix ans, ni oies ni canards sauvages. Il faut penser qu'une armée de tireurs — armée presque aussi importante que les forces combinées de l'Allemagne et des alliés pendant la guerre — s'acharne sur les espèces animales indigènes.

On admet que l'automobile a doublé pour les bêtes les périls de la chasse, car tous les territoires giboyeux se trouvant à quelque trois cents kilomètres d'un centre ou de l'autre, ont été mis par l'auto à la portée facile des chasseurs. La délivrance des permis de chasse devrait être réglementée de façon plus étroite. la saison de la chasse sérieusement réduite.

Pourquoi un chasseur a-t-il le droit de tuer vingt-cinq canards par jour ? Il ne peut pas les manger ; il lui est interdit de les vendre, il doit les donner ou les laisser perdre. Nous autres, Américains, nous avons jusqu'ici gaspillé nos magnifiques ressources naturelles ; il est temps que nous nous éveillions et que nous tirions parti de nos expériences.

Un Ambassadeur distrait

Aux yeux des Français, le plus grand titre de gloire du sénateur républicain Dwight Morrow, vainqueur des dernières élections en New-Jersey, est d'être le beau-père du colonel Lindbergh. Ses amis, cependant, veulent voir en lui, avant tout, l'ambassadeur qui obtint de grands succès diplomatiques au Mexique et le politicien spirituel dont les « absences » sont célèbres. Le monde extérieur n'existe pas pour lui et l'importante *North American Review* cite à ce propos quelques traits fort piquants :

Bien des fois on l'a vu fixer sur son secrétaire un œil inquisiteur et lui demander d'un ton solennel : « Arthur, ai-je déjeuné ? »

Un jour, au cours d'un lunch, il s'absorba complètement dans l'exposition d'un sujet. Tout en parlant, il mangeait, mais il était visible qu'il ne se rendait pas compte de ce qu'il faisait. Lorsque la table fut débarrassée, M. Morrow finit ce qu'il avait à dire et, regardant la table vide : « Maintenant, déclara-t-il, nous allons pouvoir déjeuner ».

Un jour, il monta dans un train, perdit son billet et fut incapable de dire à l'employé quelle était sa destination. Une autre fois, il dictait une lettre — en regardant par la fenêtre — pendant quelques minutes on le vit remuer silencieusement les lèvres puis il termina en disant à haute voix : « Bien à vous ».

La Bible obligatoire en Arkansas

Dans l'état d'Arkansas, une lecture à haute voix de la Bible sera désormais obligatoire dans les écoles élémentaires qui reçoivent des subsides de l'Etat.

La loi qui institue cette lecture a été votée à une forte majorité, comme l'avait été la loi qui, en novembre 1928, avait banni des classes l'enseignement du Darwinisme et des théories évolutionnistes, comme « irreligieuses et hérétiques ». L'acte de 1928 avait entraîné la proscription d'une armée de livres estimés et soulevé des commentaires sans fin. La nouvelle mesure est en passe de faire couler autant d'encre que la première.

LE BOOTLEGGER A PARIS



Le bootlegger au garçon de café :
Comment ! collègue, vous ne me faites pas une réduction ?
(Life).

Sinclair Lewis et ses compatriotes

Nul n'est prophète en son pays et l'auteur de « Babbitt » en est un nouvel exemple. Lui qui, jusqu'à présent, méprisait les distinctions, se trouve fort heureux de recevoir le Prix Nobel. Ses romans, dont les habitants de Boston se détournent avec une moue de dégoût, sont accusés de vulgarité et repoussés comme « obscènes ».

Avec une pirouette à l'adresse de ses compatriotes, l'auteur de « Main Street » a déclaré qu'il s'embarquerait en décembre pour Stockholm, considérant comme un « grand honneur d'être le premier Américain à recevoir cette récompense ».

La presse new-yorkaise, non sans dépit, fait ressortir l'ironie de la situation : ce prix si recherché décerné à un auteur qui a férocement dénigré sa patrie.

Le « New-York Herald Tribune » par exemple écrit :

« A quelques-uns d'entre nous il peut paraître amer que le premier prix que reçoive l'Amérique soit pour un homme qui ait si mal parlé de ses compatriotes ». Le journal conclut, avec un peu d'aigreur que « apparemment c'est ce que l'Europe demande à la littérature américaine ».

Le « Times » déclare que Mr. Lewis a obtenu le prix pour la densité de son œuvre, mais il fait remarquer que « cet honneur, par un hasard ironique, lui vient à un moment où son pays semble s'être définitivement détourné de la formule Babbitt ».

Le Prix Nobel est sensé récompenser le talent, non le nationalisme. Et on peut aimer son pays tout en voulant le réformer.

LE CHOMAGE



— Qu'as-tu ? Tu as l'air fatigué...
— Oui, j'ai rêvé que j'avais trouvé du travail.
(Life).

CHINE

La fin de la guerre civile

Les nouvelles récentes de l'Extrême-Orient nous annoncent que la paix en Chine paraît être établie d'une manière solide. On peut envisager avec optimisme l'avenir prochain de cette république.

Les deux principaux rebelles, les généraux Fong Yu-hiang et Yen Hi-chan, ont abandonné la lutte contre le gouvernement national de Nanking et ont quitté leur poste pour faire un voyage à l'étranger. D'autres généraux, qui gouvernaient certaines provinces comme de véritables satrapes, se sont déclarés prêts à abandonner leur attitude hostile envers le gouvernement et même à le servir fidèlement. Les hostilités terminées, une entente provisoire a été établie entre les deux gouvernements qui se partagent le pays : celui de Nanking et celui de Moukden ; mais il reste encore beaucoup de questions à résoudre. Le quotidien *Jiji Shimpô* dit très bien que cette paix ne pourra se maintenir que si le jeune seigneur de Moukden, Tchang Hiue-liang, continue à soutenir le gouvernement de Nanking. A ce sujet, nous avons une nouvelle rassurante. Les zones d'influence ont été réparties de la manière suivante : la province de Chansi, qui se trouve à l'ouest de Pekin, sera administrée par un homme de confiance de Nanking, tandis que les troupes seront mises sous les ordres du général qui commandait le deuxième groupe des armées du Nord. Le gouverneur de Moukden prendra sous son contrôle les provinces situées au nord du Fleuve Jaune et le gouvernement de Nanking aura sous son administration celles qui sont au sud. La ville de Tcheng-tcho a été choisie comme centre administratif de la zone neutre et sa garnison a été mise sous les ordres d'un chef sudiste bien vu par les gens de Moukden. Un corps d'armée spécial sera organisé pour combattre les troupes communistes qui dévastent certaines provinces. En ce qui concerne les comités du parti politique, on décida de maintenir le comité central à Nanking, mais d'abolir ceux des préfectures et des villes.

Un des derniers numéros parvenus à Paris du *Japan Advertiser*, après avoir donné un aperçu général sur les événements en Chine, dit :

Au cours de ces dix dernières années, les aspirants au pouvoir suprême en Chine furent éliminés l'un après l'autre ; à présent, il n'en reste que deux, Tchang Kai-schek et Tchang Hiue-liang, qui agissent maintenant de concert et dont la collaboration fait espérer que la paix actuelle sera durable. Les autres chefs qui pourraient fomenter une révolte de grande envergure ne sont plus sur la scène et ont l'air de l'avoir quittée pour de bon. La défaite du général Yen et celle du général Fong les éliminent du jeu. Les deux chefs qui restent travaillent ensemble et l'examen minutieux de leur convention donne toute raison de croire qu'ils ne tomberont pas l'un sur l'autre. Pendant longtemps, parmi les observateurs compétents, l'opinion prépondérante fut qu'il était impossible d'unifier la Chine. Selon eux, la seule solution pratique serait de créer deux ou même plusieurs régions semi-indépendantes, mais unies par un gouvernement national libéral. Dans l'état actuel de la Chine, le Fleuve Jaune sépare le nord de la Chine de ses provinces du Sud.

Nanking a la gloire d'être le gouvernement suprême de la Chine et d'être reconnu par le jeune seigneur de Moukden. Mais Nanking ne possède pas tous les pouvoirs d'un Etat souverain. Dans les Etats fédéraux les plus lâches, le gouvernement central a la disposition de l'armée et des impôts, la direction des affaires étrangères. En Chine, l'armée de Tchang Hiue-liang reste son armée personnelle et ne peut être employée par le gouvernement de Nanking qu'avec son consentement. En ce qui concerne les impôts, les services des douanes maritimes étant de nouveau réunis, tous les fonds passent par le bureau de l'inspecteur général, qui est un étranger, et ces impôts assurent par préférence le service des emprunts étrangers consolidés, le solde seulement est remis au gouvernement de Nanking. Les autres impôts ne sont pas contrôlés par le gouvernement central. Moukden consent bien à abandonner les relations extérieures au gouvernement de Nanking, mais intervient lorsque le résultat peut interesser directement les trois provinces de l'Est, c'est-à-dire la Mandchourie.

Quoi qu'il en soit, la Chine, depuis la mort de Yuan Che-kaï, n'a jamais été plus unie qu'elle n'est à l'heure actuelle.

LE ROLE DES SOVIETS

Le gouvernement des Soviets est très désireux de mettre au point ses relations avec la Chine unifiée, afin que le gouvernement de Nanking, en tant que gouvernement central, fasse exécuter le protocole signé à Khabarovsk. Les pourparlers ont commencé à Moscou où les représentants des deux puissances se sont rencontrés, mais, aux demandes assez précises du vice-commissaire du peuple aux Affaires Etrangères, Mo Te-houei, représentant de la Chine, a répondu par des paroles assez vagues qui n'ont pas donné satisfaction aux Soviets.

Le quotidien japonais *Tôkyô Asahi* a publié, le 19 octobre, un article sur cette conférence dans lequel il exprime l'idée que la Chine ne pourra que difficilement accepter les trois demandes qui lui ont été adressées par les Soviets. Le gouvernement de l'U.R.S.S. demande, en effet, que tous les Russes blancs soient expulsés de la Mandchourie, que les téléphones que la Chine a pris à la Russie soient restitués aux autorités du chemin de fer Est-Chinois et que l'U.R.S.S. participe à la garde dudit chemin de fer. Ce dernier point a été mis en avant par les Soviets parce que si le chemin de fer Est-Chinois est bien administré par les deux puissances, la garde qui en est effectuée par les Chinois seuls se serait révélée insuffisante et les actes de banditisme seraient fréquents. Mais admettre une armée étrangère sur son territoire serait limiter son droit de souveraineté et la Chine ne peut y consentir.

ET LE JAPON...

Le Japon est l'une des puissances qui, par sa situation géographique et économique, est contrainte de suivre le plus près l'évolution des événements chinois. Aussi le gouvernement de Tokio a-t-il envoyé en Chine M. R. Nagai, vice-ministre des Affaires Etrangères, pour entamer avec le gouvernement de Nanking des pourparlers touchant les problèmes les plus urgents.

Le diplomate japonais a eu une entrevue avec le général Tchang Kai-chek, au cours de laquelle il a exprimé le regret que le gouvernement chinois ait refusé d'accepter M. Obata comme ministre du Japon, à cause du rôle joué par M. Obata au cours de la grande guerre. La Chine, en rejetant la candidature de ce diplomate, n'aurait pas agi selon l'usage des puissances de premier ordre.

Cette entrevue a donné lieu à un incident étrange. Tchang Kai-chek, dans un discours qu'il a prononcé à l'occasion de l'anniversaire de la constitution du gouvernement de Nanking, a prononcé les paroles suivantes :

Nous sommes arrivés à vaincre nos généraux réactionnaires, mais la destinée de notre pays dépend de beaucoup de choses et nous ne devons pas être trop optimistes. Nous devons nous préparer à l'invasion d'impérialistes étrangers et nous devons être prêts à les refouler de toutes nos forces. Avant-hier, un diplomate d'un certain pays s'est permis de me faire des observations en nommant ironiquement la Chine, puissance de premier ordre. Cette allusion ne peut être acceptée tranquillement. Non, et mille fois non. Nous ne devons pas être indifférents à une insulte pareille. Camarades du Kouomintang et fonctionnaires du gouvernement national, réfléchissez sérieusement à ce que je vous ai dit.

La presse chinoise et l'opinion publique ont immédiatement compris qu'il s'agissait de M. Nagai. Devant ces commentaires, le vice-ministre du Japon fut fort étonné et fit savoir que, pendant toute l'entrevue, le général Tchang Kai-chek avait été très aimable et que, pour son compte, il n'avait mis aucune ironie dans les paroles qu'il avait adressées au chef du gouvernement national.

Après échange de visites et des entretiens entre hauts fonctionnaires des deux pays, l'incident fut déclaré clos. Les Chinois consentent à élever la légation japonaise au rang d'ambassade et accepteront vraisemblablement comme ambassadeur M. Dehuchi, qui est actuellement ambassadeur aux Etats-Unis.

Cet incident, peu significatif par lui-même, indique néanmoins l'état d'esprit du gouvernement national de Nanking à l'égard du Japon.

La presse japonaise a parlé beaucoup de cette affaire, en insistant surtout sur l'importance de la visite de M. R. Nagai en Chine. Les journaux japonais soulignent que le Japon possède d'énormes intérêts en Mandchourie et que la nouvelle unification de la Chine peut leur porter préjudice.

Le journal *Hochi* écrit :

Beaucoup de problèmes se posent entre la Chine et le Japon ; ils pourront être résolus si les deux pays les abordent dans l'état d'esprit nécessaire. Parmi ces problèmes, le plus important est celui qui concerne les chemins de fer de Mandchourie.

Le journal se plaint que les nouvelles lignes qui ont été construites par les ordres du gouvernement de Moukden fassent concurrence au chemin de fer Sud-Mandchourien, qui est japonais, tandis que la ligne de l'Est est sino-russe ; il serait fort regrettable, ajoute-t-il, que le gouvernement de Nanking réussisse à placer des emprunts à l'étranger pour continuer cette même politique ferroviaire.

Le quotidien *Jiji Shimpô* du 22 octobre consacre aussi un article à la position du Japon en Mandchourie en disant :

L'avenir du Japon en Mandchourie est loin d'être brillant. Si on laisse les événements suivre leur train, avant peu le Japon sera refoulé de cette partie de la Chine.

Il développe cette thèse en se plaignant, lui aussi, de la concurrence des chemins de fer chinois. *Le Japon*, conclut-il, *doit rester en Mandchourie et pour cela le peuple japonais doit s'intéresser d'une manière plus active à cette région et stimuler le gouvernement.*

La nouvelle année nous montrera dans quel sens va évoluer le jeu de Tchang Kai-chek et quelles seront les réactions des grandes puissances voisines.

TURQUIE

Les Cent Jours des libéraux

Il y a une centaine de jours, un grand événement avait marqué la vie politique turque : à côté du « Parti Républicain du Peuple », seul maître de l'Etat depuis la révolution nationale, s'était fondé officiellement un second parti, parti d'opposition, dit « Parti Républicain Libéral ». Son existence n'aura pas été longue : Fethi bey, fondateur du parti, en a décidé lui-même la dissolution dans la soirée du 15 novembre. Cette décision est la conséquence d'un grand débat qui avait eu lieu le jour même à l'Assemblée nationale, débat où, pour la première fois, le petit groupe de l'opposition s'était heurté sérieusement aux forces gouvernementales. Fethi bey avait porté à la tribune les plaintes du parti libéral concernant les récentes élections municipales; il avait dénoncé des irrégularités, des violences, la pression officielle, surtout, qui expliquaient, selon lui, le succès du Parti du Peuple et la défaite des libéraux. Le ministre de l'Intérieur lui avait répondu en revendiquant hautement pour le gouvernement et ses agents le droit et le devoir de surveiller de près les élections et d'empêcher les désordres que, disait-il, les libéraux provoquaient partout dans le pays. D'autres orateurs gouvernementaux, notamment les députés d'Antalia et d'Afion-Karahissar, avaient critiqué avec plus d'énergie encore les menées « anarchiques » de l'opposition. Celle-ci, sentant la partie inégale, a renoncé le soir même à l'existence. Dans un communiqué à la presse, Fethi bey a expliqué ainsi cette décision : le Président de la République, le Gâzi Mustafa Kémal pacha, est, depuis la révolution nationale, président du Parti du Peuple; il le reste encore aujourd'hui, malgré les instances des libéraux qui eussent voulu le voir en dehors et au-dessus des partis ; dans ces conditions, les libéraux risqueraient, tôt ou tard, se trouver dressés contre le Gâzi, ce qu'ils ne veulent à aucun prix ; ils préfèrent dissoudre leur jeune organisation.

Que vont faire les ex-libéraux ?

La dissolution du parti n'a pas arrêté les polémiques. La presse qui avait soutenu Fethi bey continue à critiquer vivement le gouvernement, que défendent avec une force redoublée les journaux des populaires. Quant aux députés de l'ex-opposition (ils n'étaient que douze), ils restent provisoirement « indépendants » ; les principaux d'entre eux ont déclaré qu'ils ne songeaient nullement à rentrer dans le Parti du Peuple ; Fethi bey lui-même a dit qu'il ne comptait pas reprendre son poste d'ambassadeur à Paris, ni accepter aucune autre mission officielle. Les intentions des ci-devant libéraux ne sont pas claires.

Le *Yarin* (« Demain », opposition) écrivait le 17 novembre :

Le discours que Fethi bey, leader des libéraux, a prononcé à la dernière séance de la Grande Assemblée a provoqué beaucoup de nervosité et d'émotion chez les députés populaires. En tenant tête tout seul, avec une grande habileté et une merveilleuse éloquence, aux attaques répétées de ses adversaires, Fethi bey a mérité l'estime de tous les citoyens épris de liberté. Il est vraiment regrettable qu'un homme comme le député Vassif bey ait traité de ramassis de bandits, de criminels et d'aventuriers, un parti qui compte parmi ses adhérents des milliers d'honnêtes citoyens... Quant à Rassih bey, son mépris du parti de Fethi bey est tel qu'il a demandé l'arrestation et la mise en jugement de tous les libéraux. C'est cependant l'attitude d'Ali bey envers un homme de la valeur de Fethi bey qui soulèvera l'indignation la plus générale ; le député d'Afion ne s'est pas contenté de formuler contre Fethi bey des accusations sans fondement; il a menacé aussi de provoquer une effusion de sang; son discours peut, en effet, se résumer ainsi : « Une opposition s'est formée; elle peut diviser le pays; halte-là ! Il faudra répandre un peu de sang pour éviter que le pays ne sombre dans un bain de sang... » Après avoir recouvré son indépendance et adopté le régime républicain grâce au génie de Mustafa Kémal pacha, notre nation ne versera son sang que lorsque la République ou la patrie seront en péril. A part ces deux éventualités, Ali bey croit-il vraiment que le sang doive couler ?

Le 19 novembre, le même *Yarin* écrivait que, « par la disparition du parti libéral, la Turquie s'éloigne encore de la démocratie ».

A ceux qui disent qu'en renonçant à la lutte, Fethi bey a manqué de courage, la *Turquie Libérale*, organe en langue française de l'opposition, répliquait le 20 novembre :

Dans toute autre circonstance, l'abandon de la lutte eût été un manque de courage. Mais, dans les circonstances présentes, quiconque a analysé les débats de l'autre jour à l'Assemblée et s'est rendu compte de l'ambiance ne pourra que féliciter Fethi bey de sa perspicacité politique.

En effet, Fethi bey n'aurait jamais abandonné la lutte et, nous qui le connaissons, nous pouvons affirmer que telle n'était pas son intention. Mais pour lutter comme l'entendait l'ancien leader, il aurait fallu que ses adversaires fussent tous des adversaires loyaux, ne poursuivant la lutte que sur le terrain des idées et des conceptions.

Les adversaires de Fethi bey manquaient tous de sincérité.

La lutte devenait inégale et si, dans ces conditions, il avait continué à livrer bataille, il aurait fait preuve de témérité et aurait dépensé sa force et celle de son parti en pure perte.

Il en serait sorti amoindri, fini...

A ces affirmations pathétiques, à ces insinuations, la presse gouvernementale répond que, au-dessus de la liberté, il y a le salut de la patrie et de la République. L'*Akcham* (« Le Soir », populaire) résumait ainsi, le 17 novembre, le sentiment de la plupart des députés :

Au début, tout le monde a été content de la constitution du nouveau parti. Nous avions l'espoir que l'existence de deux partis à la Chambre serait un heureux stimulant pour une meilleure activité. Malheureusement, les faits ont prouvé tout le contraire. Le parti libéral, avant d'entamer son activité au sein de la Grande Assemblée Nationale, a procédé à une organisation déplorable dans tout le pays. En quelques jours, des filiales furent ouvertes partout et commencèrent à enregistrer des adhérents. Nul doute qu'à la tête de ces organisations, il ne se soit trouvé de sincères républicains, mais c'est un fait démontré que la plupart d'entre eux ne visaient qu'à pêcher en eau trouble.

Le *Milliet* (« La Nation », populaire) écrivait le 22 novembre :

Si les dirigeants du parti libéral avaient pris des mesures pour se défendre contre l'infiltration, dans leur troupe, de démagogues suspects et de politiciens vagabonds dont les desseins sont exactement contraires aux principes de la révolution, ces dirigeants n'auraient pas, dès les premiers jours, provoqué dans les rues les manifestations les plus blâmables. Et ils se seraient ainsi délivrés pour toujours du risque qu'ils redoutent maintenant, de se trouver en opposition avec S.E. le Gâzi. Nous étions de ceux qui, dès le début, écrivaient que Fethi bey se lançait dans une aventure sans issue. Quelques jours après son voyage tumultueux à Smyrne, nous disions : « Pauvre Fethi bey ! Il a été le porte-drapeau d'une petite révolution dirigée contre l'autorité de l'Etat, contre les lois nationales, contre l'unité de la patrie. Comment cet homme, qui, jusqu'à présent, dans sa vie politique, n'avait commis aucune légèreté, s'y prendra-t-il pour effacer le souvenir de ces pénibles événements ?... » Il n'a rien fait. Avec une invraisemblable insouciance, il s'est laissé emporter par le torrent jusqu'au fond de l'abîme. Alors qu'il se noyait, il prétendait se trouver sur le sommet d'une montagne, baigné d'air pur...

La dissolution du parti libéral ne signifie pas que la liberté de discussion, que le droit de contrôle aient disparu. Le Parti Républicain du Peuple est et sera toujours prêt à assurer l'une et l'autre. Tous nos compatriotes qui sont vraiment des révolutionnaires nationalistes en bénificieront. En revanche, nous ne donnerons jamais, nous ne pouvons pas donner le droit de crier aux démagogues qui spéculent sur les souffrances du peuple, aux politiciens à double face, à ceux qui insultent les institutions nationales, aux vagabonds qui courent les rues.

Cependant, le Gâzi a commencé à travers tout le pays son voyage d'études ; interdisant partout les réceptions et les manifestations officielles, il veut entrer en contact direct avec la population et juger par lui-même de la situation matérielle et morale des provinces. Il a quitté Angora le 18, salué à la gare par les vainqueurs et par les vaincus de l'avant-veille...

L'opinion Juive et la Palestine

Les récents incidents de Palestine, qui ont animé l'opinion juive mondiale contre l'Angleterre, ont provoqué de curieuses révélations historiques dans la presse turque. M. E. Crespi a envoyé à l'*Akcham* (29 octobre) une longue lettre relatant une démarche faite, en 1900-1901, par les Sionistes auprès du Sultan. L'affaire fut menée par le Dr Herzi, alors rédacteur en chef de la partie littéraire de la *Neue Freie Presse* de Vienne. M. Crespi raconte comment il servit d'intermédiaire :

Pour commencer, le Dr. Herzi ne me demandait qu'une chose : être reçu en audience par le Sultan, et il m'expliqua avec amertume de quelle façon il avait été roulé et par l'Empereur Guillaume et par le prince Bulow, qui l'avaient invité à faire avec eux le voyage de Palestine. Bulow lui avait promis de le présenter au Sultan ; mais, arrivés à Constantinople, il le mit entre les mains d'Izzet Pacha qui, ayant trouvé dans le sionisme un vrai Pactole, s'y baignait avec délices sans souci des sionistes.

Je consentis à prendre en main les intérêts et les desiderata du Dr Herzi, d'autant plus qu'ils ne portaient pas préjudice à mes affaires en cours.

Hardiment, je me mis à l'œuvre ; mais dès le début de mes démarches je rencontrai de sourdes difficultés et si je n'avais pas obtenu la protection du Chéik-ul-Islam, Djémaleddin efendi (chez lequel j'avais, par autorisation du Sultan, mes entrées libres), j'aurais complètement perdu courage et l'espoir du moindre succès de mes démarches ; c'est lui qui se chargea de présenter au Sultan les lettres et offres du Dr Herzi. Ces offres étaient mirifiques.

Jugez-en : Contre l'établissement en Palestine des Juifs de Russie, de Roumanie et d'autres lieux où ils étaient persécutés, les Sionistes s'engageaient à acheter pour la Turquie toute la Dette Ottomane, qui s'élevait, si mes souvenirs sont fidèles, après conversion, à 33 millions de livres sterling ; en outre, ils s'engageaient à construire pour la défense des territoires de la Turquie une flotte entière. Entre temps, le Dr Herzi acceptait, sur ma demande, de réaliser pour la Turquie un emprunt de 100 millions de francs destiné à l'acquisition d'armements.

Mais la négociation échoua.

JE SUIS PARTOUT

ADMINISTRATION-RÉDACTION :
18-20, Rue du Saint-Gothard, Paris-14e

ABONNEMENTS :

	Six mois	Un an
France et Colonies	23	42
ETRANGER :		
Pays ayant adhéré à l'accord de Stockholm.	30	56
Autres pays	38	70

Le numéro : UN FRANC
Compte courant postal : PARIS 388-84

Le Gérant : G. QUEROL
L'Imp. Réaumur et l'Héliogravure Rotative, 98-100, rue Réaumur, Paris-2e.

LES REVUES FRANÇAISES

Le succès français dans la Ruhr

UN important article de M. Paul Tirard, paru dans la *Revue des Deux-Mondes* apporte des renseignements du plus vif intérêt sur l'occupation de la Ruhr et les excellents résultats politiques et économiques qu'elle a obtenus.

Avant l'opération de 1923, les Alliés, on s'en souvient, avaient été amenés, à la suite des manquements de l'Allemagne, à occuper, en parfait accord, le 7 mars 1921, les villes de Duisbourg, Ruhrort et Düsseldorf, véritables « clefs de la Ruhr ». Cette première exploitation directe des services allemands des douanes, des importations et exportations n'avait pas rencontré d'opposition sérieuse de la part du Reich.

Il devait en aller différemment de l'opération de 1923 qui fut décidée le 10 janvier. L'occupation des grands centres de la Ruhr fut menée avec sang-froid, mais dès le 15 janvier, le Syndicat du charbon ayant quitté Essen et emporté ses archives, les troupes du général Degoutte occupent Bochum. Le 18, l'Allemagne ayant suspendu les livraisons au titre des réparations, ainsi que les remises de bétail, la Haute-Commission décide la saisie des revenus des douanes, des licences, des forêts domaniales et des impôts sur les charbons. Le 26, après la constatation du manquement général de l'Allemagne, les gouvernements français et belge interdisent tout envoi de coke et de charbon de la Ruhr à destination de l'Allemagne non occupée. La Rhénanie et la Ruhr sont totalement séparées du reste du Reich. Il s'agit d'organiser l'exploitation directe des « gages » dans des conditions des plus difficiles.

A la résistance passive des premiers jours succéda bientôt l'hostilité déclarée et agissante.

L'Allemagne, alors, recourut aux attentats criminels. Le 17 avril, le train qui transportait les ministres français et belge était spécialement visé; en mai, 86 attentats, dont 20 par engins explosifs. A Duisbourg, le 30 juin, une bombe à retardement déposée dans une voiture d'un train de permissionnaires belges faisait douze morts et vingt blessés. Allait-on prendre des otages, comme l'Allemagne avait fait en 1870 ? Belges et Français y répugnèrent. D'ailleurs, bientôt ce furent les Rhénans qui désapprouvèrent hautement la résistance passive et les violences ordonnées par Berlin.

Les premières défaillances se déclarèrent au mois de mai 1923. Les commerçants de Trèves firent alors une démarche à Berlin pour obtenir le retrait de l'interdiction d'utiliser les trains de la Régie. Ils furent sévèrement éconduits. Mais, le 10 mai, les directeurs des usines à gaz des territoires occupés, réunis à Cologne, reconnaissaient l'impossibilité d'assurer leur ravitaillement en charbon et de continuer leur exploitation dans ces conditions, et ils chargeaient une délégation d'exposer à Berlin la situation, décidés qu'ils étaient à passer outre en cas de refus.

La lassitude augmentait.

Mais la restitution du matériel emmené sur la rive droite s'effectuait avec un évident mauvais vouloir.

La Régie a néanmoins réussi à assurer tous les transports qui lui ont été demandés. Déjà une importante fraction du personnel allemand a été réintégré sous ses ordres, et une entente parfaite règne entre cheminots français et rhénans. Pour les besoins du service, ils se composent un idiome bilingue qui établit rapidement entre eux une cordiale intimité. L'exploitation de certaines sections par nos cheminots méridionaux ne manquait d'ailleurs pas de pittoresque : leur manière imprévue d'annoncer avec un accent ensoleillé les noms des stations aux consonances germaniques, leur affabilité, leur obligeance à l'égard des voyageurs et surtout des voyageuses, leur fantaisie joyeuse et quelque peu bruyante — sifflets des machines, trompettes des chefs de train — offrait, avec les traditions rigides et silencieuses des chemins de fer allemands, un contraste qui n'était pas pour déplaire à la population rhénane...

Bientôt la Régie dispose d'un personnel considérable, parfaitement encadré. Au mois de mai 1924, 100.000 agents travaillent sous ses ordres, dont plus de 70.000 cheminots allemands. Elle est parvenue, avec un effectif notablement inférieur à celui de l'administration allemande — qui comptait, en 1922, plus de 170.000 agents — à assurer un trafic égal et bientôt supérieur. Au mois d'avril, la partie était, en effet, dépassée et l'exploitation était en bénéfice. Dès le mois de mars, alors que le trafic ne représentait encore que les quatre cinquièmes de celui de 1922, les recettes de la Régie s'équilibraient à la moyenne journalière de 6 millions de francs, laissant un bénéfice net d'un million par jour. En fin d'exploitation, la Régie, qui, en 1923, était en déficit de 84.100.026 francs, abandonnera à la caisse des gages un bénéfice net de 67.154.971 marks-or, soit plus de 400 millions de francs.

La résistance passive amena la France et la Belgique à exploiter directement les usines et les mines de la Ruhr, comme elles avaient fait pour les chemins de fer. Ce fut le rôle de la Mission interalliée de Contrôle des usines et des mines, et là encore, comme l'écrit M. Paul Tirard, « le courage et l'initiative de nos hommes triomphèrent des plus redoutables difficultés ». L'exploitation des mines de la Ruhr fut d'abord rétablie. Devant l'exemple donné et son succès, les autres entreprises minières reprirent leur activité et bientôt, à leur tour, les industriels allemands renoncèrent à une résistance qui devenait pour eux désastreuse et prirent le parti de conclure des accords avec les occupants.

L'effondrement du mark qui, comme le fait observer M. Tirard, est antérieur à l'occupation de la Ruhr, donc nullement causé par elle, amena les alliés à intervenir également dans le domaine financier. La Haute-Commission décida l'institution du « franc-régie » puis elle jeta les bases d'un établissement rhénan, destiné à jouer le rôle de Banque d'émission.

De même que les accords signés par la M.I.C.U.M., et le succès de la Régie, précipitèrent la fin de la résistance passive, de même les accords intervenus en matière monétaire et l'imminence de l'institution d'une banque d'émission autonome en Rhénanie, provoquèrent le redressement financier et monétaire du Reich.

Et voici quels furent les effets moraux et politiques de cette intelligente gestion franco-belge :

Jamais les statistiques de la fréquentation des cours de français ouverts aux Rhénans n'ont atteint des chiffres aussi élevés qu'à cette époque. C'est qu'à tout moment, la population rhénane a senti que les autorités d'occupation se considéraient comme responsables, non seulement du succès de l'opération qui leur était prescrite, mais encore de la sécurité du peuple rhénan et de la sauvegarde de ses intérêts.

Nous prenions figure de sauveurs de l'ordre et de défenseurs des habitants et de leurs biens. Le mouvement séparatiste, dont M. Tirard écrit qu'il avait fini par inquiéter sérieusement le gouvernement de Berlin, en est issu.

Mais laissant de côté l'étude détaillée de ce mouvement, M. Tirard dresse à la fin de sa belle et forte étude le bilan de l'occupation de la Ruhr dans les termes que voici :

... L'occupation de la Ruhr a laissé entre les mains des Alliés un solde net créditeur de 424 millions de marks-or, qui a donné lieu à la répartition suivante : 62 millions et demi de marks-or aux Etats-Unis, 361.860.600 marks-or à la Belgique (dont, pour notre profit ultérieur, le droit de priorité a été éteint de ce chef). La part de la France (livraisons diverses, charbon, coke, matières colorantes, etc...) fut de 364 millions de marks-or. Déduction faite des frais spéciaux nécessités par l'extension de l'occupation, les recettes nettes créditées à la France dans les écritures de la Commission des réparations, du chef des saisies de gages et des réquisitions en espèces, se sont élevées à 312.901.159 marks-or 37, soit 1 *milliard 500 millions de francs environ.*

... L'occupation de la Ruhr a mis entre les mains de la France et de la Belgique une formidable monnaie d'échange constituée par les mines, les douanes, les forêts des territoires occupés, et surtout par la Régie des chemins de fer...

D'un point de vue plus général, ajoute M. Tirard, on peut affirmer que l'adoption et les paiements effectifs et réguliers du plan Dawes ont été la conséquence de l'occupation de la Ruhr.

En revanche, l'abandon de la Ruhr en 1924 devait avoir des effets fâcheux. Jusqu'alors les divers gouvernements français avaient proclamé que les délais d'occupation n'avaient pas commencé de courir.

Il en résultait, dans l'opinion des habitants de la Rhénanie, ce sentiment évident et naturel, qu'il convenait pour eux de s'accommoder de l'occupation et de s'entendre avec les occupants, dès lors que s'avérait la perspective indéfinie de notre présence sur le Rhin. L'évacuation de la Ruhr et des trois ports du Rhin, l'abandon des chemins de fer, bientôt suivis de l'évacuation de la zone de Cologne, ont brusquement et définitivement rompu la situation rhénane en posant non seulement le principe de l'évacuation, mais la possibilité de son anticipation.

L'accord de Locarno n'a pas seulement marqué la fin de toute politique de prestige sur le Rhin. A dater de sa conclusion, « l'œuvre d'expansion ou de rapprochement politique, économique, intellectuel et social que l'occupation avait entreprise et, en partie, réalisée, était détruite ».

Le canal d'Alsace latéral au Rhin

Les audacieux travaux entrepris pour améliorer la navigation du Rhin en amont de Strasbourg, lit-on dans la revue *La Marche de France*, suffiraient à prouver que la France ne le cède à personne « pour la mise à profit des ressources formidables de la technique moderne ».

On sait que la navigation en amont de la capitale de l'Alsace est des plus difficiles, à cause de la vitesse du courant du Rhin, et du banc calcaire d'Ilstein qui barre le fleuve à environ 9 kilomètres en aval de la frontière suisse et à 5 kilomètres en amont de Kembs.

Depuis longtemps des travaux avaient été projetés en vue de rendre facilement navigable cette portion du Rhin, mais c'est à la France que revient le mérite de les avoir conçus et entrepris. La société « Energie électrique du Rhin » a donc été fondée à Mulhouse, au capital de 125 millions, en vue de creuser le premier tronçon du Grand Canal d'Alsace. Le capital de ladite société a été porté à 250 millions en 1929, ce qui ne semble pas excessif si l'on veut bien considérer l'importance énorme des travaux entrepris. Le canal devra avoir en effet une largeur de 80 mètres au plafond, et 150 à la surface du plan d'eau maximum, c'est-à-dire des dimensions supérieures à celles du canal de Suez.

La profondeur d'eau sera de 12 mètres, et la vitesse moyenne du courant ne devra pas dépasser 0 m. 70 par seconde, alors que dans la section du Rhin parallèle, la vitesse du courant varie entre 2 m. 50 et 4 mètres, et que le chenal navigable, tortueux, y a souvent moins de 50 mètres de largeur et une faible profondeur. Afin d'assurer une sécurité absolue, les digues du canal auront une largeur de recouvrement de 15 mètres, soit plus que tout ce qui a été réalisé jusqu'ici, pour des ouvrages de cette nature.

Un barrage mobile établi en travers du Rhin, à 5 kilomètres et demi en aval de la frontière suisse, relèvera le niveau du fleuve d'environ sept mètres en eaux moyennes et permettra de diriger l'eau dans le canal dont l'amorce est établie à cinq cents mètres en amont du barrage.

Vers le quatrième kilomètre à l'aval de son amorce le canal se divise en deux bras. Ceux-ci sont déjà formés. L'un sera affecté à la navigation, et par deux écluses indépendantes ayant respectivement 185 et 100 mètres de longueur utile, les convois franchiront en une seule éclusée la différence de niveau entre le bief aval et le bief amont, cette différence devant atteindre normalement pendant 350 jours par an, entre 12 et 16 mètres 50, suivant l'état des eaux du Rhin. La largeur utile des écluses sera de 25 mètres ; des aqueducs longitudinaux assureront leur remplissage.

L'autre bras du canal aboutit à une usine hydroélectrique qui bénéficiera d'un débit de 850 mètres cubes par seconde pendant environ 7 mois en année moyenne. Cette usine sera équipée de 6 groupes à turbines d'une puissance de 31.100 kwa chacun, soit pour l'ensemble l'équivalent d'environ 200.000 chevaux vapeur.

Production en énergie électrique qui pourra alimenter la région des Vosges et fournir en même temps d'appréciables quantités d'énergie à la région parisienne.

A l'heure actuelle les gros terrassements sont en voie d'achèvement, grâce à un outillage qui, nous dit la revue *La Marche de France*, peut être proposé comme modèle au monde entier... y compris les Etats-Unis.

La démoralisation de l'Allemagne

Dans le *Correspondant*, M. Robert d'Harcourt examine le résultat des dernières élections allemandes à un point de vue qui a été généralement laissé de côté !

« Il semble qu'en France, écrit-il, le regard, accaparé par la poussée raciste, ait négligé l'autre tableau : la poussée communiste. Il ne faudrait tout de même pas oublier que Moscou a gagné en Allemagne plus d'un million d'électeurs en deux ans ».

Il semble que l'opinion moyenne française surestime les forces d'ordre en Allemagne, cette armature séculaire de discipline, qui a fait sa puissance, et que l'on juge inentamable et sous-estime le nihilisme moral qui s'est emparé des couches profondes. Il existe encore un caporalisme extérieur qui se manifeste dans le goût de l'uniforme et de l'école de section (aussi bien chez les rouges que chez les Nazis), mais la base morale, qui assurait naguère la solidité de l'édifice, cette charpente de stricte, dure et rude honnêteté, qui a fait la Prusse, a cessé d'exister. Le geste du feldwebel survit, son caractère a vécu.

La raison profonde de l'effondrement du parti bourgeois, compris entre Koch-Weser et Westarp, qui est la plus significative leçon du dernier vote, doit être cherchée dans la faillites des titres supérieurs de la bourgeoisie. La bourgeoisie a failli à sa mission. Elle est moralement diminuée.

A l'appui de sa thèse M. Robert d'Harcourt invoque l'article du Dr Hoinka, paru récemment dans une revue catholique allemande que dirige le Dr Moenius, l'*Allgemeine Rundschau* :

Après avoir brossé à larges traits une esquisse du bolchevisme russe, l'auteur pose la question cruciale : « Et nous-mêmes, avons-nous lieu d'être plus fiers ? » Voilà la réponse textuellement traduite :

« Depuis longtemps, l'incendie est à tous les bouts de la maison allemande. D'ores et déjà, l'existence de millions d'Allemands n'est-elle pas sous le signe de l'idole bolchevique, l'idole matérialiste, négatrice de tout au-delà (*Diesseitsgoetze*) ?... Nous sombrons dans le marécage d'un bolchevisme moral qui infecte et submerge toute notre civilisation. L'Allemagne présente nous offre l'image d'une démoralisation et d'une « désanimation » (*Entseelung*) dont on ne trouverait l'analogue que dans la décomposition de la Rome antique...

« Spengler a raison : notre peuple n'a plus de racines religieuses. L'incroyance aujourd'hui n'est plus prêchée par les philosophes... la négation du Divin a pénétré dans les couches profondes du peuple. L'athéisme est enseigné dans le roman, dans le feuilleton amusant, dans d'innombrables brochures populaires. Les syndicats populaires en retentissent. Il s'affiche cyniquement au bord même des tombes fraîchement creusées, dans les discours funéraires. »

Avec la décomposition des croyances, a marché parallèlement la décomposition des mœurs.

Le Dr Hoinka nous donne des chiffres d'une redoutable précision :

On compte, dans l'Allemagne de 1926, un enfant naturel sur 7, et, dans l'ensemble du pays, un total d'un million d'enfants naturels au-dessous de quatorze ans.

Dans un seul hôpital d'une ville rhénane, 800 enfants de mères de moins de seize ans ont vu le jour au cours de l'année 1927.

Le nombre des avortements a sextuplé entre 1911 et 1921. Le chiffre global d'avortements annuels en Allemagne atteint 1 million.

Le Dr Hoinka cite un fait-divers fort significatif. Tout dernièrement des travaux de dragage effectués sur un point du Rhin pour retrouver le corps d'un enfant ont amené la découverte de 60 cadavres de nouveau-nés.

Et voici la courbe des divorces: 8.000 en 1900 ; 12.000 en 1906 ; 18.000 en 1913 ; en 1923, 54.000; enfin en 1927 il y a eu 60.000 divorces.

Et la courbe des naissances : tandis qu'en 1900 il y avait 2.060.657 naissances, il n'y en avait déjà plus que 1.982.836 en 1910, et plus de 600.000 de moins en 1925 : exactement 1.313.625.